



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

8^e CONFÉRENCE DU CONSEIL DE L'EUROPE DES MINISTRES RESPONSABLES DES QUESTIONS DE MIGRATION

Kyiv, 4-5 septembre 2008

**Migrations économiques, cohésion sociale
et développement : vers une approche intégrée**



**MISE EN ŒUVRE
DES ENGAGEMENTS PRIS À HELSINKI
PAR LES ETATS MEMBRES**

MISE EN ŒUVRE
DES ENGAGEMENTS PRIS À HELSINKI
PAR LES ÉTATS MEMBRES
7^e CONFÉRENCE DES MINISTRES EUROPÉENS
RESPONSABLES DES QUESTIONS DE MIGRATION

SOMMAIRE

Introduction	7
I. Principes généraux	9
<i>Politiques de migration et d'intégration fondées sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit</i>	9
<i>L'intégration comme démarche interactive</i>	16
<i>Tolérance et non-discrimination</i>	18
<i>Réfugiés, demandeurs d'asile et autres personnes ayant besoin de protection</i>	21
<i>Promouvoir la paix, les droits de l'homme et le développement</i>	25
II. Les défis pour la politique d'intégration	27
<i>Des sociétés fondées sur l'égalité des droits, des obligations et des chances</i>	27
<i>Des sociétés accueillantes et ouvertes et la participation des migrants</i>	31
<i>Égalité d'accès à l'emploi</i>	51
<i>Prévenir l'exploitation des travailleurs migrants et la migration irrégulière</i>	64
<i>Législation et mesures pour combattre la discrimination</i>	66
III. Les défis pour les politiques de gestion des migrations	69
<i>Gestion des migrations</i>	69
<i>Développer les voies de migration régulière</i>	71
<i>Lutte contre la traite et le trafic des personnes</i>	77
<i>Coopération bilatérale et multilatérale</i>	90
IV. Traités du Conseil de l'Europe dans le domaine des migrations	103
V. Banque de Développement du Conseil de l'Europe	107
<i>Nouveaux membres</i>	107
<i>Projets dans le domaine des migrations</i>	107
Annexe: Engagements de la déclaration finale d'Helsinki	109

INTRODUCTION

La 7^e conférence des ministres européens responsables des questions de migration a eu lieu à Helsinki, à l'invitation du gouvernement finlandais, les 16 et 17 septembre 2002. Le thème de la conférence était : « Les migrants dans nos sociétés : quelles politiques au XXI^e siècle ». Dans leur déclaration finale, les ministres ont pris une série d'engagements sur les politiques d'intégration et de gestion des migrations. En vue d'évaluer les progrès réalisés par les États membres dans la mise en œuvre de ces engagements, le Comité européen sur les migrations (CDMG) a demandé au Secrétariat d'inviter les membres à soumettre des informations sur les mesures prises par leurs autorités depuis la Conférence d'Helsinki et de rédiger un rapport résumant ces informations.

Ce rapport récapitule les informations fournies par 15 États membres. Malgré ce nombre relativement faible, les pays couverts constituent un échantillon représentatif des membres du Conseil de l'Europe, d'est en ouest : Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Italie, Moldova, Norvège, Pologne, Espagne, Suisse et « ex-République yougoslave de Macédoine ».

Dans de nombreux cas, les informations sont partielles ; elles ne constituent pas une présentation exhaustive des politiques nationales de migration. De fait, elles offrent plutôt une vue d'ensemble des mesures et des initiatives les plus intéressantes et pertinentes déployées dans les États membres concernés depuis la Conférence d'Helsinki en 2002. Dans certains cas, les politiques et les pratiques nationales forment un continuum de principes déjà établis.

Les engagements de la Conférence d'Helsinki figurent aux paragraphes 19-32 de la Déclaration finale et sont reproduites à l'annexe du présent rapport.

La structure du rapport suit celle de la Déclaration finale, chacune des sections correspondant à un engagement. Les trois premières sections du rapport (« Principes généraux », « Les défis pour la politique d'intégration » et « Les défis pour les politiques de gestion des migrations ») livrent des informations sur ce qui a été réalisé, à l'échelon national, dans les États membres, pour mettre en œuvre ces engagements.

Quant aux deux dernières sections du rapport, elles décrivent les progrès accomplis pour signer et ratifier les traités du Conseil de l'Europe en matière de migration, ainsi que pour bénéficier des possibilités financières de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, mesures que les ministres ont encouragé les États membres à prendre dans leur déclaration finale à Helsinki.

I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Politiques de migration et d'intégration fondées sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit

Élaborer et mettre en œuvre des politiques de migration et d'intégration fondées sur les principes du respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit pour ainsi assurer une migration ordonnée, la cohésion sociale et le respect de la personne.

(Paragraphe 19 de la Déclaration d'Helsinki)

Azerbaïdjan

Auparavant pays d'émigration et de migration de transit, l'Azerbaïdjan est aussi devenu depuis peu un lieu d'immigration. En vue de réguler et de gérer plus efficacement ces flux migratoires, l'État a adopté en 2004 un concept de politique nationale en matière de migration et, pour en faciliter la mise en œuvre, a approuvé par décret présidentiel du 25 juillet 2006 un programme national de migration pour 2006-2008. L'objectif général du programme est d'instituer un système de gestion des migrations fondé sur les principes du respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit. En voici les principales composantes :

- Amélioration des mécanismes de gestion des flux migratoires
- Renforcement de l'efficacité de la réglementation nationale
- Coordination interinstitutionnelle
- Amélioration du cadre législatif
- Application de quotas à la migration de main-d'œuvre
- Introduction de mesures pour lutter contre la migration clandestine
- Coopération bilatérale avec des services de migration d'autres États membres et avec des organisations internationales

Depuis 2007, la responsabilité de la gestion des processus migratoires, de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques migratoires ainsi que de la coordination des activités menées par des organismes nationaux, relève du service national des migrations, mis en place par décret présidentiel en date du 19 mars 2007. Dans le même temps a été créé le service des migrations au sein du ministère des Affaires intérieures d'Azerbaïdjan. Ce service a élaboré un projet de code des migrations qui contient bon nombre des engagements exposés dans la déclaration finale d'Helsinki.

Belgique

Le royaume de Belgique est une monarchie constitutionnelle. La réforme de 1993 de la Constitution belge est le dernier d'une série de changements (d'autres sont survenus en 1970, 1980 et 1988) qui ont fait du pays un État fédéral composé de trois communautés et de trois régions. Les trois communautés sont la communauté française, la communauté flamande et la communauté germanophone. Les trois régions sont la Wallonie, la Flandre et Bruxelles, la capitale. Le pouvoir décisionnaire se répartit entre le gouvernement fédéral, les trois communautés et les trois régions, toutes ces composantes étant égales devant la loi et exerçant leurs responsabilités indépendamment dans des domaines variés. Le gouvernement fédéral est responsable de la justice, de la sécurité sociale, de la sécurité monétaire, des questions fiscales et de la défense nationale. Les trois communautés s'occupent des questions culturelles, de l'éducation, de l'usage des langues et des questions liées à la personne (certains aspects de la santé, par exemple). Quant aux trois régions, leur compétence s'applique à des questions socioéconomiques telles que zonage et aménagement du territoire, logement, agriculture, emploi, énergie et travaux publics. Le gouvernement fédéral et les régions se partagent les pouvoirs en matière de politique étrangère, d'économie, de transports et d'environnement. Pour ce qui est de la politique étrangère, chacune des entités exerce une compétence externe sur les compétences internes des autres. Gouvernement fédéral, communautés et régions possèdent chacun leur propre parlement et gouvernement — mais la Communauté flamande et la Région flamande ont fusionné leur parlement et leur gouvernement. *L'intégration* est donc l'une des grandes priorités des politiques de migrations au niveau régional.

Dans la **Région flamande**, l'intégration est considérée comme une démarche interactive fondée sur une volonté mutuelle consentie à la fois par les migrants et par la société d'accueil. Le Gouvernement flamand est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique d'intégration. Cette politique est à la fois globale et coordonnée : globale parce que tous les ministres participant à la politique d'intégration (ainsi que leurs organes) ont pour mission, chacun dans leur propre secteur d'action, de réaliser les objectifs de cette politique. La politique d'intégration est coordonnée afin de maintenir la cohérence de l'ensemble et d'éviter les redondances et les contradictions.

Pour favoriser la mise en œuvre de la politique d'intégration sur le terrain, des centres et des services d'intégration reçoivent des subventions. Les centres sont essentiellement chargés d'analyser, d'évaluer, de soutenir et de promouvoir la politique d'intégration. Les services, mis en place par les pouvoirs locaux, ont pour tâche d'élaborer, de coordonner et de mettre en œuvre la politique d'intégration municipale. Centres et services d'intégration sont financés par le Centre flamand des minorités. À l'heure actuelle, l'organisation du secteur de l'intégration et ses tâches, telles que définies par la loi flamande de 1998 sur les minorités, font l'objet d'un examen quant à leur actualité par rapport à la vision politique du jour et à l'évolution de la société.

Le Gouvernement flamand attache beaucoup d'importance à la participation à part entière des groupes ciblés. Le Forum des minorités, interlocuteur officiel des autorités flamandes, joue un rôle essentiel dans toutes les questions relatives aux minorités ethno-culturelles. La vie sociale des immigrants y est également au cœur des préoccupations, comme en témoigne la loi flamande sur les associations, adoptée le 19 avril 1995, en faveur des minorités ethno-culturelles. À l'heure actuelle, 14 associations nationales sont reconnues. En matière d'intégration des minorités, la politique est élaborée et mise en œuvre conformément au décret du 28 avril 1998 sur la politique flamande à l'égard des minorités ethniques et culturelles.

Dans la **Région wallonne**, les politiques d'intégration sont mises en œuvre dans le cadre du décret du 4 juillet 1996 sur l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère, tel que modifié par le décret de programmation du 18 décembre 2003. Ainsi, la Direction générale de l'action sociale et de la santé apporte une aide financière aux activités d'intégration sociale déployées dans la région. Au cours de la période 2002-2008, la politique régionale n'a connu aucun changement notable. Toutefois, depuis 2004, des mesures sont prises pour renforcer les centres régionaux d'intégration, le développement social à l'échelon local et le service de médiation pour les gens du voyage. En outre, depuis 2007, une nouvelle aide au co-développement est venue s'ajouter à l'appel à projets lancé tous les ans en faveur d'initiatives locales d'intégration. Enfin, également depuis 2007, les services d'interprétation actifs dans le secteur social bénéficient d'une aide.

Dans la **Région de Bruxelles**, les politiques d'intégration sont régies par le décret sur la cohésion sociale, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006. La priorité est donnée à l'éradication de l'analphabétisme, à l'apprentissage des langues et à l'accueil des nouveaux arrivants (aide sociale, protection de l'enfance, logement et santé publique).

Au **niveau fédéral**, le fonds alloué aux politiques en faveur des immigrants (*Fonds d'impulsion pour la politique des immigrés*) sert à financer des initiatives locales — lancées par les pouvoirs publics ou par des organisations bénévoles — visant à promouvoir l'intégration et la participation sociale et culturelle des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Bulgarie

La Bulgarie, tout en conservant les caractéristiques d'une nation de transit, tend à devenir un pays de destination. Avec son entrée dans l'Union européenne, ce processus s'est encore accentué. Depuis 2005, un groupe de travail interdépartemental sur les migrations et sur l'intégration des immigrants sert de forum à de vastes débats sur l'action à mener dans ce domaine. De la même façon, des groupes de travail sont chargés d'examiner la libre circulation des personnes au sein de l'union européenne et la politique des migrations. Ces groupes ont permis d'adopter une stratégie nationale de migration et d'intégration pour la période 2008-2015. Actuellement se prépare la mise en place d'un conseil national sur les migrations de main-d'œuvre.

Croatie

La politique de migrations adoptée en 2007 comprend des mesures sur l'immigration, notamment pour favoriser l'intégration des immigrés actuels et potentiels, pour promouvoir leur qualité de vie et, enfin, pour prévenir la discrimination, la xénophobie et le racisme. D'autres mesures entendent permettre aux étrangers de devenir des participants actifs à la vie sociale et au développement du pays. Aujourd'hui, l'élaboration d'un plan d'action visant à la mise en œuvre de la politique est en voie d'achèvement.

République tchèque

La politique d'intégration des immigrants, adoptée en 2000, fait l'objet d'une mise à jour annuelle.

Danemark

En 2006, le ministère de l'Intégration a lancé un programme sur la diversité pour la période 2006-2009, initiative faisant suite à l'engagement politique pris en juin 2005 dans le cadre de l'accord intitulé « Une nouvelle chance pour tous ». En 2005, le ministère de l'Intégration a chargé une équipe de consultants de promouvoir les principales bonnes pratiques sur l'intégration.

Finlande

En Finlande, la politique de migrations telle que définie par le programme national sur les politiques de migration (2006) est fondée sur les valeurs suivantes : État de droit, promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, lutte contre le racisme et la discrimination, promotion d'une égalité réelle, principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, principe de bonne gouvernance et autres principes juridiques de bonne gouvernance (transparence, par exemple).

Allemagne

L'Allemagne a adopté la loi relative au séjour, à l'activité professionnelle et à l'intégration des étrangers sur le territoire fédéral, afin de faciliter la participation des immigrants à la vie sociale, politique, culturelle et économique.

Entre 2002 et 2008, a été adoptée la législation suivante :

- Loi sur l'immigration (2005)
- Loi visant à contrôler et à limiter l'immigration ainsi qu'à réglementer le séjour et l'intégration des citoyens et des étrangers de l'Union européenne (2004)
- Loi mettant en œuvre les directives de l'Union européenne relatives au séjour et à l'asile (2007)

Le 14 juillet 2006 a été organisé le Sommet sur l'intégration en vue de renforcer la coordination des mesures d'intégration en Allemagne. Il a donné lieu à l'élaboration du Plan national d'intégration, présenté le 12 juillet 2007 lors du deuxième Sommet de l'Intégration.

Italie

En Italie, l'un des principaux organes responsables de la mise en œuvre des politiques d'intégration est le ministère du Travail, de la santé et des politiques sociales, formé le 7 mai 2008 et comprenant des membres du ministère du Travail et de la santé et de l'ex-ministère de la Solidarité sociale.

En 2007 a été mis en place un fonds pour l'intégration sociale des migrants et de leurs familles, avec les activités prioritaires suivantes : accueil des étudiants migrants, soutien linguistique — en particulier pour les enfants nouvellement arrivés —, intégration des enfants rom et sinti au système scolaire, accès au logement, aide à la deuxième génération de migrants et, enfin, protection des femmes migrantes. Par ailleurs, le ministère de l'Intérieur, en coopération avec le ministère du Travail, de la santé et des politiques sociales, a la responsabilité de gérer la composante italienne du Fonds européen pour l'intégration des ressortissants de pays tiers (2007-13). Les activités consisteront essentiellement à présenter la société d'accueil aux ressortissants nouvellement arrivés de pays tiers, ainsi qu'à leur permettre d'acquérir les connaissances élémentaires sur la langue et sur les normes et valeurs fondamentales de cette société.

En décembre 2007, le conseil chargé des problèmes des migrants et de leurs familles (établi en 1998) a été réorganisé en vue de renforcer le rôle des migrants, et ce, notamment, afin de prendre en compte leur importance comme intermédiaire dans le processus d'intégration. À la suite de ces changements, sur les 56 membres du conseil, 21 ont été désignés par les associations de migrants les plus représentatives en Italie et sont eux-mêmes des migrants.

Norvège

En Norvège, les politiques de migrations et d'intégration sont fondées sur les principes des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit. En conséquence, les dispositions de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et, enfin, de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, ont la préséance sur toute autre disposition législative pouvant y contrevenir.

Le 29 juin 2007, le gouvernement a soumis au parlement une nouvelle proposition de loi sur l'immigration, loi qui devrait entrer en vigueur en janvier 2010.

Pologne

Depuis 2002, la Pologne a connu des changements tant au niveau de la législation que des structures de migration, évolution essentiellement due à son entrée dans l'Union européenne et à une nouvelle situation de migration dans le pays. La Pologne a lancé ses premiers programmes d'intégration en 2001 et, pour assurer une coopération interdépartementale, elle a créé une équipe interministérielle pour la migration au début 2007. Pour faciliter les travaux de l'équipe, six groupes de travail ont été chargés de s'occuper de questions précises telles qu'immigration économique, intégration des migrants, migration clandestine, collecte et échange de statistiques, émigration et ré-émigration économique.

Espagne

En Espagne, les politiques de migration visent à favoriser la migration légale, à promouvoir l'intégration des migrants en séjour légal dans le plein respect des droits de l'homme, ainsi qu'à lutter contre l'exploitation par le travail, l'économie clandestine, le racisme et la xénophobie, la migration clandestine et la traite des êtres humains. À cette fin, des instruments juridiques, des structures opérationnelles et des plans d'action ont été élaborés ou modifiés. Dans ce domaine, voici quelques-unes des principales mesures prises depuis 2002 :

- Création du Secrétariat d'État de l'immigration et de l'émigration, au sein de la nouvelle Direction générale de l'intégration des immigrés ;
- Adoption d'une nouvelle réglementation (décret royal 2393/2004 du 30 décembre 2004) sur la loi relative aux droits et aux libertés des étrangers en Espagne et à leur intégration sociale, contenant de nouveaux instruments juridiques pour faciliter l'intégration ;
- Création de fondations d'aide pour accueillir et intégrer les immigrés, ainsi que de structures de soutien éducatif ;

- Mise en œuvre du plan stratégique 2007-2010 pour la citoyenneté et l'intégration (approuvé par le Conseil de ministres le 16 février 2007), contenant des mesures propres à favoriser l'adaptation mutuelle des migrants et de la société d'accueil ;
- Introduction de dispositifs d'observation du racisme et de la xénophobie, notamment création du conseil pour la promotion de l'égalité de traitement et de la non-discrimination des personnes pour des motifs d'origine raciale et ethnique (décret royal 1262/2007 du 21 septembre 2007).

Le plan directeur de coopération sur le co-développement (2005-2008) définit une série de mesures pour la promotion du développement économique et social. Il contribue aussi à présenter la migration comme un processus volontaire, et non comme une démarche contrainte par un manque de réelles perspectives pour la dignité humaine.

Certains instruments existants ont été revus. Ainsi, le forum pour l'intégration sociale des immigrants : le nombre de ses représentants a augmenté et l'accès au statut d'observateur est simplifié. Des instruments financiers ont été renforcés pour pouvoir soutenir des politiques d'intégration. En outre, l'intégration des migrants s'est concrétisée sous forme de plans d'action gouvernementaux, notamment plan pour l'emploi (2004), programme national de réformes (2005/08), quatrième plan d'action pour l'intégration sociale (2006/08), plan national du logement (2005/08), plan directeur de la coopération espagnole (2005/08), loi sur l'égalité femmes-hommes, plan pour l'enfance et l'adolescence (2006-2009) et, enfin, plan interministériel de la jeunesse (2006-2009).

En matière de migration, les autorités espagnoles sont particulièrement soucieuses d'appuyer toute nouvelle législation sur un large consensus politique. Ainsi, avant que la nouvelle réglementation régissant la loi sur les droits et les libertés des étrangers en Espagne et sur leur intégration sociale (décret royal 2393/2004 du 30 décembre 2004) ne soit adoptée, il a été procédé à de multiples consultations visant à aboutir à un consensus social et politique — notamment auprès de partis politiques, d'employeurs et de syndicats, de la société civile et d'associations d'immigrés. L'élaboration du plan stratégique 2007-2010 pour la citoyenneté et l'intégration n'est pas allée, elle non plus, sans débats, dialogue, participation et consensus. Les résultats de ce processus de consultation, outre qu'ils ont enrichi et considérablement amélioré la version initiale du plan, ont donné un exemple d'application pratique de l'une des conditions de la bonne gouvernance : à savoir que le développement de politiques d'intégration doit être ouvert à la participation. Par ailleurs, cinq séminaires thématiques ont été organisés, auxquels ont participé plus de 250 personnes travaillant dans de multiples administrations publiques, syndicats, organisations patronales, ONG, associations d'immigrés et institutions scientifiques.

« Ex-République yougoslave de Macédoine »

En « ex-République yougoslave de Macédoine », il n'existe pas de stratégie ni de politique globale d'intégration pour les étrangers. Toutefois, le gouvernement a commencé à transposer certains principes de l'Union européenne dans la législation nationale. En matière de migration et d'intégration, les politiques sont régies par la législation ad hoc — par exemple, loi sur le droit d'asile et sur la protection temporaire, loi sur les étrangers, loi sur le travail et l'emploi des étrangers, loi sur l'éducation (primaire et secondaire), loi sur les soins de santé.

Un organe interministériel a été mis en place pour élaborer un document stratégique sur l'intégration des réfugiés. De plus, le programme gouvernemental de 2008 contient une résolution sur les migrations qui mettra l'accent sur l'intégration des migrants résidant légalement dans le pays.

L'intégration comme démarche interactive

Considérer l'intégration comme une démarche interactive fondée sur une volonté mutuelle consentie par les migrants et la société d'accueil

(Paragraphe 20 de la Déclaration d'Helsinki)

République tchèque

La politique nationale d'intégration des immigrés est fondée sur le principe d'un processus à deux sens entre immigrants et société d'accueil. Ce principe se reflète dans les propositions de changement législatif. En outre, le gouvernement soutient, par le biais de subventions, les activités (séminaires, expositions, manifestation interculturelles et projets novateurs variés) menées par des ONG et autres partenaires pour promouvoir l'intégration en tant que processus à double sens.

Finlande

Les principes élémentaires de la politique d'intégration sont inscrits dans la loi sur l'intégration des immigrés et l'accueil des demandeurs d'asile (1999), où l'intégration est définie comme le développement personnel des immigrés en vue de leur participation à la vie professionnelle et au fonctionnement de la société, tout en conservant leur langue et leur culture. La loi est fondée sur le principe que l'intégration est un processus bidirectionnel d'adaptation mutuelle entre, d'un côté, les immigrés et, de l'autre, la société finlandaise en général.

Allemagne

Pour le gouvernement fédéral, le succès de l'intégration est une priorité fondamentale. Le Bureau fédéral pour la migration et les réfugiés fait appliquer jusqu'à 500 mesures d'intégration spécifiques à l'intention de populations d'âges et d'origines multiples. Le gouvernement finance ces mesures à raison d'environ 21-22 millions d'euros par an.

Norvège

Le Gouvernement norvégien considère l'intégration sociale comme une démarche interactive fondée sur une volonté mutuelle d'adaptation consentie à la fois par les migrants et par la société d'accueil. Le principal objectif de la politique d'intégration est double : d'une part, permettre aux immigrants nouvellement arrivés de contribuer aussi rapidement que possible au fonctionnement de la société et, d'autre part, assurer que chaque personne résidant en Norvège peut participer et jouir d'une égalité des chances.

Suisse

Le Conseil fédéral suisse estime qu'une intégration réussie des étrangers constitue la base d'une politique migratoire efficace. L'intégration a pour objectif d'instaurer l'égalité des chances et d'encourager la participation des étrangers. En effet, les personnes étrangères résidant de manière légale et durable en Suisse doivent pouvoir participer à la vie économique et sociale locale au même titre que les citoyens suisses. C'est dans ce sens que la nouvelle loi fédérale sur les étrangers, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2008, a été développée. Elle fixe, pour la première fois à l'échelle fédérale, les principes d'une politique d'intégration applicable sur l'ensemble du territoire suisse.

La nouvelle loi conçoit l'intégration comme un processus réciproque auquel participent non seulement les ressortissants étrangers, mais aussi la population suisse. Cela suppose, d'une part, que les étrangers soient disposés à s'intégrer, d'autre part, que la population suisse fasse preuve d'ouverture à leur égard. Les immigrés doivent s'efforcer de s'intégrer et de respecter les règles et les lois de la société d'accueil. Il est indispensable qu'ils se familiarisent avec la société et le mode de vie en Suisse et, en particulier, qu'ils apprennent une langue nationale. L'intégration doit permettre aux étrangers dont le séjour est légal et durable de participer à la vie économique, sociale et culturelle. L'objectif est de favoriser une coexistence pacifique de toutes les personnes vivant en Suisse, sur la base des valeurs de la Constitution fédérale, ainsi que dans le respect mutuel et la tolérance.

Tolérance et non-discrimination

Promouvoir les principes de tolérance et de non-discrimination et éliminer toutes politiques et pratiques discriminatoires incompatibles avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

(Paragraphe 21 de la Déclaration d'Helsinki)

Belgique

Pour lutter plus efficacement contre la discrimination, le gouvernement fédéral a pris des mesures visant à améliorer sa législation antidiscriminatoire, en particulier dans le cadre de directives de l'Union européenne. Un Plan d'action fédéral de lutte contre la violence raciste, antisémite et xénophobe, approuvé le 14 juillet 2004, a donné lieu à plusieurs initiatives, notamment : un projet pour combattre le racisme et la discrimination sur Internet (cyberhate.be), un projet contre les préjugés à l'école (« [écoles pour la démocratie](#) ») et un baromètre de tolérance (« [baromètre de la tolérance](#) ») conçu pour produire des statistiques fiables sur l'importance de la discrimination en Belgique et sur la situation des minorités culturelles et des groupes à risque. En avril 2006, le Collège des procureurs généraux a adopté une circulaire officielle sur l'enregistrement et la répression des délits à caractère raciste ou antisémite.

Le code d'éthique de la police contient un certain nombre de dispositions visant à combattre le racisme et la discrimination ; notamment, respect des droits et des libertés de chacun, égalité de traitement pour tous les membres du personnel (et justification objective en cas de traitement différent), respect de la législation antiraciste et antidiscriminatoire et de la législation contre le harcèlement moral et sexuel au travail. Depuis 2001, le service « Égalité et diversité » de la police fédérale coordonne des campagnes pour le recrutement et la sélection de personnes d'origine étrangère.

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme a conclu un certain nombre de protocoles et d'accords avec des organismes institutionnels et privés, notamment des syndicats, La Poste et la police fédérale. D'autre part, il existe une coopération avec des institutions et des organisations publiques régionales. Dans le cadre de l'accord interprofessionnel des partenaires sociaux pour 2007-2008, actions antidiscriminatoires et gestion de la diversité sont encouragées.

Finlande

Depuis le début 2000, les mesures antidiscriminatoires, devenues plus visibles et plus systématiques, s'appuient sur une planification à long terme. La coopération entre autorités et ONG a été renforcée, de même qu'entre les organisations représentant différents intérêts antidiscriminatoires. Depuis 2006, il existe des structures stables et des réseaux opérationnels permettant une approche intersectorielle et horizontale. De bonnes pratiques ont été mises en place à l'échelon national et transnational, principalement grâce à un financement séparé accordé

par l'État et par l'Union européenne, notamment via des instruments financiers tels que le Programme d'action communautaire de lutte contre la discrimination et le Fonds social européen pour l'initiative EQUAL. En juin 2007 a été publié le premier rapport annuel sur la discrimination en Finlande, document qui met en lumière plusieurs formes de discrimination — fondées sur l'origine ethnique, la religion, le handicap, l'orientation sexuelle, l'âge, etc. À l'avenir, ce type de rapport sera publié tous les ans ou tous les deux ans dans le cadre du système de suivi national sur la discrimination.

En 2007, les Forces de défense finlandaises ont lancé un nouveau programme de lutte contre les comportements à caractère haineux et contre la discrimination. Ce programme, poursuivi en 2008, cible à la fois le personnel militaire permanent et le contingent des conscrits (plus de 90 % des jeunes gens suivent un entraînement militaire sur une période de 6 à 11 mois). Le programme destiné aux conscrits comprend un kit multimédia traitant de questions liées à l'égalité et à la non-discrimination, ainsi que des conseils et des instructions pour les personnes victimes de discrimination. Cet outil peut être utilisé à des fins d'étude et/ou de formation. En outre, un modèle sur l'égalité devrait être intégré au programme d'études de l'école des sous-officiers et de l'académie militaire.

Exemple de bonne pratique, encore en développement en 2007 : le portail de l'égalité (www.equality.fi). Ce site Web rassemble tous les produits et documents antidiscriminatoires disponibles en Finlande. Il propose également des liens avec un grand nombre d'organismes et de sites Web nationaux et transnationaux. D'autre part, il publie les résultats des différents projets antidiscriminatoires. Ce portail, très connu dans le domaine de l'anti-discrimination, est développé en partenariat avec les groupes particulièrement exposés à la discrimination.

Parmi les nouvelles initiatives lancées au second semestre 2007, citons un programme conçu pour faciliter le travail des ONG en matière d'anti-discrimination — notamment pour élaborer et déployer des projets antidiscriminatoires —, un programme antidiscriminatoire local — à caractère horizontal, couvrant tous les motifs de discrimination —, dans la ville de Turku, destiné à des ONG et, enfin, une étude sur la manière dont le système judiciaire traite les affaires de discrimination.

Italie

La législation italienne repose sur un modèle qui définit l'intégration comme un processus de non-discrimination et d'inclusion des différences. Les migrants en situation régulière jouissent des mêmes droits sociaux que les citoyens italiens. Quant aux migrants en situation irrégulière, ils ont droit à la protection de leurs droits de base : soins de santé et éducation publique. L'UNAR, Bureau de lutte contre la discrimination raciale institué en 2003, a pour mission de promouvoir l'égalité de traitement et la lutte contre la discrimination fondée sur l'origine raciale ou ethnique. Il diffuse des informations, entreprend des études sur le terrain et mène des enquêtes sur des affaires individuelles de discrimination au nom des victimes. Depuis peu, le Bureau étend sa présence au niveau local, en particulier à Turin, Milan, Padoue, Rome, Naples et Catane.

Norvège

En Norvège, le tout dernier plan d'action gouvernemental de lutte contre le racisme et la discrimination a couvert la période 2002-2006. Les mesures prévues dans le plan concernaient le marché du travail, les services publics, les établissements scolaires, la police et les tribunaux, les collectivités locales et Internet.

Parmi les tout derniers progrès accomplis, citons une nouvelle loi anti-discrimination et la mise en place d'un dispositif commun de lutte contre la discrimination, ainsi qu'un certain nombre d'initiatives visant à améliorer les services d'interprétariat et un programme de recherche et développement visant à une meilleure prise en compte des minorités dans les prestations des services publics. En outre, à la suite d'une étude sur la discrimination ethnique au sein des pouvoirs publics, de nouvelles mesures destinées à remédier aux problèmes relevés ont été proposées au gouvernement par le médiateur pour l'égalité et l'anti-discrimination.

Le gouvernement travaille actuellement à un nouveau plan d'action contre le racisme et la discrimination qui sera présenté en 2009.

Pologne

Depuis 1997, le principe de l'égalité de traitement et de la non-discrimination des immigrés est inscrit dans la Constitution. Les départements gouvernementaux coopèrent avec des organisations non-gouvernementales et internationales en vue de promouvoir les principes de tolérance et de démocratie.

Réfugiés, demandeurs d'asile et autres personnes ayant besoin de protection

Assurer, pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, le respect de toutes les dispositions de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967 et des instruments pertinents du Conseil de l'Europe, et adopter, le cas échéant, pour les personnes en ayant besoin, d'autres formes de protection telles que la protection temporaire et/ou subsidiaire.

(Paragraphe 22 de la Déclaration d'Helsinki)

Croatie

La nouvelle loi sur le droit d'asile du 13 juillet 2007, en harmonie avec l'*Acquis communautaire* entré en vigueur le 1^{er} janvier 2008, renforce les dispositions existantes et introduit de nouvelles mesures ; notamment la protection subsidiaire pour les personnes non couvertes par la Convention de Genève mais ayant fui leur pays pour d'autres raisons humanitaires ; ainsi que la protection temporaire en cas d'afflux massifs de populations fuyant des conflits. Enfin, des garanties existantes ont été améliorées.

République tchèque

En République tchèque, la procédure d'asile est arrêtée par la loi sur l'asile, inspirée de la Convention de Genève. Des directives de l'Union européenne relatives aux questions d'asile, y compris la directive sur la protection temporaire, ont été scrupuleusement transposées dans la législation nationale. Quant à la protection subsidiaire, elle est assurée par les dispositions de la loi sur l'asile.

Danemark

La loi sur les étrangers spécifie les conditions d'obtention de l'asile et du statut de protection subsidiaire, ainsi que les cas où un ressortissant étranger ne peut pas être rapatrié vers son pays d'origine. Les cas donnant droit d'asile sont décidés, en première instance, par le service d'immigration danois. Si la demande est rejetée, le cas est en général automatiquement soumis à la décision finale du Conseil danois pour les réfugiés. En vertu de la loi sur les étrangers, un réfugié résidant hors du Danemark peut y être rapatrié dans le cadre d'un accord avec l'UNHCR ou autre organisation internationale équivalente. Depuis 1978, le gouvernement et le parlement réservent sur le budget annuel une somme fixe au profit du programme de ré-établissement des réfugiés, lequel indique le nombre de réfugiés pouvant être ré-établis au Danemark.

Finlande

En matière de droit d'asile, la Finlande s'engage à appliquer scrupuleusement la Convention de Genève. L'harmonisation de la politique d'asile actuellement en cours au sein de l'Union européenne affecte les priorités de la politique finlandaise. Ainsi, en décembre 2007, le gouvernement a soumis au parlement une proposition d'amendement de la loi sur les étrangers par transposition de la Directive 2004/83/EC du Conseil (*Normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts*). De plus, la proposition du gouvernement portant amendement à la loi sur les étrangers par transposition de la Directive 2005/85/EC du Conseil (*Normes minimales pour les procédures nationales d'octroi et de retrait du statut de réfugié au niveau de l'UE*) est en cours d'élaboration.

Allemagne

En Allemagne, le respect de la Convention de Genève sur les réfugiés, du Protocole relatif au statut des réfugiés, ainsi que des outils du Conseil de l'Europe dans ce domaine, est totalement garanti. Des éléments centraux de la Directive de qualification, contenant des conditions relatives à la protection temporaire et subsidiaire, étaient déjà adoptés dans la législation allemande aux termes de la loi sur l'immigration. Les procédures d'asile sont également régies par la loi sur l'immigration du 1^{er} janvier 2005.

Italie

Le décret législatif n°251 a transposé les principaux éléments de la Directive européenne 2004/83 du Conseil (voir plus haut). La nouvelle loi a introduit dans le cadre législatif italien la définition et le contenu du statut de protection subsidiaire. Les réfugiés reconnus et les personnes jouissant du statut de protection subsidiaire ont accès à l'emploi, à l'aide sociale, aux soins de santé et aux services d'intégration.

Le service central du système de protection pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, instauré par la loi 189/2002, joue un rôle clé pour aider les autorités locales à fournir des services d'intégration aux demandeurs d'asile, aux réfugiés et aux personnes bénéficiant d'une protection humanitaire (par exemple, cours de langue, conseils juridiques et assistance pour recherche d'emploi).

Moldova

La loi 1286-XV sur le statut des réfugiés, du 25 juillet 2002, assure quatre formes de protection : statut de réfugié, protection humanitaire, protection temporaire et asile politique. Un nouveau projet de législation sur l'asile est en cours d'élaboration.

Le plan d'action UE-Moldova et le Programme national d'action en matière d'asile et de migration contiennent des éléments visant à renforcer le système national d'asile. Le projet TACIS pour la Moldova et l'Ukraine a permis de reconstruire et d'équiper des centres d'hébergement destinés aux demandeurs d'asile et aux réfugiés. La reconstruction du dernier bâtiment pour demandeurs d'asile qui doit accueillir les mineurs non accompagnés et les femmes seules, est prévue dans le cadre du projet « Intégration locale des réfugiés en Moldova, au Belarus et en Ukraine », conformément au programme de la Commission européenne pour la coopération

avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile. Le projet démarrera le 1^{er} janvier 2009.

Le 2 février 2008 a débuté la mise en œuvre du projet AENEAS pour l'amélioration des conditions d'asile et de la protection internationale en République de Moldova, projet qui contient deux éléments importants : intégration locale et assistance médicale. En outre, la Moldova participe activement aux processus de Budapest et de Söderköping.

Norvège

La loi norvégienne sur l'immigration assure le droit à protection au titre de réfugié à toutes les personnes répondant à la définition de la Convention de Genève sur le statut des réfugiés et à son Protocole de 1967. Les personnes ayant droit à une protection contre le refoulement en vertu d'autres conventions — Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), par exemple — bénéficient aussi d'une protection et d'un permis de séjour (protection subsidiaire). La CEDH assure à tous une protection contre la torture et autres traitements inhumains ou dégradants, peine de mort y comprise. La loi sur l'immigration contient aussi une clause prévoyant la possibilité d'accorder un permis de séjour pour raisons humanitaires.

Tous les demandeurs d'asile en attente de décision pour leur demande d'asile, de même que les réfugiés en attente de ré-établissement dans une municipalité, ont le droit d'être hébergés dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Il existe des centres dans tout le pays. Les demandeurs d'asile mineurs et non accompagnés (jeunes âgés de 15 à 18 ans) sont placés en hébergement séparé dans un centre d'accueil ordinaire avec personnel présent 24 heures sur 24. S'ils ont moins de 15 ans, ils sont confiés à des structures d'accueil pour enfants. Demandeurs d'asile et réfugiés bénéficient du système ordinaire de soins de santé.

Pologne

La Pologne a ratifié et appliqué la Convention de Genève et son Protocole. Elle applique également la « procédure d'asile uniforme » et, récemment, elle a introduit la protection subsidiaire. À l'heure actuelle, la Pologne participe activement à des initiatives de l'Union européenne visant à développer le Système européen commun d'asile.

Suisse

Dans une décision de principe du 8 juin 2006, l'autorité fédérale de recours en matière d'asile a procédé à un revirement de sa jurisprudence relative à la pertinence des persécutions non étatiques pour la reconnaissance de la qualité de réfugié, en décidant d'adopter la théorie de la protection en lieu et place de celle de l'imputabilité. Désormais, la question centrale qui se pose est de savoir si la personne persécutée ou craignant de l'être peut trouver une protection adéquate dans son pays d'origine. L'élément déterminant pour la reconnaissance de la qualité de réfugié est non plus l'auteur de la persécution, mais l'absence de protection face à une persécution ou une crainte de persécution, que cette déficience soit attribuée ou non à une intention délibérée de l'Etat. Dorénavant, il faudra se placer sous l'angle de la victime des persécutions et examiner si elle peut bénéficier de la protection des autorités de son pays d'origine. Cette nouvelle approche rend caduque la distinction entre persécution étatique directe et persécution étatique indirecte.

Ce revirement de jurisprudence a, en particulier, une incidence sur les requêtes introduites par des personnes victimes de persécutions de tiers et provenant d'Etats incapables de leur assurer une protection ou d'Etats, de facto, inexistantes (failed states). Sous l'ancienne pratique, ces personnes

ne se voyaient, en règle générale, pas reconnaître la qualité de réfugié, mais leur renvoi faisait l'objet d'une mesure de substitution (admission provisoire). Actuellement, elles peuvent se voir reconnaître la qualité de réfugié, pour autant que toutes les autres conditions en matière d'asile soient remplies.

En 2007, la Suisse a élaboré un concept visant à renforcer la protection des réfugiés dans les régions d'origine. Dans le contexte de l'engagement humanitaire de la Suisse, il est d'une importance vitale de trouver des solutions durables pour les situations de réfugiés. Le concept développé montre comment, dans ces situations, la Suisse et ses partenaires potentiels peuvent s'engager davantage sur place. Il se base sur l'hypothèse que c'est précisément sur place que les moyens engagés en faveur de la protection des réfugiés font le plus d'effet. Il s'agit de trouver des manières efficaces de dialoguer avec les pays d'accueil dans les régions d'origine des réfugiés et de les aider à mieux gérer la situation. La Suisse a identifié plusieurs régions d'origine possibles avec l'intention de mettre l'accent sur la région de la Corne d'Afrique. La mise en œuvre du concept, de même que les possibilités de collaborer avec les Etats partenaires et des organisations internationales seront examinées dans l'étape qui suit.

Promouvoir la paix, les droits de l'homme et le développement

Promouvoir la paix, la protection des droits de l'homme et le développement économique et social dans le monde pour créer de meilleures conditions pour l'avenir et réduire le besoin pour les peuples de fuir les situations de conflits, de pauvreté et d'abus des droits de l'homme.

(Paragraphe 23 de la Déclaration d'Helsinki)

Danemark

Le Danemark a lancé l'initiative sur les régions d'origine afin de répondre à certaines des questions qui se posent pour fournir de l'aide dans les zones de conflit ou à proximité. Dans le cadre de cette initiative, l'assistance est apportée aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, aussi près que possible de chez eux ; ainsi, ces populations peuvent plus facilement rentrer chez elles et, dans les pays d'accueil, les tensions politiques se trouvent atténuées.

Allemagne

L'Allemagne a confirmé son engagement à promouvoir la mise en œuvre des mécanismes internationaux pour la protection des droits de l'homme, en particulier par la publication du septième rapport du gouvernement de la République fédérale allemande sur les droits de l'homme dans le cadre des relations extérieures et autres secteurs de politique nationale.

Le Commissaire aux droits de l'homme du gouvernement fédéral au Bureau fédéral des affaires étrangères est tenu de participer aux réunions bilatérales et multilatérales sur les sujets liés aux droits de l'homme.

Italie

Le ministère de l'Intérieur a signé et ratifié des accords bilatéraux et multilatéraux avec des organisations humanitaires traditionnellement engagées dans le secteur de la protection des migrants et des demandeurs d'asile (OIM, UNHCR et Croix-Rouge italienne), en vue de mettre en œuvre des projets de coopération spécifiques. Depuis 2006, ces projets ont permis, entre autres, de renforcer la capacité d'accueil et d'assistance humanitaire proposée par les centres d'accueil et de séjour temporaire.

Norvège

La Norvège soutient le Forum mondial sur la migration et le développement mis en place par les États membres des Nations Unies après le Dialogue de haut niveau organisé en 2006 à New York. Elle fait également partie du groupe directeur qui participera à la deuxième réunion prévue à Manille en octobre 2008. En mai 2006, le ministère des Affaires étrangères a lancé un projet sur

les migrations et le développement international en vue d'étudier comment la Norvège peut contribuer à maximiser les effets positifs de la migration internationale.

Pologne

Depuis plusieurs années, la Pologne soutient les activités visant à planifier et à gérer les processus de développement économique, à combattre la pauvreté et à réduire la pression migratoire par l'amélioration des conditions de vie dans les pays d'origine des migrants. Principaux bénéficiaires de cette aide en 2008 : Belarus, Ukraine, Géorgie, Moldova, Afghanistan, Tanzanie, Angola et l'Autorité palestinienne. D'autres projets seront également mis en œuvre dans les Balkans (intégration européenne) et sur le continent africain — par le biais du programme SPF (*Small Project Facility*) démarré en 2004. En 2008, le ministère des Affaires étrangères a lancé un programme de travaux bénévoles à l'intention des personnes désireuses de mener une action sociale dans des pays en développement.

II

LES DÉFIS POUR LA POLITIQUE D'INTÉGRATION

Des sociétés fondées sur l'égalité des droits, des obligations et des chances

En s'inspirant des rapports « Diversité et cohésion : de nouveaux défis pour l'intégration des immigrés et des minorités » et 'Cadre des politiques d'intégration', à promouvoir des sociétés fondées sur l'égalité des droits, des obligations et des chances, le respect des valeurs communes inhérentes à une société démocratique et la diversité culturelle

(Paragraphe 24 de la Déclaration de Helsinki)

Belgique

En vue de promouvoir des sociétés fondées sur l'égalité des droits, des obligations et des chances, le Comité belge pour l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous a publié en mars 2006 un guide pratique sur la promotion de l'égalité des chances au niveau local. En 2007, ce Comité a soutenu des centaines d'activités, campagnes, projets et manifestations portant sur l'égalité des chances (par exemple, les dix jours pour l'égalité des chances et une campagne de sensibilisation du grand public à la nouvelle législation fédérale anti-discrimination).

En **Région flamande**, le gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition à redoubler d'efforts pour une Flandre où tous les individus peuvent vivre ensemble dans la diversité, quelles que soient leurs origines, et sur la base de l'égalité et d'une citoyenneté active et partagée. L'objectif ultime est de parvenir à la participation active de tous les individus à la société flamande ainsi qu'à une cohésion sociale suffisante au sein de la société, pour donner aux individus les meilleures chances possibles. Cela signifie qu'il faut donner à chacun, quelle que soit son origine, les chances de s'épanouir dans une société qui, d'une part, offre l'espace nécessaire pour ce faire, d'autre part, garantit une base commune de valeur et de normes. Cela signifie également que chacun, quelle que soit son origine, doit respecter ces valeurs et normes communes, et prendre ses responsabilités individuelles de citoyen actif.

Dans son objectif de cohésion sociale, le gouvernement flamand s'efforce de laisser sa place à l'identité individuelle et culturelle tout en maintenant, comme pierre angulaire de la société flamande, les valeurs, normes et règles prépondérantes d'une société démocratique. Par conséquent, le gouvernement estime qu'il est important que les immigrés n'abandonnent pas leurs valeurs culturelles et religieuses, mais les intègrent comme valeur ajoutée dans la société flamande. Le respect de la diversité est ancré dans les valeurs fondamentales qui forment la base de la société flamande, telles l'égalité de tous les individus, la séparation de l'Église et de l'État, et la liberté d'opinion. Ces valeurs constituent en même temps les limites de la diversité. Vivre ensemble dans la diversité n'est possible que si les citoyens acceptent ces valeurs, s'y conforment

et aident à les diffuser. Ce n'est qu'à ce moment-là que l'on peut concrétiser l'aspiration d'une société ouverte et tolérante, qui accorde à chaque individu suffisamment d'espace et la possibilité de vivre sa propre vie.

Bulgarie

Le Ministère du travail et des politiques sociales est responsable de l'intégration des immigrés. La gestion de l'intégration va au-delà de l'élaboration et de l'amélioration d'outils administratifs et juridiques concernant l'admission, le séjour et l'emploi de ressortissants non européens. En effet, elle inclut tout une série de mesures importantes sur l'intégration des immigrés et de leur famille, et pour combattre l'immigration et le travail clandestins.

La politique d'intégration se fonde sur les principes énoncés par la Déclaration finale de Helsinki et, en particulier, sur le principe de bilatéralité. Le respect des valeurs fondamentales de la société d'accueil et l'acquisition de connaissances élémentaires de la langue, de l'histoire des institutions bulgares pour interagir avec la communauté locale et avoir accès à l'emploi et au logement sont des conditions essentielles à la réussite de l'intégration. De plus, la politique sur l'admission et l'intégration de ressortissants de pays non membres de l'Union européenne devrait reposer sur un consensus entre l'ensemble des partenaires sociaux, des ONG et du milieu scolaire, établi par un vaste débat public.

Les principes de la politique sur l'admission et l'intégration des ressortissants étrangers incluent des systèmes d'évaluation des besoins du marché de l'emploi, une base de données sur le profil des compétences des immigrés de longue durée et sur des partenariats de migration circulaire avec les pays d'origine, et la création de conditions propices à un dialogue interculturel mutuellement enrichissant.

Croatie

Le Plan national 2008–2013 pour combattre la discrimination consolidera la base de la promotion et de la protection de l'égalité. Dès son adoption par le Parlement, il sera mis en œuvre par une série de plans d'action biennaux. Tenant compte notamment des recommandations de la Commission contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe, le Plan national a pour objectif de promouvoir la tolérance et l'acceptation de la diversité, de sensibiliser l'opinion publique au problème de la discrimination et de dispenser une formation à la fonction publique et au corps judiciaire. La Commission gouvernementale des droits de l'homme sera chargée de suivre la mise en œuvre du Plan et de soumettre un rapport annuel au gouvernement.

République tchèque

La politique gouvernementale, qui se reflète notamment dans la politique d'intégration, entend avant tout rapprocher le statut des immigrés de longue durée en situation régulière à celui des citoyens de la République tchèque et protéger systématiquement les droits politiques, économiques, sociaux et culturels des immigrés.

Danemark

En novembre 2003, le gouvernement danois a lancé son « Plan d'action pour promouvoir l'égalité de traitement et la diversité et lutter contre le racisme ». En 2007-2010, environ 1 350 000 euros ont permis de subventionner des activités et projets au niveau local, notamment des projets encourageant un esprit non discriminatoire et des programmes éducatifs sur l'égalité de traitement et la lutte contre la discrimination.

Le Gouvernement danois, en septembre de 2007, a présenté sa proposition "Des Égalités des chances".

Selon la Plate-forme Gouvernementale de 2007 intitulé "la Société d'Occasions", le Gouvernement améliorera les possibilités pour déposer des plaintes dans les cas se rapportant à la violation de l'interdiction sur la discrimination dans et à l'extérieur du marché du travail. Supplémentairement le plan d'action contre la discrimination à partir de 2003 sera actualisé.

Finlande

L'égalité des chances est prévue par la Loi anti-discrimination (21/2004), qui s'appuie sur les directives de l'Union européenne en la matière. Les immigrés qui se sont vus accorder un permis de résidence permanent ont dans l'ensemble les mêmes droits et obligations que le reste de la population à quelques exceptions près, telles le service militaire.

Le gouvernement a créé le Conseil consultatif pour les relations ethniques en vue de développer l'interaction entre les autorités, les organisations non gouvernementales, les partis politiques représentés au Parlement et les immigrés et minorités ethniques aux niveaux national, régional et local. Le Conseil intervient en tant qu'expert des politiques d'immigration auprès des ministères pour bâtir une société diversifiée et égale sur le plan ethnique, tant au niveau national que régional.

Selon la Loi sur l'intégration (1999), les autorités doivent établir un programme d'intégration pour encourager l'égalité ethnique et les bonnes relations interethniques, tenant compte de la série de mesures et de services minimums qu'elle énonce. En outre, la Loi enjoint les autorités à travailler en concertation avec les immigrés pour élaborer des plans individuels d'intégration sur la base du programme d'intégration.

Allemagne

La politique d'intégration de l'État fédéral, ainsi que celle propre à chaque Länder, entend améliorer la participation des immigrés à la vie sociale, politique, culturelle et économique. Les Länder poursuivent cet objectif par la mise en place d'un cadre législatif approprié et l'octroi des fonds nécessaires.

Pour garantir un accès égal des migrants aux droits et aux services, des instances spéciales, telles les réseaux locaux de conseils consultatifs pour les étrangers, les commissaires d'intégration ou commissaires responsables des étrangers et des rapatriés, interviennent au niveau local. Les associations de migrants, les organismes religieux et les syndicats sont invités à prendre part aux travaux de ces institutions.

Norvège

Les grands principes de la politique sur la diversité sont énoncés dans le Plan d'action national 2007 pour l'intégration et inclusion sociale de la population immigrante. Le gouvernement a pour but explicite de faire de la société norvégienne une société qui n'exclut personne, à laquelle tous les habitants, quel que soit leur milieu d'origine, devraient avoir les mêmes chances de contribuer et de participer activement. L'intégration est un principe important des politiques gouvernementales. Les besoins des immigrés, des réfugiés et de leurs descendants sont pris en compte dans les programmes ou politiques à portée générale aux divers niveaux administratifs (national, régional et local).

Le Ministère du travail et de l'inclusion sociale est chargé de coordonner les politiques sur l'inclusion sociale et l'intégration des immigrés, des réfugiés et de leurs descendants, de même que les politiques concernant la population native et les minorités nationales. Depuis octobre 2007, à la suite d'une réorganisation ministérielle, le Ministère de l'enfance et de l'égalité s'est vu confier la responsabilité de coordonner l'ensemble des actions contre toutes les formes de discrimination. Le Ministère du travail et de l'inclusion sociale continuera à coordonner les politiques relatives à l'intégration et à l'inclusion des immigrants et de leurs descendants.

Des sociétés accueillantes et ouvertes et la participation des migrants

*Promouvoir une société accueillante et ouverte
et à encourager la participation des migrants,
résidant légalement, dans la vie économique,
sociale, culturelle et politique*

(Paragraphe 25 de la Déclaration de Helsinki)

Belgique

En **Région Bruxelloise**, le Collège de la Commission communautaire française soutient quelques 350 associations sans but lucratif pour développer des activités :

- de soutien et d'accompagnement scolaire ;
- d'alphabétisation et de lutte contre la fracture numérique, d'accès aux nouvelles technologies de la communication ;
- d'accueil des primo-arrivants, avec une attention particulière à l'apprentissage du français langue étrangère ;
- de soutien aux actions intergénérationnelles ;
- d'émancipation et d'égalité entre les femmes et les hommes.

En **Région wallonne**, des initiatives spéciales soutiennent l'intégration sociale des migrants. Le gouvernement régional attache également une grande importance à l'assistance aux personnes d'origine étrangère par le biais de services sociaux de médiation ou d'interprétation. Ces dernières années, il a notamment soutenu un projet pilote destiné à des populations originaires d'Afrique. Dans le cadre du programme EQUAL, durant la période 2003-2005, il a proposé une aide aux migrants qui souhaitent élaborer des projets de co-développement destinés à favoriser l'essor social et économique de leur pays d'origine. Après cette expérience pilote, cette aide a pris d'autres formes. Ainsi, depuis 2007, la Région wallonne soutient l'élément intégration dans le « pays d'accueil » des projets de co-développement, par des opérations de sensibilisation auprès des collectivités locales et de la société civile, et quelques programmes de développement au Sud.

Les projets qui visent à encourager l'intégration socioéconomique et socioculturelle des jeunes étrangers bénéficient du soutien de fonds régionaux et fédéraux. Les initiatives soutenues par le Fonds d'impulsion pour la politique des immigrés sont également cofinancées par la Région wallonne.

En **Région flamande**, le gouvernement met en avant l'idée d'une société ouverte et accueillante et encourage la participation des migrants en situation régulière à la vie économique, sociale, culturelle et politique, notamment : en reconnaissant la contribution positive des migrants à la société ; en associant la communauté d'accueil et les migrants dans le cadre d'activités visant à promouvoir la compréhension mutuelle ; en encourageant les migrants et la société d'accueil à entreprendre des activités communes en faveur de la communauté locale et du développement de la société civile ; en mettant en oeuvre des programmes d'introduction destinés aux

primo-arrivants ; en incitant les immigrés à apprendre la langue, à comprendre et à respecter les institutions et les valeurs fondamentales de la société d'accueil.

Au **niveau fédéral**, une loi a été votée au Parlement en 2006, accordant le droit de vote (mais pas d'éligibilité) aux élections locales aux ressortissants étrangers non européens résidant légalement en Belgique depuis au moins 5 ans. Les élections municipales et provinciales du 8 octobre 2006 furent donc les premières auxquelles des ressortissants étrangers ont pu voter en Belgique.

Espagne

Afin d'encourager la participation des migrants à la vie économique, sociale, culturelle et politique, la Résolution de la Direction générale de l'intégration des immigrés a été adoptée le 25 mai 2007. Ce texte contient un appel à propositions de subventions pour consolider les associations d'immigrés en Espagne. L'assistance financière a pour but d'encourager l'association, la participation et la coopération, en particulier des femmes immigrées, de mettre en oeuvre des programmes sur l'équipement et l'adaptation des logements et d'améliorer l'organisation et la structure des associations d'immigrés.

Les mesures pour favoriser la participation visent entre autres à informer la population immigrée sur l'association et la participation sociale ; soutenir la création et le fonctionnement des associations d'immigrés, ainsi que les activités de participation sociale et culturelle ; encourager les immigrés et les sociétés d'accueil à utiliser les espaces publics pour faciliter la participation sociale ; soutenir des projets culturels, éducatifs et d'intégration des minorités religieuses ; élaborer des projets d'intégration et constituer des réseaux en concertation avec des associations d'immigrés, organismes d'aide aux immigrants et associations locales ; favoriser la recherche, l'innovation, les études et l'échange de bonnes pratiques.

Suisse

Les trois échelons du système fédéral (Confédération, cantons, communes) sont impliqués dans la promotion de l'intégration. En premier lieu, ce sont les cantons qui sont responsables de l'intégration. Dix cantons disposent d'un article propre sur l'intégration et beaucoup de cantons ont élaboré des chartes d'intégration. Sur la base de la nouvelle loi fédérale sur les étrangers, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2008, des délégués à l'intégration ont également été mis en place dans tous les cantons et dans de nombreuses villes. Un grand nombre de mesures et de programmes importants, ainsi que des efforts pour améliorer l'intégration au niveau local résultent également de la nouvelle base légale.

Dans la période allant de 2004 à 2007, de nombreux projets (par ex., dans le domaine du sport) favorisant l'échange entre les migrants et la communauté d'accueil ont été soutenus afin de permettre une meilleure intégration sociale et de favoriser une meilleure compréhension mutuelle.

Selon la nouvelle loi, des fonds peuvent en particulier être accordés pour : améliorer le niveau de formation générale des migrants et favoriser leur apprentissage d'une langue nationale ; encourager l'intégration sociale ; garantir l'égalité des chances et l'absence de discrimination quant à l'accès aux structures ordinaires, en particulier à l'école, à la formation professionnelle, au marché du travail et au système de santé ; soutenir des projets pilotes destinés notamment à encourager des innovations d'importance.

*Promouvoir une société accueillante et ouverte...
en reconnaissant la contribution positive
que les migrants apportent à la société*

(Paragraphe 25.a de la Déclaration de Helsinki)

Pologne

Plusieurs campagnes d'information ont été menées en coopération avec des ONG consacrées aux migrants et des organisations internationales (OIM et HCNUR) en vue de renseigner la population polonaise sur les questions de migration.

Espagne

Le Plan stratégique pour la citoyenneté et l'intégration prévoit des mesures destinées, par exemple, à donner une image positive de la migration et à briser les stéréotypes. Parmi les activités pertinentes, citons : les débats sociaux pour la promotion du dialogue et la responsabilité mutuelle ; les activités visant à mieux comprendre les réalités de la migration et les projets des migrants, et le processus migratoire en général ; les activités favorisant la participation des immigrés à la vie sociale et culturelle ; les initiatives visant à identifier et à briser les stéréotypes ; les campagnes d'information destinées aux secteurs public et des médias ; les actions de sensibilisation des populations immigrées et de renforcement de leur rôle dans les médias. En 2007, la Direction générale de l'immigration et de l'émigration a lancé la campagne « Tous différents, tous nécessaires », ayant pour slogan : « Avec l'immigration, nous sommes tous gagnants ».

Suisse

Depuis 2001, la Confédération verse, conformément à l'art. 25a de la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007), des subventions pour l'intégration sociale des étrangers dans le but notamment de permettre de reconnaître la contribution positive que les migrants apportent à la société.

*Promouvoir une société accueillante et ouverte...
en associant la communauté d'accueil et les migrants
à des activités visant à promouvoir
la compréhension mutuelle*

(Paragraphe 25.b de la Déclaration de Helsinki)

Belgique

En février 2004, le Gouvernement fédéral a créé une commission du dialogue interculturel afin de poursuivre la réflexion initiée en 2002 sur « mieux vivre ensemble ». Les propositions du rapport final de la commission, publié en mai 2005, soulignent qu'il est important d'accepter la présence de différents groupes culturels et de reconnaître leur différence, notamment celle des minorités culturelles. Le Plan national 2006-2008 pour l'inclusion sociale prévoit des mesures pour rendre actives les personnes ressortissantes de pays non européens et des mesures de promotion de la diversité dans les ressources humaines.

Au niveau fédéral, une multitude de projets subventionnés par le Fonds d'impulsion pour la politique des immigrés visent à encourager le dialogue entre groupes culturels.

En **Région wallonne**, plusieurs projets ont été réalisés, associant la communauté d'accueil et les migrants dans le cadre d'activités destinées à favoriser la compréhension mutuelle. Ainsi, dans le domaine de l'insertion sociale, citons les projets qui offrent un espace et des installations propices aux rencontres, à l'échange de valeurs et au développement d'un sentiment d'identité sociale ; et dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle, des projets sur la formation professionnelle et l'intégration des migrants dans le marché du travail, l'intégration professionnelle des femmes et l'aide à la recherche d'emploi des immigrés. D'autres projets visent à lutter contre l'échec ou l'abandon scolaire des enfants immigrés, et à améliorer, de façon plus générale, l'accès des migrants à l'éducation et à la formation.

La Région wallonne se préoccupe également de l'accueil des Gens du voyage. En l'occurrence, elle finance depuis 2001 un centre de médiation pour les Gens du voyage, chargé de leur venir en aide et de servir de médiateur avec les autorités locales et les forces de police. Des journées d'études organisées régulièrement sensibilisent les pouvoirs publics à l'accueil des Gens du voyage.

En **Région flamande**, un projet de financement appelé « Managers de la diversité » soutient des projets concrets d'une durée limitée et axés sur l'obtention de résultats, dont le but est de renforcer l'autonomie des personnes d'origine différente et d'avoir un impact positif sur les multiples aspects de leur coexistence au sein d'une société flamande diversifiée. Cette initiative repose sur le principe que vivre ensemble dans une société multiple est une responsabilité partagée et que les individus mais aussi les gouvernements, partenaires sociaux, associations et médias ont un rôle à jouer.

République tchèque

Les mesures pour promouvoir la mise en place d'activités culturelles, créatives et sociales pour les immigrés et les citoyens tchèques sont incluses dans la politique nationale pour l'intégration des immigrés. Ces activités sont souvent mises en oeuvre par des ONG et financées par les organes gouvernementaux responsables des questions d'intégration (Ministère du travail et des Affaires sociales, Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'éducation physique, Ministère de la culture et Ministère de l'Intérieur). Elles prennent la forme de séminaires, d'expositions, de manifestations interculturelles et de projets innovants variés. Les activités de sensibilisations à l'intégration des étrangers sont subventionnées principalement par le Ministère du travail et des Affaires sociales et par le Ministère de la culture.

Danemark

Le gouvernement a lancé un processus visant à stimuler un dialogue de fond sur des questions de démocratie, de citoyenneté et de diversité dans le cadre d'une « Société cohérente et pourtant diversifiée ». Environ 1 350 000 euros ont été affectés pour la période 2006-2008 à des projets et initiatives organisés par les collectivités locales, la société civile, les associations de minorités ethniques et autres organismes de ce type. L'objectif est de renforcer le dialogue local sur les questions d'entente et de diversité. En outre, une partie de ce budget est destinée à « 2008, Année européenne du dialogue interculturel ».

Le dialogue avec les minorités ethniques se poursuit en continu avec le Conseil national pour les minorités ethniques, qui conseille le Ministre des réfugiés, des immigrés et de l'intégration (et par conséquent, le Ministère de l'intégration) sur des questions d'intérêt pour les minorités ethniques.

Allemagne

Le gouvernement fédéral finance des projets facilitant l'intégration au niveau local et comprenant des mesures pour :

- encourager les migrants à former des associations et à renforcer le rôle de ces associations dans le processus d'intégration ;
- engager des volontaires (allemand et immigrés de longue durée) en tant que guides d'intégration pour les nouveaux arrivants ou mentors pour les jeunes immigrés (en particulier au moment de la transition entre la vie scolaire et la vie professionnelle) ;
- mettre en place des programmes de médiation des conflits interculturels au niveau local ;
- garantir la consolidation du dialogue et de la coopération de l'ensemble des acteurs concernés par l'intégration ;
- promouvoir des activités organisées conjointement par les citoyens allemands et les immigrés au niveau local.

En décembre 2006, le gouvernement fédéral et quatre grandes entreprises ont signé une « Charte de la diversité » afin d'encourager la gestion de la diversité. Dans ce sens, le Commissaire aux Affaires des droits de l'homme a lancé en août 2007 une campagne intitulée « La diversité est une chance », qui entend, jusque fin 2008, montrer le fort potentiel socioéconomique des immigrés en Allemagne.

Wolfgang Schäuble, Ministre fédéral de l'Intérieur, a réuni le 27 septembre 2006 la Conférence islamique allemande en vue d'améliorer l'intégration sociale et religieuse de la population musulmane en Allemagne.

Italie

L'Italie attache une grande importance à l'intégration des migrants et à une meilleure compréhension entre les migrants et la société d'accueil. Pour ce faire, le Ministère de l'Intérieur a publié la Charte des valeurs de la citoyenneté et de l'intégration. Par ailleurs, environ 1,6 million d'euros émanant du Fonds pour l'inclusion sociale des migrants pour l'année 2007 a été consacré à la mise en oeuvre d'un projet visant à améliorer les connaissances des migrants sur la société italienne et les connaissances des Italiens sur les migrants.

Récemment, plusieurs villes italiennes ont autorisé les migrants à voter pour des conseillers « additionnels » ou « supplémentaires », pouvant lancer des débats lors des conseils municipaux mais n'ayant pas le droit de voter. Par exemple, 4 de ces conseillers ont été élus au Conseil municipal de Rome, et 1 conseiller dans chacune des 19 autres municipalités.

Norvège

Le gouvernement norvégien a une longue tradition de dialogue avec les représentants des associations d'immigrés et de communautés religieuses. Les principaux acteurs proposant un dialogue sur les questions d'immigration et d'intégration sont le Conseil des communautés religieuses et de choix de vie, le Comité de contact pour les immigrés et les autorités, et l'espace de dialogue entre le gouvernement et les représentants de diverses organisations de jeunesse.

En septembre 2006, le gouvernement a débuté la mise en oeuvre de cérémonies citoyennes (une ou deux fois par an) pour célébrer le passage à la nationalité norvégienne. Les gouverneurs de comtés sont chargés de mener ces cérémonies.

Pologne

Plusieurs projets consacrés à associer la communauté d'accueil et les migrants à l'occasion d'activités de promotion de la compréhension mutuelle ont été réalisés par l'État et les ONG grâce à des subventions de la Commission européenne. Les Scouts de Pologne ont organisé des rencontres interculturelles pour les mineurs vivant dans des centres pour réfugiés (essentiellement d'origine tchétchène) avec des mineurs polonais. Entre autres initiatives, citons les jardins d'enfants interculturels dans les écoles de Varsovie. Les enfants de centres de réfugiés (encore une fois, essentiellement d'origine tchétchène) prennent part à des activités interculturelles le week-end avec des enfants polonais ; et des activités destinées aux parents sont organisées en parallèle.

Espagne

Les activités de promotion de la compréhension sociale entre les migrants et la société d'accueil, prévues par le plan stratégique pour la citoyenneté, entendent notamment : promouvoir l'investissement de la société d'accueil comme participante active à l'accueil des nouveaux arrivants ; créer des espaces de dialogue pour les immigrés et les populations d'origine au niveau local ; encourager le partage d'informations sur la culture de chacun ; donner une impulsion au programme « l'Europe avec les citoyens » et aux mesures de la Commission nationale pour la promotion et l'encouragement du dialogue interculturel ; favoriser les activités sur la sensibilisation à la diversité et sur la gestion de celle-ci ; encourager la présence de personnes de milieux immigrés dans les structures et aux postes des différentes organisations.

*Promouvoir une société accueillante et ouverte...
en encourageant les migrants et la société d'accueil à
travailler en commun, au niveau local, pour le
développement de la société
(Paragraphe 25.c de la Déclaration de Helsinki)*

Danemark

La campagne « Nous avons besoin de tous les jeunes » du Ministère de l'intégration a pour but d'augmenter le nombre de jeunes issus de minorités ethniques suivant une formation professionnelle en vue de leur entrée sur le marché du travail. Lancée en 2002, la campagne s'achèvera en décembre 2006.

Le gouvernement a affecté environ 461 973 euros pour soutenir la campagne « Carton rouge pour le racisme » visant à promouvoir la diversité et l'égalité de traitement des joueurs de football et à combattre le racisme dans ce sport. Prévue pour trois ans, la campagne a été lancée au printemps 2006.

Une série d'initiatives a récemment été lancée au niveau national dans le cadre du « Programme de la diversité » pour encourager les sociétés et entreprises danoises à employer des personnes issues de milieux migrants et améliorer leurs compétences en matière de gestion de la diversité. Environ 3 115 000 euros seront affectés au Programme de la diversité entre 2006 et 2009. En 2007, dix nouveaux projets ont été lancés, et encore plus de projets devraient débiter à l'avenir.

Italie

Les migrants en situation régulière ont le droit d'accéder à l'ensemble des services proposés aux citoyens italiens aux niveaux national, régional, provincial et municipal. La majorité des actions dans le domaine de l'assistance et de l'aide aux migrants est proposée dans un premier temps par les associations dudit secteur « social privé », lié à l'Église catholique et aux associations religieuses. Il existe 893 associations de citoyens étrangers dans le pays, concentrées principalement dans les régions nord-centre et nord-ouest ; plus d'un tiers sont représentées par des associations mixtes ou italiennes, incluant plusieurs groupes étrangers.

Norvège

Le Plan d'action pour l'intégration et l'inclusion sociale prévoit un financement croissant des ONG et des activités du secteur volontaire encourageant la participation et l'inclusion dans les communautés locales.

Espagne

Afin d'encourager activement la participation de la population immigrée à la vie culturelle et sociale, une multitude de programmes sont organisés avec la participation de divers acteurs sociaux, municipalités, ONG et associations d'immigrés. La plupart des collectivités locales encouragent la création d'espaces propices au dialogue, à la consultation et à la participation des citoyens, où les immigrés sont aussi représentés.

Promouvoir une société accueillante et ouverte...en mettant en œuvre des programmes d'introduction pour les primo-arrivants, en vue d'encourager activement les immigrés à apprendre la langue du pays d'accueil ainsi qu'à comprendre et à respecter les institutions et les valeurs fondamentales de la société d'accueil

(Paragraphe 25.d de la Déclaration de Helsinki)

Belgique

Le 13 décembre 2003, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme a lancé le site www.newintown.be, contenant des renseignements utiles pour les migrants primo-arrivants (par exemple sur le dépôt d'une demande d'asile, l'obtention d'un logement social et l'accès à une assistance médicale). Le site Web peut également être utilisé par ceux qui sont en contact avec les migrants primo-arrivants. Entre 2001 et 2007, le Centre a coordonné un projet pour encourager l'intégration professionnelle des primo-arrivants. Adapté aux particularités locales de chacune des trois régions (Bruxelles, Flandres et Wallonie), ce projet s'est conclu par un séminaire intitulé : « les primo-arrivants : quelles perspectives d'emploi ? ».

En **Région flamande**, le décret du 28 février 2003 fait partie des principaux textes de loi en matière de politique d'intégration civique. Ce type d'intégration est un processus interactif au cours duquel les autorités proposent aux immigrants un programme spécifique qui, d'une part, leur permet de renforcer leur autonomie et, d'autre part, contribue à leur reconnaissance, par la société, en tant que citoyens à part entière pour parvenir à une participation active pleine et entière, à une citoyenneté partagée par tous et à un niveau de cohésion sociale suffisant. Le parcours d'intégration civique se compose d'un volet primaire et d'un volet secondaire. Le premier volet est coordonné par des bureaux d'accueil et comporte un programme de formation assorti d'un accompagnement individualisé de « l'intégrant » civique. Le programme de formation est composé de cours de néerlandais, de cours d'orientation sociale et d'orientation de carrière.

En **Région wallonne**, la politique d'intégration prévoit des mesures destinées à l'accueil et à l'accompagnement des primo-arrivants dans leur processus d'insertion. Ces mesures couvrent un large éventail de thèmes pratiques tels l'aide dans les rapports avec l'administration, la sensibilisation, l'alphabétisation, l'introduction à la culture et à la société belges, l'obtention du permis de conduire et l'organisation de cours de français comme deuxième langue. Ces activités prennent diverses formes (ateliers d'apprentissage et d'expression, semaines culturelles, campagnes d'informations et publications) et sont organisées par les associations oeuvrant pour l'accueil et l'intégration des migrants et par les pouvoirs publics locaux.

Bulgarie

Les programmes d'orientation et d'introduction culturelles permettent aux immigrés d'acquérir des connaissances linguistiques, historiques et civiques de base. Les cours entendent équiper les immigrés d'une « panoplie d'outils » pour débiter leur intégration. La participation à ces cours leur permet d'acquérir rapidement des connaissances sur les aspects essentiels de la vie sociale, politique et économique en Bulgarie – emploi, logement, éducation, soins de santé, administration.

République tchèque

L'introduction des nouveaux immigrés à la société tchèque est une préoccupation majeure. À compter du 1er janvier 2009, les demandeurs de permis de séjour permanents devront passer des tests linguistiques. Une brochure d'information détaillée établie par le Ministère du travail et des Affaires sociales en coopération avec les ONG et d'autres ministères concernés fournit aux étrangers des informations élémentaires sur la structure et sur le fonctionnement des administrations publiques, du Parlement et des tribunaux, sur les réglementations juridiques concernant la vie familiale et sur la société tchèque. L'État subventionne les ONG qui proposent des activités de soutien aux immigrés, notamment des cours de langue gratuits, des cours d'introduction socioculturelle à la société d'accueil et des services de traduction pour les contacts avec les services publics.

Danemark

Selon la Loi danoise relative à l'intégration, un programme d'introduction doit être proposé aux étrangers couverts par cette loi, âgés de 18 ans ou plus. Elaborés et mis en oeuvre par les conseils locaux concernés, les programmes d'introduction comprennent un cours de Danois, une orientation et des conseils, un plan de formation adapté et un emploi avec supplément de salaire. Les étrangers qui ne perçoivent pas de prestations d'introduction peuvent au moins suivre des cours de Danois, et le conseil municipal peut choisir de leur proposer d'autres éléments du programme d'introduction.

Allemagne

Le gouvernement fédéral a mis en place un cours d'intégration consistant en une formation linguistique de 600 heures pour que les migrants maîtrisent suffisamment l'allemand, et un cours d'orientation de 45 heures pour les informer sur le système politique et juridique, sur l'histoire et la culture du pays. Les primo-arrivants ont le droit de suivre ce type de cours, et on peut leur demander de le suivre s'ils ne peuvent prouver qu'ils ont une maîtrise suffisante de la langue à leur arrivée en Allemagne. Les réglementations en la matière (ordonnance sur les cours d'intégration) garantissent la conformité des cours d'intégration avec les normes nationales (cf. www.bmi.bund.de). Le gouvernement a consacré environ 141 millions d'euros des budgets 2006 et 2007 aux cours d'intégration et près de 155 millions d'euros seront affectés chaque année à partir de 2008.

Il est prévu que les migrants ayant des besoins spéciaux (jeunes, femmes, personnes analphabètes ou ayant des besoins spéciaux d'apprentissage linguistique) suivent jusqu'à 900 heures d'enseignement de l'allemand.

En outre, la Loi relative à l'immigration dispose que les immigrés adultes bénéficient de conseils à leur arrivée, disposition largement mise en oeuvre dans toute l'Allemagne.

Italie

La Loi de codification sur l'immigration a introduit la notion de médiateur culturel pour proposer un enseignement à tous les étrangers et une éducation interculturelle. Cette loi exige en outre le suivi de cours et d'activités pour améliorer les connaissances de l'italien, notamment des cours spéciaux pour adultes migrants.

Les cours publics de langue destinés aux migrants sont généralement organisés par les centres éducatifs locaux permanents pour adultes. Il n'existe pas de durée standard pour ces cours et la présence n'y est pas obligatoire. Il est possible d'obtenir un certificat de niveau linguistique en assistant aux cours d'italien et de passer un examen final.

En 2007, le Ministère de la solidarité sociale et le Ministère de l'égalité des chances ont publié une directive sur l'utilisation du Fonds pour l'inclusion sociale. Parmi les priorités de financement, celle-ci met l'accent sur la transmission du savoir, de la culture et des valeurs civiques. Il est possible de mettre en oeuvre des activités professionnelles dans les pays d'origine, telles des cours de langue, de culture et d'éducation civique, ainsi que des cours à vocation professionnelle dans des secteurs précis.

Norvège

Le programme d'introduction destiné aux nouveaux immigrants a été établi en septembre 2005 par la Loi d'introduction. Associant un programme d'introduction et des prestations auxquelles les participants sont éligibles, le dispositif a pour objectif de transmettre des connaissances de base ainsi qu'un aperçu de la société norvégienne, de préparer à la vie professionnelle et/ou à la poursuite d'études. Les municipalités peuvent proposer des programmes aux primo-arrivants résidant sur leur territoire. La participation au programme est à la fois un droit et une obligation pour les personnes âgées de 18 à 55 ans des groupes cibles (réfugiés, personnes qui se sont vues accorder un permis de résidence pour des raisons humanitaires et de regroupement familial). De plus, la Loi d'introduction contient des dispositions sur la formation linguistique et les études sociales pour un groupe plus vaste de primo-arrivants.

Pologne

D'une manière générale, le gouvernement ne propose pas de cours spéciaux de polonais aux étrangers adultes. Le premier programme d'intégration, qui a débuté en 2001, inclut généralement des prestations pour couvrir les besoins quotidiens et linguistiques, en matière d'assurance-maladie et pour obtenir les conseils de spécialistes. Les étrangers faisant la demande du statut de réfugié ont droit à des leçons gratuites de polonais, dispensées dans les centres pour réfugiés. Dès lors que ce statut est accordé, les cours de polonais se poursuivent dans le cadre du programme individuel d'intégration.

Espagne

Des modules d'introduction permettent d'informer les immigrés, par exemple, sur les normes, valeurs, droits et obligations de la société espagnole. Ils incluent une formation linguistique et une formation professionnelle pour les migrants adultes. Une multitude de programmes en œuvre depuis de nombreuses années ont été consolidés par quantité de financements supplémentaires. Par ailleurs, des mesures ont été prises pour favoriser l'acquisition de la langue par les enfants dans les écoles et pour encourager les adultes.

Suisse

Conformément à la nouvelle loi fédérale sur les étrangers, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2008, la Confédération, les cantons et les communes doivent fournir aux étrangers des informations sur l'ordre juridique suisse et les conséquences de son inobservation, sur les normes et les règles de base à respecter en vue d'accéder à l'égalité des chances quant à la participation à la vie sociale, économique et culturelle, ainsi que sur l'importance des connaissances linguistiques, de la formation et du travail. De plus, les autorités compétentes doivent porter à la connaissance des étrangers les mesures d'encouragement de l'intégration, notamment dans le domaine de l'orientation et de la carrière professionnelle.

Les cantons sont responsables de la mise en place de programmes d'accueil. Dans de nombreux cantons, des informations et des cours d'accueil pour les primo arrivants sont offerts. Dans son programme des points forts, la Confédération soutient la création de centres d'information dans les cantons. La nouvelle loi donne la possibilité aux cantons de conclure des conventions d'intégration qui ont notamment pour but l'acquisition de la langue nationale et l'acquisition de connaissances sur l'environnement social, le mode de vie et le système juridique suisse, ainsi que sur les normes et les règles de base.

*Promouvoir une société accueillante et ouverte...
en formant les agents des services publics
pour qu'ils comprennent et mettent en valeur
la diversité ethnique et culturelle et qu'ils soient
informés des politiques d'égalité des sexes*

(Paragraphe 25.e de la Déclaration de Helsinki)

Azerbaïdjan

Des séminaires, formations et conférences sont organisés régulièrement pour les fonctionnaires des structures gouvernementales concernées en vue d'enrichir leurs connaissances dans le domaine de la protection des droits de l'homme, de l'État de droit et des valeurs démocratiques en général. Par exemple, depuis 2002, environ 2000 agents de police ont pris part à plus de 50 séminaires de formation organisés par le Conseil de l'Europe, l'OSCE et l'OIM. 400 autres agents de police ont participé à des manifestations similaires organisées par les ONG locales sous le patronage du Comité de la Croix-Rouge. De plus, un programme spécial sur la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales a été élaboré et inclus dans le programme de l'École de police et dans les cours de formation destinés aux agents de police.

Belgique

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme s'emploie à sensibiliser les agents de la fonction publique à la législation sur la lutte contre le racisme et les discriminations, notamment dans la formation des fonctionnaires de police et des juges. En 2007, il a organisé une série de séminaires avec le Service public fédéral « Emploi, travail et concertation sociale » pour expliquer la nouvelle législation anti-discrimination dans le domaine de l'emploi, et un stage de formation de deux jours destiné aux juges sur les procédures civiles liées à la nouvelle législation. En 2008, il a mené une série d'activités éducatives à l'intention des acteurs locaux et régionaux. En 2004, le Service fédéral a organisé une formation sur la législation anti-discrimination destinée aux départements concernés de la Direction générale Inspection sociale. D'autres stages se tiendront au cours de l'automne 2008. Au sein du Service Public Fédéral Personnel et Organisation, la cellule Diversité gère un réseau de responsables de la diversité dans les organes publics fédéraux.

République tchèque

Les ministères chargés de mettre en oeuvre les politiques d'intégration destinées aux immigrés doivent développer les compétences de communication interculturelle des agents de l'administration publique dont les responsabilités les amènent à être en contact avec les immigrés. En outre, l'attention est portée sur l'amélioration de leurs compétences linguistiques.

Finlande

Chaque secteur administratif est chargé d'organiser des formations relatives à la promotion des relations ethniques et du multiculturalisme dans son domaine de responsabilité. Les cours sur ces thèmes sont aussi inclus dans la formation de groupes professionnels essentiels, notamment les professeurs d'école. En outre, des programmes prônant l'égalité ont servi à former les fonctionnaires locaux et régionaux des forces de défense.

Italie

Nombres d'initiatives ont été pris en vue de sensibiliser davantage les fonctionnaires à l'importance de valoriser la diversité ethnique et culturelle.

Norvège

Une nouvelle série de lignes directrices sur l'égalité des chances a été lancée en mai 2007 pour s'assurer que les organes publics tiennent compte des conséquences éventuelles de leurs décisions sur les personnes issues des milieux immigrés, sur les populations indigènes (les Samis) et sur les minorités nationales. La Direction de l'intégration et de la diversité conseille les fonctionnaires sur la façon d'adapter les services publics à tous les usagers.

Pologne

La formation des garde-frontières et des forces de police en contact avec les migrants est dispensée par le Ministère du travail, par des ONG (Fundacja Ocalenie, Proxenia, Croix rouge de Pologne), par des instituts universitaires (Institut des politiques sociales, université de Varsovie), et par le mouvement scout polonais. L'ensemble de la formation est axé sur la diversité ethnique et culturelle ainsi que sur les questions d'appartenance sexuelle.

Espagne

Nombre de programmes éducatifs ont été menés pour le personnel des services sociaux, des médias, de l'éducation, de la santé et de l'emploi. Citons en 2007, un guide éducatif sur l'égalité de traitement et la non discrimination à l'intention des forces de sécurité et des gardes du corps personnels, et un guide pratique sur le traitement de l'immigration à l'usage des professionnels des médias. Par ailleurs, la Direction générale de la police et de la garde civile a adopté une résolution en 2007 contenant des instructions sur les mesures à prendre en cas de déplacement et de transfert de ressortissants espagnols par voie aérienne et/ou maritime.

Suisse

La nouvelle loi fédérale sur les étrangers, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2008, confirme le rôle de l'Office fédéral des migrations (ODM) en matière de coordination et de sensibilisation des différents acteurs, notamment dans les domaines de l'assurance chômage, de la formation professionnelle et de la santé. Ainsi, des projets visant à sensibiliser davantage les agents du service public ont été soutenus dans le cadre du programme des priorités 2004 - 2007.

*Promouvoir une société accueillante et ouverte...
en adoptant les mesures appropriées pour tenir compte
des besoins des personnes vulnérables tels que les
enfants, les personnes âgées, les personnes
handicapées et les personnes traumatisées ou atteintes
physiquement par la torture et la guerre*

(Paragraphe 25.f de la Déclaration de Helsinki)

Azerbaïdjan

Les activités d'intégration provisoires pour aider les 690 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays venant du Haut-Karabakh et des régions adjacentes se poursuivent. Un programme public visant à améliorer les conditions de vie et d'emploi des réfugiés et des personnes déplacées a été lancé par décret présidentiel daté du 1er juillet 2004. Depuis lors, les 12 camps de réfugiés et de personnes déplacées ont fermé leurs portes, et leurs résidents ont été réinstallés dans des localités nouvellement construites dans diverses régions du pays. Ces villes disposent d'infrastructures sanitaires et sociales de base ; leurs habitants sont exonérés d'impôts et reçoivent des subventions pour couvrir les dépenses alimentaires, en matière de chauffage, d'électricité et de transport. Le programme gouvernemental a été consolidé en 2007 : son budget s'élève approximativement à un milliard de dollars américains jusqu'en 2011.

Bulgarie

Un programme d'intégration pour les réfugiés a été mis en œuvre (pour les périodes 2005-2007 et 2008-2010). Il est envisagé d'étendre ce programme, qui traite des questions majeures concernant les réfugiés reconnus, à d'autres groupes de migrants.

Croatie

Une attention particulière est accordée à la situation des Roms. En 2003, un programme national a été adopté dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie et de garantir l'égalité des Roms avec les autres citoyens. Une commission a été créée pour suivre la mise en œuvre de ce programme et du plan d'action de la Décennie pour l'inclusion des Roms. Ce dernier comprend des mesures conçues spécialement pour améliorer l'accès des Roms à l'éducation, à la santé (en particulier pour les femmes et les enfants) et à l'emploi.

République tchèque

Les activités de chaque ministère tiennent généralement compte de la situation particulière des personnes vulnérables.

Danemark

Environ 500 000 euros d'aide financière a été octroyée pour renforcer les efforts consacrés aux jeunes en situation précaire au niveau local. Un soutien a été proposé aux groupes particulièrement vulnérables d'immigrés et de réfugiés sans emploi. Environ 270 000 euros ont servi à aider les immigrés handicapés. Des activités ont permis de proposer des examens psychologiques systématiques aux enfants de familles vulnérables et aux adultes vulnérables à un stade précoce du processus d'asile, ainsi qu'aux immigrés ayant un permis de résidence.

Le Ministère des réfugiés et des immigrés est à l'origine de programmes de soutien aux collectivités locales assistant les migrants traumatisés et leurs familles. Ces programmes ont également pour objectif de diffuser dans tout le pays des exemples de bonne pratique en la matière. Le Ministère a organisé une conférence (novembre 2007) et une vente de charité (janvier 2008) pour les personnes traumatisées ayant des contacts limités avec la société danoise. Un dialogue a été noué entre les experts et les professionnels sur la façon d'aider les personnes traumatisées à obtenir un emploi.

Une multitude d'activités a été réalisée dans les communautés vulnérables sur le plan social. Environ 3,6 millions d'euros ont permis de soutenir l'emploi local et 5,3 millions, d'établir des partenariats locaux d'intégration.

En 2007, le Ministère de l'intégration a lancé un programme spécial pour les femmes migrantes (prévu jusqu'en 2011), composé de onze activités visant à consolider le réseau des femmes des minorités ethniques, à favoriser leur embauche et à renforcer leurs capacités à aider leurs enfants à s'intégrer et à s'épanouir.

Allemagne

Au niveau fédéral, la protection des droits des migrants vulnérables est garantie par la Loi sur les prestations sociales pour les demandeurs d'asile, la Loi sur la procédure d'asile et le huitième tome du Code social (« *SGB VIII* »). Parallèlement, les rapatriés d'origine allemande sont couverts par les dispositions de la Loi fédérale relative aux expulsés et de la Loi sur les retraites payables aux rapatriés/étrangers de pays sans accord de sécurité sociale.

Les droits des mineurs migrants sont garantis par la Loi sur l'asile conformément à la Convention de Genève relative aux réfugiés et à la Loi de perfectionnement de l'assistance aux enfants et aux jeunes.

Italie

La Loi de codification garantit les droits des mineurs migrants, quel que soit leur statut juridique, notamment le droit à l'éducation et aux soins de santé. Le Comité spécial pour les mineurs étrangers non accompagnés (Comitato Minori Stranieri), établi au sein du Ministère du travail et des politiques sanitaires et sociales, est chargé de renvoyer les mineurs non accompagnés dans leur pays d'origine, de protéger et surveiller les conditions de résidence des mineurs étrangers temporairement admis sur le territoire italien et de coordonner les activités des administrations compétentes.

La population active, y compris d'origine migrante, doit bénéficier d'un soutien adapté en cas d'accident, de maladie, de handicap, de vieillesse et « de chômage non intentionnel ». Le Fonds

social européen finance des programmes de formation professionnelle avec les Régions et Provinces, ce qui est particulièrement importants pour les migrants sans emploi.

Des aides sociales, notamment en cas d'invalidité civile, de maternité ou pour personnes démunies de plus de 65 ans, sont accordées aux étrangers ayant un permis de résidence de longue durée de la Communauté européenne ou le statut de réfugié politique.

Norvège

Le Centre national d'études sur la violence et le stress traumatique a pour objectif d'enrichir, de diffuser les connaissances et de renforcer les compétences pouvant contribuer à réduire les répercussions psychosociales et à empêcher la violence et le stress traumatique. En plus de ce centre, il existe quatre centres de ressources régionaux sur la violence, le stress traumatique et la prévention du suicide.

Les personnes handicapées font l'objet de plusieurs programmes, notamment : du programme TaKT (programme éducatif pour les enfants handicapés et leurs familles, dont un module séparé est axé sur l'adaptation des services de proximité aux minorités) ; de programmes émanant du Centre de ressources sur les maladies rares et le handicap (trois de ces centres étant consacrés spécialement aux minorités) ; et de programmes de centres d'apprentissage et de maîtrise (dont deux spécialement consacrées aux minorités). Qui plus est, le Centre norvégien de recherche sanitaire pour les minorités (NAKMI) et le Centre norvégien d'études sur la violence et le stress traumatique (NKVTS) constituent deux sources de compétences importantes en matière d'adaptation aux besoins des minorités traumatisées.

Pologne

La Loi du 13 juin 2003 sur l'octroi d'une protection aux étrangers contient des dispositions spéciales régissant les procédures pour les groupes particulièrement sensibles, tels les mineurs, les personnes qui ont été victimes de violence et les personnes handicapées.

Espagne

Les autorités espagnoles encouragent les projets d'accueil adaptés aux besoins spéciaux des personnes particulièrement vulnérables issues de milieux immigrés, parmi lesquelles des demandeurs d'asile, réfugiés et individus sous protection internationale.

Suisse

La politique d'intégration tient notamment compte des besoins particuliers des femmes, des enfants et des adolescents en matière d'intégration. Dans le cadre de tous les programmes des priorités et des points forts, ce sont certains groupes cibles qui bénéficient des projets et programmes soutenus par la Confédération. Il en va ainsi des cours de langue pour mères et enfants. En outre, des mesures particulières en faveur d'une meilleure intégration des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire ont été soutenues. Grâce à l'adoption de la nouvelle loi fédérale sur les étrangers, ce groupe de personnes peut accéder plus facilement au marché du travail.

*Promouvoir une société accueillante et ouverte...
en assurant la réunification familiale et l'acquisition de
la citoyenneté/nationalité du pays d'accueil par les
immigrés de longue durée et les réfugiés reconnus,
conformément à la législation nationale et la
Recommandation R (2002) 4 du Comité des Ministres
sur le statut juridique des personnes admises au
regroupement familial*

(Paragraphe 25.g de la Déclaration de Helsinki)

Danemark

La Loi danoise sur les étrangers définit les conditions du regroupement familial conformément à la Recommandation Rec(2002)4 du Comité des Ministres.

Si une personne a des parents au Danemark et pourvu que de certaines conditions obligatoires soient réalisées, les permis de résidence peuvent être accordés aux époux, les partenaires inscrits et les partenaires cohabitant aussi bien que les enfants. Pour les enfants entre 15 – 18 ans un permis de résidence peut être accordé dans certains cas.

Les permis de résidence sont initialement publiés temporairement pour une période de deux ans avec une possibilité d'extension.

Un permis de résidence permanent peut être demandé après avoir tenu un permis de résidence temporaire depuis sept ans, mais selon les circonstances, un permis de résidence permanent peut être accordé plus tôt.

Comme une règle générale, un candidat peut être naturalisé seulement après neuf ans consécutifs de résidence juridique au Danemark. Cependant, par rapport aux catégories indiquées de personnes une exemption peut être accordée.

Allemagne

L'Allemagne applique les dispositions de la Directive sur le regroupement familial et accorde le statut de résident aux membres des familles d'immigrés en vertu de la Constitution et de la Convention européenne des droits de l'homme.

En outre, la législation allemande révisée sur la nationalité permet aux migrants vulnérables d'entamer une procédure simplifiée de naturalisation.

Italie

Le Décret-loi n°5 (adopté le 8 janvier 2007), transpose les éléments clés de la Directive 2003/86/CE du Conseil européen relative au droit au regroupement familial. La nouvelle loi prévoit une procédure simplifiée de regroupement familial pour les réfugiés reconnus.

L'acquisition de la nationalité italienne est réglementée par la Loi 91/1992 et n'oblige ni n'implique de renoncer à la nationalité initiale, sauf si la législation du pays d'origine l'exige.

Moldova

La Loi sur le statut de réfugié prévoit l'octroi égal de ce statut au conjoint, aux enfants de moins de 18 ans et autres membres directs de la famille accompagnant le/la réfugié(e) et pris en charge par celui/celle-ci, à condition qu'ils vivent ensemble, n'aient pas d'autre nationalité et que le mariage ait eu lieu avant le dépôt de la demande d'asile.

Norvège

Les immigrants de long terme et les réfugiés reconnus ont droit au regroupement familial en vertu de la législation nationale et de la Recommandation R(2002)4 du Comité des Ministres sur l'égalité de statut juridique des personnes admises au regroupement familial. L'accès à la nationalité norvégienne est réglementé par la Loi du 1^{er} septembre 2006 relative à la nationalité.

Pologne

Le regroupement familial est régi conformément aux dispositions de la Directive 2003/86/EC du Conseil de l'Union européenne du 22 septembre 2003 sur le droit au regroupement familial.

Espagne

Le regroupement familial est régi par la Réglementation 2393/2004, qui permet de faire une demande de regroupement familial en même temps qu'une demande de renouvellement du permis initial de séjour et de travail. Le conseil local dispose de 15 jours pour certifier que le demandeur dispose d'un logement adapté au regroupement familial.

Le régime de nationalité, régi par le Code civil, a été réformé en 2002. Les changements permettent aux personnes, dont l'un des parents est d'origine espagnole et né en Espagne, de faire une demande de nationalité espagnole sans limite d'âge. De plus, les demandes fondées sur le lieu de résidence exigent la présence physique en Espagne. Le pays a signé des accords sur la double nationalité avec l'Argentine, la Bolivie, le Chili, le Costa Rica, l'Équateur, le Honduras, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou et la République Dominicaine.

Suisse

Différentes améliorations dans le domaine du regroupement familial ont été introduites dans la nouvelle loi fédérale sur les étrangers, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2008, comme la possibilité d'un regroupement familial pour les personnes titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée ou d'une admission provisoire.

Égalité d'accès à l'emploi

*Promouvoir l'égalité dans l'accès à l'emploi
des migrants résidant légalement
(Paragraphe 26 de la Déclaration de Helsinki)*

Azerbaïdjan

La législation nationale interdit la discrimination sous toutes ses formes à l'égard des employés migrants. Le regroupement familial n'est pas restreint. Les droits des migrants à la liberté de pensée et d'expression sont protégés au même titre que ceux des ressortissants nationaux ; les migrants peuvent, s'ils le souhaitent, faire partie de syndicats. Excepté pour le versement de la retraite, les travailleurs migrants et les membres de leurs familles jouissent des mêmes droits à la sécurité sociale que les ressortissants nationaux. L'accès à l'éducation et à la formation professionnelle ne fait pas non plus l'objet de restrictions. Les membres de familles de migrants sont libres de travailler. Les activités professionnelles des citoyens étrangers sont régies par la Constitution, le Code du travail, la Loi sur la migration professionnelle, la Convention des Nations unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille et par des accords multilatéraux signés par l'Azerbaïdjan.

Belgique

La Belgique prend un certain nombre de mesures pour combattre la discrimination ethnique sur le marché du travail et pour promouvoir l'égalité de traitement des travailleurs étrangers. A cette fin, une cellule « Entreprise multiculturelle » a été créée au sein du Service public fédéral « Emploi, travail et concertation sociale », pour assurer des formations et publier des documents sur le sujet. La cellule met aussi en œuvre le projet « label égalité diversité », qui fixe quatre grands critères pour l'octroi de ce label aux sociétés participantes : (i) le respect de la législation sur l'égalité des chances et la non-discrimination ; (ii) l'élaboration et la mise en œuvre d'une culture et de mesures au sein de l'entreprise favorisant la diversité ; (iii) l'encouragement de la participation active de tous les salariés à la mise en place d'une culture de diversité ; (iv) la réalisation de contrôles réguliers. La Région wallonne est partenaire de ce projet fédéral, en ceci que les aides régionales à la diversité en matière de gestion des ressources humaines dans les entreprises et les organisations (10 000 euros renouvelables) peuvent être sollicitées par les entreprises dans le cadre de l'introduction d'un dossier de candidature au label diversité.

Croatie

La loi du 13 juillet 2007 sur les étrangers est entrée en vigueur le 1er janvier 2008. Elle contient notamment des dispositions sur l'emploi des étrangers, garantissant leur égalité avec les ressortissants croates, en particulier concernant le nombre maximum d'heures de travail, le seuil

minimum de congés payés, le salaire minimum, la santé et la sécurité, les indemnités de maternité et le travail des enfants.

« ex-République yougoslave de Macédoine »

Entrée en vigueur en juillet 2005, la Loi sur les relations de travail est conforme au droit communautaire, notamment à la Directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 appliquant le principe d'égalité de traitement entre les individus, indépendamment de leur origine raciale ou ethnique, et la Directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail. Cette loi définit et prévoit une protection contre la discrimination directe et indirecte. Tous les migrants en situation régulière ont droit à un accès au marché du travail égal à celui des ressortissants de l'« ex-République yougoslave de Macédoine ».

Promouvoir l'égalité dans l'accès à l'emploi... en facilitant l'appréciation des compétences et des qualifications et l'accès à la formation professionnelle, entre autres, en soulignant l'importance de la reconnaissance des qualifications et aptitudes professionnelles

(Paragraphe 26.a de la Déclaration de Helsinki)

Belgique

En **Communauté flamande**, le gouvernement a émis un décret en 2004 instituant un système de validation des compétences professionnelles. Un certificat officiel de validation des acquis ("*ervaringsbewijs*") est décerné aux personnes qui montrent qu'elles possèdent les compétences requises pour une fonction donnée. Le système est devenu opérationnel en novembre 2006. Il existe actuellement quinze centres d'évaluation pour vingt professions.

Un accord de coopération entre la **Région wallonne, la Communauté française et la COCOF** a été conclu le 24 juillet 2003 en matière de validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue. Ce système est opérationnel depuis lors. A ce jour, plus d'une centaine de titres de compétences reconnaissant la maîtrise d'un ensemble de compétences associées à 33 métiers ont déjà été approuvés par les trois gouvernements francophones concernés et près de 30 centres de validation des compétences sont agréés pour faire passer les tests et délivrer les titres de compétences liés à leurs spécificités et domaines d'expertise. Si ces titres n'ont pas encore une valeur légale, au sens d'une certification, ils jouissent d'un effet de notoriété puisque les référentiels de validation des compétences à la base des tests sont réalisés avec le concours des représentants des secteurs professionnels concernés. Par ailleurs, les porteurs de ces titres peuvent obtenir une certification légale, en passant un examen.

République tchèque

Le gouvernement est conscient de la nécessité de faciliter les procédures d'évaluation des qualifications et des compétences. Plusieurs projets d'ONG oeuvrant dans ce domaine ont été soutenus par des financements publics pour faciliter le processus de reconnaissance destiné aux étrangers (par exemple, des projets de création de systèmes « d'audit des compétences » permettant aux migrants d'évaluer leurs compétences selon des critères reconnus au niveau national).

Danemark

La reconnaissance des qualifications étrangères au Danemark est effectuée strictement selon les règles et principes de la Convention de reconnaissance de Lisbonne. Une nouvelle législation a été adoptée, permettant la reconnaissance formelle des acquis dans le cadre du système danois d'éducation d'enseignement professionnel pour adultes. Ainsi, depuis le 1er août 2007, chaque établissement proposant des cours et une formation professionnelle continue pour adultes peut évaluer et donc reconnaître les acquis, par le biais d'entretiens individuels, de tests et d'une

formation sur le terrain. Ce système s'applique aux travailleurs à tous les niveaux. Un système de reconnaissance formelle et informelle pour les travailleurs peu qualifiés, ou programme d'enseignement élémentaire pour adultes, permet également de procéder à des évaluations individuelles des compétences.

CIRIUS est l'organe responsable de la reconnaissance des qualifications étrangères au sein du Ministère danois de la science, de la technologie et de l'innovation. Il évalue les qualifications étrangères et aide les établissements d'enseignement danois à décider de l'admission de personnes ayant de ce type de qualifications. CIRIUS publie régulièrement un document de référence donnant une vue d'ensemble des différentes qualifications étrangères ou durées d'études. Cet instrument est employé lorsque des réfugiés ou personnes dans une situation similaire, des demandeurs d'asile ou autres individus ne peuvent fournir des preuves de leurs qualifications.

Finlande

Le Conseil national de l'enseignement est chargé de reconnaître et de comparer les qualifications internationales. Les détenteurs de diplômes nationaux qui souhaitent présenter leur candidature à un poste de la fonction publique doivent avoir obtenu une décision de reconnaissance du Conseil. La reconnaissance des compétences professionnelles des citoyens des pays de l'UE/EEE ayant un acquis professionnel dans un autre pays de l'UE/EEE est régie par la loi (1093/2007). Les décisions sur le droit de pratiquer une profession, que ce soit dans le secteur public ou privé, sont prises par les autorités compétentes des domaines concernés. Ce point concerne les professionnels de santé, les vétérinaires, les auditeurs agréés des finances publiques, les comptables agréés, les avocats et les marins.

Le Conseil national de l'enseignement établit des déclarations consultatives sur des qualifications professionnelles étrangères, uniquement lorsqu'elles sont complètes et font partie du système éducatif officiel du pays d'origine. Il émet également des déclarations consultatives sur des qualifications professionnelles finlandaises, sur l'éligibilité à l'enseignement supérieur en Finlande et sur le fait que les qualifications concernées sont couvertes ou non par la Directive (2005/36/CE) du Parlement européen et du Conseil relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Les employeurs du secteur privé évaluent indépendamment les compétences apportées par les qualifications professionnelles. D'une manière générale, la décision de reconnaissance du Conseil national de l'enseignement n'est pas exigée mais peut s'avérer utile.

Les établissements de l'enseignement supérieur décident indépendamment de l'éligibilité à l'enseignement supérieur au vu des qualifications étrangères et de la reconnaissance des études à l'étranger dans le cadre d'un diplôme.

Allemagne

Le gouvernement fédéral entend améliorer l'accès à la formation professionnelle pour les migrants et leur offrir la possibilité de développer des compétences individuelles, qui augmenteraient leur chance de réussir leur carrière en Allemagne. Le 9 janvier 2008, le gouvernement fédéral a adopté une nouvelle initiative devant introduire des changements dans le système allemand d'enseignement élémentaire et avancé, et de formation professionnelle. Cette initiative entend contribuer à satisfaire la demande croissante d'ouvriers qualifiés à moyen et long terme. Les personnes de milieux immigrés sont l'un des grands groupes cibles expressément mentionnés.

Italie

Le Fonds social européen finance des programmes de formation professionnelle avec les régions et provinces. Les cours sont principalement organisés par des instituts de formation (instituts publics et/ou privés conventionnés) et gratuits la plupart du temps. Le Décret-loi n°206 (adopté le 9 novembre 2007) transpose les principaux éléments de la Directive 2005/36/CE sur la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Norvège

La conception de systèmes d'évaluation des compétences formelles et techniques se fera via le système scolaire et le programme d'introduction des collectivités locales. Les demandeurs d'emploi qui n'ont pas droit à une évaluation des compétences par le biais de ces systèmes seront orientés vers l'Administration norvégienne du travail et de la protection sociale pour faire évaluer et approuver leurs compétences.

Pologne

La reconnaissance des qualifications à la pratique des professions réglementées est régie conformément aux directives pertinentes de l'Union européenne. La reconnaissance des qualifications à la pratique d'autres professions est laissée à la discrétion des employeurs.

Espagne

Selon le Plan stratégique pour la citoyenneté et l'intégration, les programmes d'acquisition de qualifications professionnelles de base doivent garantir que les immigrants possèdent les compétences nécessaires pour entrer sur le marché de l'emploi. Le 18 janvier 2008, le Conseil des Ministres a adopté le Décret royal 34/2008, qui régit la reconnaissance des qualifications professionnelles et prévoit la possibilité de mettre en oeuvre des programmes de formation destinés aux groupes qui rencontrent des difficultés particulières dans leur recherche d'emploi, y compris aux immigrés.

Suisse

L'intégration sur le marché du travail comprend deux volets. Le premier consiste à enrichir les ressources des personnes concernées en favorisant l'acquisition de connaissances linguistiques, à améliorer la qualification professionnelle en renforçant la motivation ou à instaurer la possibilité de rattraper la formation. Par exemple, un système de validation des acquis ou la mise en place d'un case management dès la 8ème année scolaire ont été développés. Le second volet est axé sur l'utilisation du potentiel existant en vue de réduire les désavantages que certains subissent. L'organisation de conseils pour les entreprises formatrices ou les versements des allocations d'initiation sont de bons exemples. Ainsi, il est prévu de sensibiliser les employeurs au thème de l'intégration et de dispenser une formation spéciale au personnel des centres de placement.

L'intégration des réfugiés sur le marché du travail s'avérant difficile, des projets pilotes visant à favoriser l'intégration des réfugiés reconnus ont été mis sur pied en automne 2006 par l'ODM. Différents modèles destinés à améliorer l'intégration des réfugiés sur le marché du travail seront testés et évalués.

Le 20 août 2007, le Conseil fédéral a adopté un rapport détaillé sur la politique d'encouragement de l'intégration assorti de 45 mesures portant sur l'apprentissage des langues et tout particulièrement sur une meilleure intégration dans les domaines de la formation et du marché du travail. Ces mesures comprennent également celles visant à renforcer la lutte contre la discrimination sur le lieu du travail. Elles ont, entre autres, pour but de sensibiliser les intéressés à la problématique et de permettre le dialogue entre les différents acteurs.

*Promouvoir l'égalité dans l'accès à l'emploi... en
reconnaissant les diplômes au niveau européen*

(Paragraphe 26.b de la Déclaration de Helsinki)

Belgique

En **Communauté flamande**, les services compétents appliquent les principes des accords internationaux concernant la reconnaissance des diplômes étrangers. Un certain nombre de mesures ont aussi été prises pour informer les détenteurs de diplômes étrangers de la possibilité de faire reconnaître leurs qualifications par le biais de publications, de séminaires et d'Internet. Pour les chercheurs d'asile ou les réfugiés politiques reconnus qui ne peuvent soumettre les documents requis, un entretien d'évaluation est prévu.

En **Région wallonne**, les Centres régionaux d'intégration et les conseillers du FOREM et des Carrefours Emploi Formation informent les détenteurs de diplômes étrangers des possibilités qui leur sont offertes d'obtenir une équivalence de diplôme ou, le cas échéant, de faire valider leurs compétences par le biais du dispositif de validation des compétences. Dans le cadre du projet « Diversité construction », financé par le programme EQUAL de l'Union européenne, un groupe de travail a été mis sur pied pour identifier la méthodologie et les outils les plus appropriés pour faciliter l'accès des demandeurs d'emploi étrangers au processus de validation des compétences dans le secteur de la construction.

République tchèque

Les conditions détaillées à observer en matière de reconnaissance de la formation scolaire à l'étranger sont énoncées dans la Loi sur les établissements scolaires (Collectif n°561/2004) et dans la réglementation du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports (Collectif n°12/2005). Cette réglementation contient des informations détaillées sur l'examen de validation, sur les modèles de certificat de reconnaissance et d'approbation de validation.

Pologne

Un diplôme étranger peut être reconnu en Pologne de diverses façons, en fonction du pays où il a été délivré, du niveau d'étude et de l'objectif de la reconnaissance. Les diplômes émis par des États membres de l'Union européenne sont traités différemment de ceux émis par les pays avec lesquels la Pologne a signé des accords de reconnaissance mutuelle des diplômes d'enseignement.

Espagne

La Directive 2005/36 de l'Union européenne s'applique relativement aux ressortissants des États membres de l'Union ayant des qualifications émises par un autre État membre et au moins trois ans d'expérience dans le domaine concerné. L'Espagne a proposé de signer et d'actualiser plusieurs accords bilatéraux avec d'autres pays pour la reconnaissance des qualifications obtenues à l'étranger.

*Promouvoir l'égalité dans l'accès à l'emploi ...
en assurant l'égalité de traitement concernant
le recrutement, la carrière, les conditions de travail
et le salaire*

(Paragraphe 26.c de la Déclaration de Helsinki)

Belgique

Les acteurs fédéraux et régionaux réalisent actuellement un projet de suivi socioéconomique du marché du travail, coordonné par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Ce projet vise d'une part à dresser le tableau des ressources humaines dans une entreprise à un moment donné pour évaluer l'efficacité de sa politique de diversité et, d'autre part, à identifier la position sur le marché de l'emploi des minorités d'origine étrangère. La législation fédérale anti-discrimination (loi du 10 mai 2007) interdit en matière d'emploi toute discrimination basée sur une série de critères spécifiés.

En **Région flamande**, le décret gouvernemental du 8 mai 2002 relatif à l'égalité sur le marché du travail constitue un solide cadre juridique pour la politique dans ce domaine. Il transpose la directive européenne sur la non-discrimination et vise à garantir l'égalité de traitement, à prévenir toute forme de discrimination concernant l'orientation et la formation professionnelles, la supervision de carrière, la médiation pour la recherche d'emploi et, s'agissant des fonctionnaires et des enseignants, les conditions de travail. Plus généralement, le Gouvernement flamand s'attache à faire participer plus activement les partenaires sociaux et les représentants de groupes défavorisés à la politique pour l'emploi menée en Flandres. Depuis 2003, il participe non seulement à la création mais aussi à la mise œuvre d'un certain nombre de projets complémentaires à long terme. C'est dans ce but qu'a été créée, fin 2003, la Commission pour la diversité du Conseil socioéconomique de Flandres. En octobre 2007, le Ministère flamand du travail et le Centre pour l'égalité des chances et l'opposition au racisme ont signé un accord de coopération sur le traitement des plaintes de discrimination liée au travail.

En **Région wallonne**, le gouvernement a adopté définitivement, le 24 juillet 2008, le décret relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, y compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle. Ce décret confie notamment au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, des missions de conciliation et d'expertise juridique. Toute une série d'actions positives sont en outre prévues, en vertu de ce décret, pour favoriser la participation de bénéficiaires d'origine étrangère aux dispositifs wallons en matière de formation et d'insertion professionnelles.

Croatie

La Loi relative au travail, telle que modifiée en 2003, contient des dispositions sur l'interdiction de toute forme de discrimination directe ou indirecte à l'encontre des personnes employées ou qui postulent à un emploi, et sur le droit à des compensations en cas de discrimination. Des dispositions similaires ont été incluses dans la Loi relative aux fonctionnaires, la Loi sur l'égalité des sexes et la Loi sur la réinsertion professionnelle et l'emploi des personnes handicapées.

République tchèque

Le Code du travail proscrit toute forme de discrimination dans les relations entre employeurs et employés. La Loi relative à l'emploi interdit la discrimination dans l'accès à l'emploi. Pour étayer les mesures de lutte contre la discrimination et pour se conformer à la législation de l'Union européenne, une nouvelle loi anti-discrimination est en cours d'élaboration.

Danemark

En vertu de la Loi n°253 du 7 avril 2004 amendant la Loi sur l'interdiction de la discrimination sur le marché de l'emploi, les dispositions sur l'emploi contenues dans la Directive (2000/43/EC) de l'Union européenne sur l'égalité raciale ont été intégrées dans le droit danois. La discrimination sur le marché d'un emploi fondée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, l'opinion politique, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap ou l'origine nationale, sociale ou ethnique est concernée par la loi (adoptée en 1996).

Allemagne

S'ils sont employés légalement en Allemagne, les migrants sont protégés par l'ensemble des dispositions pertinentes contre la discrimination de la législation du travail et de la Loi sur la sécurité et la santé professionnelles.

Italie

Les travailleurs venant d'un pays non membre de l'Union européenne employés en Italie peuvent prétendre à la même rémunération et couverture sociale que les ressortissants nationaux. En outre, ils ont droit aux prestations de chômage en cas de cessation d'activité involontaire. Tous les employés en situation régulière ont droit à des indemnités de licenciement, de démission et d'achèvement du contrat de travail. En cas de maladie ou de grossesse, l'employé a droit des compensations financières de la part de la Sécurité sociale. L'emploi dans le service public est réservé aux ressortissants italiens.

Norvège

Les immigrants sont l'un des groupes prioritaires concernés par les mesures sur le marché du travail. Le gouvernement encourage les employeurs à choisir des immigrants qualifiés. Des mesures ont été mises en œuvre pour contrer l'exclusion au motif de l'origine ethnique des postes de fonctionnaires. Tous les organes gouvernementaux sont désormais tenus d'encourager les personnes issues des milieux immigrés à se porter candidates aux postes à pourvoir. De plus, les agences et entreprises publiques doivent faire passer un entretien à au moins un candidat suffisamment qualifié issu de milieu immigré.

Les Plans d'action gouvernementaux 2007 et 2008 pour l'intégration et l'inclusion sociale de la population immigrée sont notamment axés sur le recrutement d'immigrés, sur un programme pilote d'action positive pour employer davantage d'immigrés dans le secteur public et encourager l'entrepreneuriat parmi les immigrés.

Pologne

Tout étranger travaillant en Pologne est traité comme un citoyen polonais pour ce qui est des conditions de travail et de la rémunération. Le droit polonais interdit toute forme de discrimination à l'encontre des employés au motif de leur nationalité ou de leur origine ethnique.

Espagne

Des recherches aboutissant à des propositions d'amendement de la législation et de changement de la pratique concernant les immigrés sont menées régulièrement dans des domaines comme l'égalité des conditions de travail, la sécurité sociale, l'emploi et la participation au marché de l'emploi. Par ailleurs, il existe des programmes de micro crédits et d'aide à la création d'entreprises et à l'emploi indépendant.

*Promouvoir l'égalité dans l'accès à l'emploi ...
en adoptant la gestion de la diversité dans la politique
des ressources humaines des entreprises et des
organisations gouvernementales
et non gouvernementales
(Paragraphe 26.d de la Déclaration de Helsinki)*

Belgique

Le Ministère fédéral de la Fonction publique, de l'Intégration sociale et de l'Egalité des chances a adopté un plan d'action pour 2005-2007 afin de promouvoir la diversité dans la fonction publique fédérale. Une cellule « diversité » a été créée au sein du Service public fédéral afin de stimuler, de coordonner et d'évaluer la politique menée en faveur de la diversité.

En 2007, Selor (bureau de recrutement d'un certain nombre d'administrations et de services publics de Belgique) a lancé sur son site Web www.selor.be une vidéo sur les processus de sélection afin de dénoncer certains préjugés, notamment au sujet des candidats à un emploi appartenant à des minorités ethniques ou culturelles.

Des projets de long terme ont été lancés au niveau fédéral avec les partenaires sociaux et les organisations de groupes minoritaires pour mieux faire correspondre l'offre et la demande sur le marché du travail, améliorer l'accès au travail et à la formation et soutenir la diversité au sein des PME et parmi les représentants de salariés. Les concepteurs des projets et les consultants sur la diversité aident les organisations à mettre en œuvre leur politique de diversité, et les partenaires sociaux régionaux à élaborer des plans de travail sectoriels en faveur de la diversité.

En **Région flamande**, un mélange équilibré d'instruments a été mis en place à différents niveaux pour appliquer une politique active d'égalité sur le marché de l'emploi. Au niveau local, des projets de longue durée ont été lancés avec les partenaires sociaux et organisations de groupes minoritaires, pour améliorer la correspondance entre l'offre et la demande, l'accès à l'emploi et à la formation, et le soutien à la diversité pour les PME et les représentants d'employés. Les échanges d'expériences entre et avec les entreprises sont encouragés par divers projets en la matière. Au niveau intermédiaire, des accords ont été conclus avec les divers secteurs : des consultants sont disponibles pour établir des plans de travail sectoriels sur la diversité. Au niveau régional, les partenaires sociaux disposent d'un réseau de développeurs de projets qui soutient les différents organismes (entreprises, institutions et autonomies locales) dans la mise en œuvre de leur politique de diversité. Enfin, au niveau de l'entreprise, le gouvernement flamand soutient des projets et exemples de bonnes pratiques en faveur de la diversité par le biais d'un réseau de consultants. Les groupes ethniques minoritaires sont l'un des trois grands groupes cibles des politiques d'égalité de l'emploi.

Depuis 2007, la **Région wallonne** développe une politique globale en matière de gestion de la diversité des ressources humaines dans les entreprises et les organisations. Celle-ci repose sur 2 approches : d'une part, une approche « bénéficiaires » liée aux actions positives menées selon les

besoins des bénéficiaires (coaching professionnel, chapitre sur l'égalité des chances dans les conventions sectorielles en matière de formation et d'insertion professionnelles, convention cadre entre le FOREM et les CPAS, projet « internationations »...); d'autre part, une approche « employeurs », elle-même articulée autour de 3 mesures :

- une charte diversité conclue entre le Gouvernement wallon et les partenaires sociaux des différents secteurs d'activité (3 secteurs d'activité ont déjà ratifié cette charte), d'un côté, et les entreprises (près de 100 chartes ont été ratifiées à ce jour par des entreprises et des organisations), de l'autre ;
- des aides à la diversité en matière de gestion des ressources humaines (GRH) dans les entreprises et les organisations. Il s'agit d'aides renouvelables de 10 000 euros que les entreprises peuvent solliciter pour 4 types de démarches : (i) autodiagnostic de leur GRH sous l'angle de la diversité ; (ii) définition d'une politique de GRH, axée sur la diversité ; (iii) mise en œuvre ; et (iv) évaluation de cette politique ;
- un prix annuel wallon « Diversité et GRH dans les entreprises et les organisations », qui récompense chaque année, depuis 2007, une pratique de ressources humaines particulièrement pertinente en matière de gestion de la diversité ; un prix de 25 000 euros est remis à 4 lauréats sélectionnés parmi 4 catégories d'entreprises : les très petites, petites et moyennes entreprises ; les grandes entreprises ; les associations sans but lucratif ; et les services publics.

République tchèque

Des recherches ont été effectuées par le Ministère du travail et des Affaires sociales pour recueillir les informations nécessaires sur les principes et avantages de la gestion de la diversité. Les recommandations du Ministère seront utilisées pour l'élaboration des futures politiques en la matière.

Danemark

L'autorité danoise des employeurs publics (Personalestyrelsen), régie par le Ministère des finances, a lancé plusieurs activités de promotion de la diversité parmi les employés et les responsables dans les institutions publiques. De même, les municipalités, en tant qu'employeurs, oeuvrent avec la diversité dans le recrutement, les ressources humaines et le management. Le Ministère des réfugiés, des immigrés et de l'intégration a mis au point en 2006 un programme pour favoriser la diversité sur le marché de l'emploi.

Espagne

Les autorités proposent un soutien aux activités innovantes et encouragent l'échange de bonnes pratiques sur la gestion de la diversité. En outre, elles tiennent compte de la gestion de la diversité dans l'élaboration de plans d'action visant à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises.

*Promouvoir l'égalité dans l'accès à l'emploi ...
en encourageant la participation des migrants aux
syndicats et comités d'entreprise, en contribuant ainsi
à leur intégration sur le lieu du travail*

(Paragraphe 26.e de la Déclaration de Helsinki)

Belgique

La **Région wallonne** est sur le point de conclure avec les deux syndicats représentés au Conseil économique et social de la Région wallonne une convention visant à soutenir le travail syndical pour la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'emploi. Les moyens octroyés par la Région wallonne devront permettre aux deux organisations syndicales (i) de mener une réflexion sur le travail syndical contre la discrimination, y compris la gestion de la diversité des ressources humaines dans les entreprises, et de formaliser celui-ci ; (ii) de stimuler et de conseiller une démarche syndicale coordonnée de lutte contre la discrimination ; (iii) d'élaborer un outil négocié soutenant les objectifs de la lutte contre la discrimination et de la gestion de la diversité des ressources humaines dans les entreprises ; (iv) d'organiser des modules de sensibilisation et de formation des délégués, animateurs et permanents syndicaux.

République tchèque

Les syndicats sont représentés au sein de la Commission du Ministère du travail et des affaires sociales pour l'intégration des étrangers. Dans cet organe consultatif, les syndicats peuvent, dans une certaine mesure, influencer l'élaboration des politiques. De plus, ils sont régulièrement informés sur les questions d'actualité en matière d'intégration et encouragés à favoriser l'intégration des étrangers sur le lieu de travail.

Allemagne

Les migrants ont le droit de former des syndicats, comme prévu par la Constitution. De plus, ils peuvent participer librement à l'élection des membres des conseils d'entreprises. En tant qu'organes représentant les intérêts des employés, ces conseils sont élus par tous les employés des entreprises, quelle que soit leur nationalité.

Espagne

Le Plan national pour l'alliance des civilisations (Ordonnance PRE/45/2008 du 21 janvier) encourage la présence d'immigrés dans la gestion des syndicats et l'implication des associations de migrants dans la promotion de l'éducation civique.

Prévenir l'exploitation des travailleurs migrants et la migration irrégulière

Renforcer les règlements et le suivi des conditions de travail décentes en accord avec les normes européennes et internationales pour prévenir l'exploitation, le travail irrégulier et pour réduire la compétition inégale avec les travailleurs nationaux

(Paragraphe 27 de la Déclaration de Helsinki)

République tchèque

Le Code du travail et la Loi sur l'emploi prévoient des mesures spéciales contre la discrimination. Dès leur embauche, les employés étrangers ont les mêmes droits que les ressortissants tchèques, y compris la possibilité de déposer une requête devant un tribunal. La politique pour l'intégration des immigrants définit plusieurs domaines dans lesquels l'accès des étrangers au marché de l'emploi peut être simplifié et pour lesquels plusieurs mesures sont prévues (en particulier, renouvellement du permis de travail et simplification des conditions administratives). Les projets d'ONG visant à aider les immigrants sur le marché de l'emploi font l'objet de financements publics.

Une commission interministérielle a été créée pour résoudre les problèmes d'emploi illégal des étrangers en République tchèque.

Danemark

Des fonctionnaires procèdent à des inspections de sécurité et de santé sur le lieu de travail dans le cadre de la politique nationale pour garantir des conditions de travail décentes. Les questions de salaire et de conditions d'emploi de travailleurs individuels, y compris de migrants en situation régulière, sont réglementées par des conventions collectives entre les partenaires sociaux. La conformité avec les dispositions des conventions collectives est contrôlée par les partenaires sociaux eux-mêmes sur le lieu de travail. Le Danemark a ratifié les grandes conventions internationales sur les normes de travail et rend régulièrement compte de la conformité avec ces conventions.

Finlande

L'égalité et la non-discrimination dans la vie professionnelle ont été promues par le biais de projets subventionnés en partie par l'Union européenne. La législation a été améliorée en ce qui concerne la mise en oeuvre des directives de l'Union européenne sur la discrimination et également sur la base des conditions nationales. Par exemple, la Loi sur les obligations et responsabilités des parties contractantes en cas de sous-traitance, entrée en vigueur en 2006, améliore la position au regard du droit du travail des employés étrangers. Ces dernières années, davantage de ressources ont été accordées à l'autorité chargée de contrôler la sécurité au travail et les conditions d'emploi de travailleurs étrangers.

La nouvelle Loi sur la sécurité et la santé au travail et la coopération pour la sécurité et la santé sur le lieu de travail (44/2006) renforce le pouvoir de l'autorité de la protection au travail d'obtenir des informations et de procéder à des inspections. Cette loi est entrée en vigueur le 1er février 2007.

Italie

Un comité national de pilotage sera créé dans le but de coordonner les actions de prévention de l'exploitation illégale au travail et de proposer de nouvelles mesures pour promouvoir l'emploi légal des travailleurs de l'économie clandestine.

Depuis 2006, le Ministère du travail et de la sécurité sociale et le Ministère de l'Intérieur soutiennent des programmes régionaux pour contrôler et lutter contre le travail clandestin, et pour améliorer la conformité avec les réglementations sur les conditions de travail. Les enquêtes se sont intensifiées durant l'été 2006 avec des interventions quotidiennes au niveau local.

Norvège

Alors que l'immigration de la main-d'œuvre augmente, les politiques nationales s'attachent de plus en plus à renforcer les réglementations et à faire respecter des conditions de travail décentes pour empêcher l'exploitation, l'emploi clandestin et pour réduire la concurrence inéquitable avec les travailleurs nationaux. Cependant, il existe des preuves de conditions inacceptables en termes de santé et de sécurité, de salaires et d'heures de travail et de « dumping social ».

En tant que pays de l'EEE, la Norvège a mis en œuvre la Directive sur les conditions de détachement des travailleurs (1996/71/CE). Dans une vaste mesure, les réglementations norvégiennes s'appliquent donc aux travailleurs étrangers affectés temporairement en Norvège dans le secteur de la prestation de services.

Pologne

Conformément à la législation, tous les employés en situation régulière ont les mêmes droits, quelle que soit leur nationalité. Depuis le 1er juillet 2007, l'Inspection nationale du travail est chargée de veiller à la légalité de l'emploi et des conditions de travail. Les inspections sur les lieux de travail sont fréquemment effectuées en coopération avec les douanes, ce qui permet en outre de contrôler la légalité de la présence des étrangers sur le territoire.

Espagne

En 2004, la Direction générale adjointe de la sécurité sociale et de l'économie parallèle a été créée pour élaborer des plans et protocoles d'action concernant notamment les travailleurs étrangers. Les inspections se sont intensifiées en 2005 à la suite du programme de régularisation pour les étrangers en situation irrégulière. En plus des inspections, des campagnes d'information et d'éducation sur les droits et obligations des travailleurs sont encouragées. La réglementation sur les ressortissants étrangers a pour objectif de renforcer l'efficacité des contrôles de la légalité contre l'emploi clandestin en infligeant une amende de 60 000 euros aux employeurs qui violent constamment les règles d'emploi de travailleurs étrangers.

Législation et mesures pour combattre la discrimination

Renforcer la législation et les mesures pratiques pour lutter contre les violences et les discriminations y inclus le harcèlement des travailleurs migrants sur le lieu de travail, en tenant compte des instruments pertinents du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne et d'autres instances internationales

(Paragraphe 28 de la déclaration de Helsinki)

Belgique

En **Région flamande**, le gouvernement a approuvé le 3 juillet 2008 un décret sur la lutte contre la discrimination, qui sert un cadre général à une politique globale d'égalité des chances et permet de combattre la discrimination dans tous les domaines de compétence de l'administration de la région. Ce décret transpose une directive de l'Union européenne contre la discrimination et va même au-delà. En plus de ce cadre, le décret prévoit la mise en place d'une série de centres coordonnés anti-discrimination au niveau local, dans des villes flamandes et à Bruxelles.

En **Région wallonne**, le gouvernement a adopté le 17 juillet 2008 un accord de coopération avec le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Selon l'accord, le Centre est chargé de mener diverses activités dans le cadre des décrets régionaux anti-discrimination, en particulier, de faire appliquer les Directives 2000/78/CE et 2000/43/CE de l'Union européenne. Celles-ci prévoient notamment de proposer (i) des services de conciliation aux victimes de discrimination, (ii) des informations et des campagnes de sensibilisation, (iii) des formations, (iv) des conseils juridiques, et (v) une assistance aux victimes qui portent plainte pour discrimination.

Croatie

Selon les amendements de 2006 au Code pénal, la haine raciale à l'origine de crimes (en particulier menaçant la vie et le corps ainsi que les biens) doit être considérée comme une circonstance aggravante.

Danemark

La Loi relative à l'interdiction de la discrimination met hors-la-loi la discrimination pour des raisons ethniques, de couleur, de religion ou de croyance, d'opinion politique, d'orientation sexuelle, d'âge, de handicap ou d'origine nationale, sociale ou ethnique. En mai 2003, la Loi sur l'égalité de traitement ethnique a été adoptée par le Parlement danois. Cette loi vise à garantir un niveau élevé de protection contre la discrimination raciale et à mettre en oeuvre dans le droit de danois les dispositions sur le non emploi de la Directive relative à l'égalité raciale de l'Union européenne. En décembre 2007, le Ministère de l'emploi a présenté un projet de loi au Parlement selon lequel il importait de créer un Conseil sur l'égalité de traitement. Ce projet de loi devrait

entrer en vigueur au 1er janvier 2009. Le Conseil remplacera le Comité des plaintes actuel pour l'égalité de traitement au sein de l'Institut des droits de l'homme chargé d'étudier les plaintes individuelles de discrimination raciale dans le marché du travail et en dehors.

Finlande

Un comité chargé de présenter de nouveaux textes de loi anti-discrimination a été créé par le Ministère de la justice en 2007. Ce comité a soumis son rapport provisoire en février 2008.

Allemagne

Tous les immigrants employés légalement en Allemagne sont couverts par les dispositions anti-discriminatoires et de promotion du droit social et du travail sans restrictions. Entrée en vigueur le 18 août 2006, la Loi générale relative à l'égalité de traitement a pour but de prévenir et d'éradiquer la discrimination fondée sur l'origine raciale ou ethnique, le sexe, la religion ou la croyance, le handicap, l'âge ou l'identité sexuelle.

Le Forum contre le racisme a été créé en Allemagne pour servir de lieu d'échanges propice à l'échange d'expériences et au dialogue entre les représentants d'ONG et les organismes publics sur des questions de la lutte contre le racisme et la xénophobie. Les résultats de ces échanges sont pris en compte dans l'élaboration des politiques au niveau ministériel.

Depuis 2000, l'Alliance pour la démocratie et la tolérance – Contre l'extrémisme et la violence permet à différents secteurs de la société civile consacrés à la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et la violence de coopérer et de se soutenir mutuellement. L'Alliance remet le prix « Ambassadeur de la démocratie et de la tolérance » et organise le concours « En action pour la démocratie et la tolérance » et la compétition Viktor Klemperer, destinée aux jeunes.

Italie

Les travailleurs venant de pays non membres de l'Union européenne employés en Italie peuvent prétendre aux mêmes droits que les travailleurs italiens, comme par exemple, la liberté d'organiser des activités syndicales, le droit de faire grève et d'autres droits syndicaux.

Le 18 octobre 2005, l'Office pour la promotion de l'égalité de traitement et l'abolition de la discrimination fondée sur l'origine ethnique ou raciale a signé avec des syndicats et des organisations d'employeurs une déclaration commune d'intention portant sur une série de mesures de lutte contre la discrimination raciale sur le lieu de travail.

Des formations sur la législation anti-discrimination, notamment sur les lieux de travail, ont été dispensées en vue d'enrichir les connaissances et de diffuser des exemples de bonnes pratiques en la matière. Un projet pilote de formation professionnelle pour combattre la discrimination sur le travail a été mis au point.

En mai 2008, l'Office pour la promotion de l'égalité de traitement a organisé la première foire à l'emploi en collaboration avec Sodalitas (centre de développement CSR) et plusieurs sociétés italiennes de premier plan. L'objectif de la foire était de surmonter les discriminations potentielles existantes en proposant aux personnes défavorisées des offres d'emploi et de passer des entretiens.

Norvège

Adopté par le Storting en juin 2005 et entrée en vigueur le 1er janvier 2006, la Loi anti-discrimination interdit la discrimination fondée sur l'ethnicité, l'origine nationale, ou familiale, la couleur, la langue, la religion ou la croyance. Elle protège contre la discrimination directe et indirecte. De plus, elle sanctionne le harcèlement, les incitations à la discrimination et les représailles contre les personnes qui déposent ou ont l'intention de déposer une plainte au motif d'une violation de cette loi.

La Loi relative à l'Ombudsman et au Tribunal pour l'égalité et la lutte contre la discrimination a été adoptée par le Storting en juin 2005 et est entrée en vigueur le 1er janvier 2006. Les nouveaux mécanismes (Ombudsman et Tribunal) prendront des décisions sur des plaintes individuelles de discrimination et enquêteront sur des incidents liés à des infractions des lois y afférentes.

Une commission chargée de proposer une législation anti-discrimination complète a été formée par le gouvernement le 1er juin 2007 et devra soumettre ses recommandations avant le 1er juillet 2009. Une recommandation partielle sur les exceptions pour les communautés religieuses a été transmise le 1er janvier 2008.

Un nouveau plan d'action contre le mariage forcé pour la période 2008-2011 a été présenté en juin 2007. Les mesures de ce plan d'action incluent : la création de postes de « conseillers des minorités » dans les établissements scolaires du secondaire (tranche d'âge concernée : 16 à 19 ans) accueillant un fort pourcentage d'élèves issus de milieux minoritaires ; le rattachement de conseillers d'intégration aux ambassades norvégiennes concernées ; et davantage de ressources aux organisations non gouvernementales luttant contre les mariages forcés au sens large.

Pologne

La discrimination fondée sur la nationalité est interdite dans la majorité des questions d'emploi (de rares exceptions s'appliquent à la fonction publique, mais les dispositions pertinentes sont conformes au droit communautaire).

Espagne

Un cadre juridique est en place pour lutter contre la discrimination fondée sur l'origine raciale et ethnique dans tous les domaines (par exemple, l'éducation les soins de santé, les prestations et services sociaux). La législation existante a été modifiée le cas échéant et deux nouveaux organes ont été créés. Tout d'abord, l'Observatoire sur le racisme et la xénophobie, qui a vu le jour en 2004, réalise des études régulières sur la situation du racisme et de la xénophobie en Espagne et promeut le principe d'égalité de traitement et l'absence de discrimination dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la santé, du logement et des services et prestations sociales. Ensuite, conformément au Décret royal 1262/2007, le Conseil pour l'égalité de traitement et la non-discrimination de personnes au vu de leur origine raciale et ethnique a été créé pour aider les victimes, réaliser des études et rapports, et formuler des recommandations et propositions. Parmi les mesures pertinentes, citons la mise en place d'espaces de discussions sur les bonnes pratiques, le soutien à des activités à l'intention des victimes de la discrimination et le lancement d'activités sur la lutte contre la discrimination dans le sport.

III

LES DEFIS POUR LES POLITIQUES DE GESTION DES MIGRATIONS

Gestion des migrations

En s'inspirant du rapport « Vers une stratégie de gestion des migrations », promouvoir une stratégie de gestion des migrations et intensifier le dialogue pour gérer efficacement les questions de migration.

(Par. 29 de la Déclaration d'Helsinki)

Croatie

Le premier document de la politique migratoire de la Croatie, qui couvre la période 2007/2008, a été adopté par le Parlement croate le 13 juillet 2007. Ses éléments clés sont la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la gestion des migrations et la coopération internationale pour la gestion des migrations, les mesures de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile, l'intégration des migrants légaux et le retour volontaire des migrants irréguliers. Un plan d'action en vue de la mise en œuvre de cette politique est en préparation.

Danemark

Les règles concernant la résidence permanente ont été élaborées pour encourager l'intégration dans le marché du travail et, plus généralement, dans la société. Le plan du gouvernement danois en matière de recrutement international (octobre 2007), intitulé « Le Danemark – un bon lieu de travail », est un plan cohérent et complet qui couvre les divers aspects du recrutement à l'international, y compris l'image du pays à l'étranger et les mesures destinées à aider les travailleurs étrangers à s'intégrer dans la société danoise.

Le 28 février 2008, le gouvernement a décidé de simplifier l'accès de la main d'œuvre venant de pays n'appartenant pas à l'Union européenne aux entreprises danoises. Cette décision s'inscrivait dans un train de mesures destinées à soutenir le développement des entreprises danoises et elle a été inscrite dans un projet de loi qui a été présenté au Parlement le 27 mars 2008. Les principales dispositions de cette loi incluent la libéralisation des règles existantes (programme de la carte verte) et quelques mesures nouvelles telles que le « programme de permis d'entreprise ».

Le Ministère des réfugiés, de l'immigration et de l'intégration a été établi en 2002 afin d'améliorer la coordination et de maximiser la cohérence du développement et de la mise en œuvre des politiques et des initiatives relatives aux réfugiés, aux migrations et au retour dans le pays, et à l'intégration.

Moldova

Le Plan d'action 2006-2007 sur les migrations et l'asile est un des principaux documents définissant les directions de la politique de gestion des migrations. Il contient des mesures dans les domaines de l'immigration et de l'émigration et plus particulièrement des migrations de la main d'œuvre. Le Plan d'action 2008-2009 est en cours de préparation.

Au niveau du gouvernement, le dialogue sur l'élaboration de la politique est mené par la Commission sur les migrations. Cet organe a été créé afin d'améliorer l'efficacité de la gestion des migrations. Le dialogue se poursuit aussi au niveau des syndicats et des organisations de patrons qui participent à divers projets avec les instances nationales sur les migrations.

Espagne

Les nouvelles dispositions de la Loi sur les ressortissants étrangers ont été approuvées par décret royal le 30 décembre 2004 après de longues consultations avec les acteurs politiques, sociaux et économiques de tous niveaux du pays. Dans la mesure où ces dispositions constituaient un important changement de direction dans la politique migratoire, il était important qu'elles se fondent sur un large consensus : elles ont pour principal objet de garantir aux étrangers les mêmes droits et les mêmes libertés qu'aux ressortissants espagnols.

Un organe tripartite permanent, composé de représentants des syndicats, des organisations de patrons et de l'administration publique, a été constitué conformément à ces nouvelles dispositions. Il a pour mission de fournir des conseils sur la gestion des migrations et plus spécialement de veiller à ce que la politique migratoire permette de satisfaire les demandes du marché du travail laissées sans réponse par la main d'œuvre nationale.

Développer les voies de migration régulière

Développer les voies de migration régulière, entre autres :

en poursuivant des politiques ouvertes et transparentes concernant la migration de main d'œuvre et en établissant, si nécessaire, des dispositions concernant le statut juridique des travailleurs temporaires

(Par. 30 de la Déclaration d'Helsinki)

République tchèque

Il existe depuis 2003 un projet pilote de sélection des travailleurs étrangers qualifiés. Lancé à l'initiative du Ministère du travail et des affaires sociales, c'est un programme qui aide les experts étrangers qui souhaitent travailler en République tchèque. Il leur donne accès à des permis de résidence permanents en un laps de temps sensiblement inférieur à la norme et crée les conditions voulues pour la réussite de leur intégration sans qu'ils aient à abandonner leur culture, leurs coutumes ou leur langue.

Danemark

En juillet 2002, une procédure accélérée – le programme de carte de travail – a été mise en œuvre. La liste des professions souffrant d'un manque de main d'œuvre qualifiée a été dressée. Le programme a été reconduit en avril 2006. Un nouveau système à base de points (le programme de carte verte) a également été introduit. En octobre 2007, le gouvernement danois a présenté un nouveau plan de recrutement international nommé « Le Danemark : un bon lieu de travail », et le 28 février 2008, le gouvernement a décidé de simplifier l'accès de la main d'œuvre venant de pays n'appartenant pas à l'Union européenne aux entreprises danoises. Cette décision a été inscrite dans un projet de loi qui a été présenté au Parlement le 27 mars 2008.

Finlande

La Finlande dispose de plusieurs mécanismes pour la mise en œuvre du Programme de politique migratoire et du Programme gouvernemental adopté en mars 2007 pour accroître l'immigration liée au travail. Ils comprennent la préparation d'un Plan d'action sur la migration de la main d'œuvre et d'une Stratégie nationale pour attirer la main d'œuvre, le renforcement de la coopération avec les pays d'origine en vue du recrutement de travailleurs de pays tiers, l'élaboration d'un système d'orientation des travailleurs migrants et d'un système d'octroi de permis de résidence aux personnes employées, afin de simplifier les procédures et d'accroître les migrations de la main d'œuvre.

Le système de permis pour l'immigration des travailleurs va être modifié pour éliminer les problèmes découlant des dispositions de la Loi sur les étrangers concernant le travail des

étrangers, notamment leur complexité. En application de la section 81 de la Loi sur les étrangers, les ressortissants étrangers peuvent travailler dans certaines professions pendant un maximum de trois mois sans avoir besoin d'un permis de résidence.

Espagne

Plusieurs initiatives ont été lancées dont l'établissement d'un catalogue ou d'une liste des professions souffrant de pénuries de main d'œuvre, afin de donner aux migrants potentiels et aux employeurs espagnols des informations précises sur les besoins du marché du travail. Le visa de recherche de travail a été renforcé et une banque de données a été constituée pour permettre les échanges d'informations entre les divers ministères intéressés par l'octroi de visas et de permis de résidence et de travail (Ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, du travail et des affaires sociales).

Développer les voies de migration régulière, entre autres :

en établissant des règles claires sur le recrutement et le statut juridique de la main d'œuvre étrangère, permanente ou temporaire, en tenant compte également des aspirations des migrants (amélioration des qualifications et formation continue; préparation et aide au retour et renouvellement des contrats à des intervalles bien définis.

(Par 30.b de la Déclaration d'Helsinki)

République tchèque

Plusieurs mesures visant à simplifier les règles concernant l'emploi des étrangers sont en préparation. Elles visent à étendre à deux ans la validité des permis de travail, à faciliter l'accès des étudiants étrangers et des diplômés des écoles secondaires et des universités tchèques au marché du travail, à introduire un système de permis de travail unique en éliminant le permis pour les employeurs qui souhaitent employer des étrangers, et à introduire une « période de protection » pour les immigrants qui perdent leur emploi pour des raisons indépendantes de leur travail, leur permettant ainsi de rester sur le territoire tchèque pendant qu'ils cherchent un nouvel emploi. Ces changements seront mis en œuvre grâce à un amendement de la législation du travail qui devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2009.

Allemagne

Les dispositions revues qui offrent des opportunités de migration de main d'œuvre légale aux ressortissants de tiers pays ont été intégrées dans la Loi relative au séjour des étrangers depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immigration, le 1er janvier 2005. Des dispositions appropriées ont également été incluses dans l'Ordonnance sur l'emploi et l'Ordonnance sur les procédures d'emploi.

Italie

Le travail d'un employé fournissant des services à un employeur et/ou une organisation est régi par un « contrat de séjour » qui définit les rapports entre un employeur et un employé qui n'est pas citoyen d'un pays de l'Union européenne. Il doit contenir une disposition ou une garantie de l'employeur qu'un logement (respectant les conditions minimum prescrites par le droit public) est mis à la disposition de l'employé et que l'employeur doit payer le billet de retour de l'employé dans son pays d'origine. Le contrat devrait constituer un droit valide à l'octroi d'un permis de séjour à l'employé.

L'employeur doit faire une demande de permis de travail et de séjour (résidence) au Bureau de l'immigration de la province où l'emploi est situé. La police et l'agence provinciale pour l'emploi donnent leur avis sur cette demande. En cas d'avis positif (*nulla osta*), le Centre pour l'emploi vérifie qu'il n'y a pas de travailleur résidant (italien ou étranger) disponible pour l'emploi en

question. Une fois cela confirmé, le Bureau de l'immigration invite l'employeur à signer un contrat de séjour préparé sur la base du contrat de travail envisagé et le nulla osta est transmis à l'Ambassade italienne du pays d'origine de l'employé en puissance pour qu'il lui soit délivré un visa d'entrée en Italie. Dans les 8 jours suivant son entrée, l'employé étranger doit se présenter au Bureau de l'immigration pour signer le contrat et, après l'avoir identifié (photo et empreintes digitales), la police lui donne le permis de séjour.

Moldova

Une loi sur la migration de la main d'œuvre a récemment été adoptée afin d'en améliorer le cadre juridique. Elle énonce des règles concernant l'octroi du statut de travailleur immigrant, l'émigration à l'étranger à des fins d'emploi et l'octroi de licences aux agences privées offrant des emplois à l'étranger.

Pologne

Les règles concernant l'accès des étrangers au marché du travail, leur statut légal pendant leur séjour et la reconnaissance de leurs compétences professionnelles sont inscrites dans les dispositions des lois appropriées. La Pologne n'a pas de système de quotas concernant l'emploi des étrangers.

Espagne

Les règles du programme régissant l'octroi des permis de résidence et de travail édictent des procédures et des conditions précises. Le catalogue des professions souffrant de pénuries de main d'œuvre permet aux employeurs d'identifier les postes qui peuvent être remplis par la main d'œuvre étrangère. Des procédures spéciales couvrent les travailleurs saisonniers : elles portent sur la durée des contrats, le logement et les frais de déplacement. Le travailleur saisonnier doit s'engager par écrit à rentrer dans son pays, engagement qui, s'il est respecté, lui permet d'obtenir un autre contrat et un permis de travail l'année suivante. Après 4 ans de travail saisonnier, le travailleur peut chercher du travail saisonnier dans n'importe quel secteur de n'importe quelle partie du pays. De plus, le programme de quotas annuels pour les travailleurs n'appartenant pas à l'Union européenne a été assoupli pour permettre d'offrir des postes réguliers et saisonniers.

Développer les voies de migration régulière, entre autres :

en mettant à la disposition des migrants potentiels une information claire et complète, si possible dans une langue appropriée, concernant les conditions d'entrée, de séjour et de travail ; les conditions de vie et de la culture du pays de destination ; le système politique et juridique (réglementation en matière de migration) ; la situation sur le marché du travail.

(Par. 30c de la Déclaration d'Helsinki)

Azerbaïdjan

Les agences de l'État qui réglementent les migrations de la main d'œuvre fournissent aux migrants potentiels une information complète sur les conditions d'entrée, de séjour et de travail ainsi que sur les conditions de vie et la culture du pays de destination.

République tchèque

Des campagnes d'information sont menées dans divers pays par le biais de la coopération étrangère pour le développement.

Danemark

Les informations sur le site web du Ministère des réfugiés, de l'immigration et de l'intégration et du Service de l'Immigration danoise (www.newtodenmark.dk) sont données en danois et en anglais. Elles présentent une vue d'ensemble des conditions d'entrée, de la réglementation des migrations et d'autres renseignements utiles. Le site donne également des informations générales sur la société danoise dans la langue des principaux groupes d'immigrants. Le Ministère des sciences, de la technologie et de l'innovation a aussi un site web, www.workindenmark.dk, à l'intention spécifique des travailleurs migrants, qui donne des renseignements sur le travail au Danemark et la société danoise.

Allemagne

Le site web de l'Agence fédérale pour l'emploi (www.arbeitsagentur.de) donne des informations sur les possibilités d'emploi pour les ressortissants de tiers pays. Le site du Bureau fédéral des affaires étrangères (www.auswaertiges-amt.de) donne, en allemand et en anglais, des renseignements généraux sur l'Allemagne, la science et les opportunités de recherche, les études et le travail, et les procédures d'entrée et de séjour en Allemagne.

Italie

En septembre 2007, le Ministère de la solidarité sociale a publié un manuel « L'immigration : comment, quand et où » en coopération avec le CIES (Centro Informazione ed Educazione allo Sviluppo) et l'IPRS (Istituto Psicoanalitico per le Ricerche Sociali) à l'intention des migrants déjà dans le pays et de ceux pas encore arrivés en Italie mais souhaitant apprendre les diverses manières d'y entrer.

En outre, les employeurs, Italiens et étrangers, peuvent y trouver des informations sur les moyens d'accompagner leurs employés sur la voie de l'intégration. Le manuel est disponible en 8 langues (italien, anglais, français, albanais, espagnol, russe, chinois et arabe).

Moldova

Des activités visent à informer les migrants et les migrants potentiels des risques des migrations irrégulières, des conditions d'emploi légal à l'étranger et des conditions de vie dans les pays de destination. Les bureaux de l'Agence nationale pour l'emploi ont aussi organisé de nombreuses émissions de radio et de télévision et briefings de la presse locale sur la situation du marché de l'emploi dans les pays de destination les plus fréquents des Moldaves et sur la prévention des migrations illégales. En 2007-2008, les instances nationales compétentes, avec la coopération de l'Organisation internationale pour les migrations, ont lancé une campagne nationale d'information sur le processus de migration à l'intention des jeunes pour les informer des réalités des migrations illégales et de l'emploi. En 2008, trois centres d'information pour les migrants doivent être ouverts au sein des bureaux régionaux de l'Agence nationale pour l'emploi. Ils offriront des informations sur les processus de migration, les opportunités d'emploi et les avantages sociaux en Moldova.

Norvège

Le site web de la Direction de l'immigration (www.udi.no) donne des informations claires, complètes et en plusieurs langues sur les conditions d'entrée, de résidence et de travail en Norvège. De nombreuses ambassades norvégiennes affichent également ces informations sur leurs sites web, facilement accessibles par l'intermédiaire du site officiel de la Norvège (www.norway.info)

De plus, le site www.nyinorge.no fournit des informations en plusieurs langues à l'intention des immigrants nouvellement arrivés ainsi que des résidents des centres d'accueil des demandeurs d'asile. Elles couvrent les frais d'étude pour l'apprentissage du norvégien, le système éducatif, les services de santé et le travail dans le pays .

Pologne

Le Ministère du travail et de la politique sociale offre des informations en russe, anglais et polonais sur le travail et les conditions d'emploi sur son site web. Des informations – aussi en plusieurs langues – sur les permis sont affichées sur les sites web des Voivodeship Offices. Le site web du Ministère du travail et de la politique sociale contient aussi des informations à l'intention des Polonais qui quittent temporairement le pays pour offrir des services transfrontaliers.

Lutte contre la traite et le trafic des personnes

Lutter contre la traite et le trafic des personnes et l'exploitation des migrants, entre autres :

en développant des politiques nationales et des plans d'action pour assurer la protection et l'assistance effectives aux victimes du trafic et de la traite, notamment aux femmes et aux enfants ainsi qu'aux mineurs non-accompagnés.

(Par. 31a de la Déclaration d'Helsinki)

Azerbaïdjan

Le Plan national d'action pour la lutte contre le trafic des personnes a été adopté pour garantir la protection et l'assistance effectives aux victimes du trafic et de la traite. Il définit les principales responsabilités de la lutte contre la traite des personnes, leur mise en œuvre par les divers acteurs et la coordination par le Coordinateur national (le Vice-ministre de l'intérieur). Il prévoit aussi la création d'une unité spéciale de la police chargée de la lutte contre la traite des personnes et inclut des mesures visant à renforcer le cadre juridique et à protéger les victimes. Conformément au Plan national d'action, un Département de la lutte contre le trafic des personnes et une unité spéciale de police ont été créés au sein du Ministère de l'intérieur. Une loi sur la lutte contre le trafic des personnes a été adoptée le 28 juin 2005.

En octobre 2006, le gouvernement a ouvert le premier centre d'accueil des victimes du trafic des personnes : il offre des soins à court terme et accès à des services juridiques, médicaux et psychologiques. Des stages spéciaux de formation ont été organisés à l'intention du personnel en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux. Un numéro de téléphone vert a été créé. Un centre d'aide aux victimes a été constitué au sein du Ministère du travail et de la protection sociale de la population pour aider les victimes à se réinsérer dans la société, leur fournir le soutien requis pour leur réadaptation et leur donner accès aux services éducatifs, médicaux, juridiques, professionnels et psychologiques voulus. Un fonds spécial de l'État fournit une aide financière aux victimes du trafic des personnes pour faciliter leur réinsertion.

La société civile joue un grand rôle dans les mesures gouvernementales contre le trafic. Plus d'une trentaine d'ONG offrent leur aide aux victimes du trafic et contribuent à assurer leur sécurité et leur réinsertion. Un projet de lignes directrices visant à améliorer le système d'identification des victimes du trafic des personnes a été soumis à l'approbation du Cabinet des Ministres.

Belgique

Depuis plusieurs années, la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains est l'une des priorités du gouvernement belge. La loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantile a introduit une incrimination spécifique de la traite des êtres humains. Elle a été complétée par la loi du 12 août 2005 qui vise entre autres à mettre la loi belge en conformité avec les dispositions européennes et internationales en la matière. La Belgique a mis sur pied en 1995 un mécanisme de coordination de lutte contre le trafic et la traite des êtres humains. Ce mécanisme, qui a pris la forme d'une cellule interdépartementale de coordination, a été renforcé par un arrêté royal du 16 mai 2004.

Bulgarie

Le code pénal sanctionne tous les aspects du trafic des êtres humains : embauche, transport, transfert, logement et acceptation/reception de victimes du trafic.

La Loi sur la lutte contre le trafic des êtres humains régit les aspects non couverts par le code pénal, dont la prévention, la protection des victimes et leur réinsertion dans la société : elle établit un régime général et spécial de protection et d'aide aux victimes. La Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels et leur indemnisation financière est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Un élément clé des mesures de lutte contre le trafic des êtres humains est la protection des témoins. Elle inclut, le cas échéant, la protection personnelle, le logement clandestin temporaire, la réinstallation et la protection de la propriété des victimes. Des mesures ont également été prises pour la protection des enfants : à l'heure actuelle, il existe trois Centres de crise pour les enfants victimes du trafic des êtres humains.

Croatie

Un Comité national de lutte contre la traite des êtres humains a été créé en 2002. Son travail est épaulé par un coordinateur national et une équipe opérationnelle. Les activités de lutte contre le trafic des personnes sont inscrites dans le programme national, les plans opérationnels annuels et le plan national de lutte contre la traite des enfants. De plus, la Loi sur les étrangers du 13 juillet 2007 inclut des dispositions concernant l'octroi, pour raisons humanitaires, d'un permis de résidence temporaire aux ressortissants de pays n'appartenant pas à l'Union européenne victimes du trafic des personnes.

République tchèque

Le 15 octobre 2007, le Programme de soutien et de protection des victimes de la traite des êtres humains a été approuvé par le gouvernement dans le cadre de sa Stratégie de prévention de la criminalité pour la période allant de 2008 à 2011. Il offre une aide aux victimes de la traite et les encourage à coopérer avec les instances policières et judiciaires appropriées. Des ONG sélectionnées leur offrent des soins de santé, des logements et d'autres services. Il couvre les hommes et les femmes qui ont fait l'objet d'un trafic à des fins de prostitution ou de travail forcé. Un programme semblable mais plus ciblé a été institué en 2007 à l'intention des ressortissants de pays n'appartenant pas à l'Union européenne qui sont entrés dans le pays avec l'aide de trafiquants.

Danemark

Le Danemark a mis en œuvre deux plans d'action : d'abord le Plan d'action de 2002 de lutte contre la traite des femmes (complété en 2005 par une annexe sur les enfants), puis le Plan d'action de 2007 de lutte contre la traite des êtres humains. Un Centre national de lutte contre la traite a été créé

afin d'améliorer et de mieux coordonner les services sociaux offerts aux victimes : des lieux de rencontre ont été établis où les victimes de la traite peuvent parler avec des travailleurs sociaux et d'autres personnes dans les mêmes circonstances qu'elles. Les femmes victimes de la traite peuvent y recevoir des conseils sociaux et juridiques et des soins de santé de base. Les Services de l'immigration en coopération avec le Centre national de lutte contre la traite veillent à ce que les victimes de la traite reçoivent des soins de santé, une aide psychologique, juridique et psychopédagogique pendant leur séjour pour les aider à surmonter leurs traumatismes psychologiques.

Finlande

Le 25 juin 2008, le gouvernement a adopté un nouveau plan national d'action contre le trafic des êtres humains qui définit les mesures à prendre par les diverses branches de l'administration. Il se place du point de vue de la victime et met l'accent sur la situation des femmes, des enfants et des enfants non-accompagnés qui entrent dans le pays. Le Code pénal considère la traite des êtres humains comme un crime. Les victimes ont droit à une période de réflexion et à un permis de résidence et elles bénéficient d'un système d'accompagnement.

Allemagne

La lutte contre la traite des êtres humains et contre l'emploi illégal se fondent sur la combinaison de divers éléments : poursuites au pénal, prévention, conseils, et protection des victimes. Les mesures de lutte contre la traite et l'emploi illégal comprennent, entre autres :

- la préparation, la mise en œuvre et la diffusion de plans destinés à aider les victimes et à garantir la coopération entre les agences de conseil et la police ;
- une analyse complexe des problèmes existants et émergents dans le domaine de la traite des êtres humains ;
- des actions lancées par les Länder (par l'intermédiaire de leurs groupes de travail) contre la traite des femmes ;
- la possibilité offerte aux victimes/témoins du trafic d'obtenir un statut de résidents.

Un grand nombre de plans d'action adoptés par le gouvernement comprennent des mesures de lutte contre la traite des êtres humains. Le gouvernement a créé un Groupe fédéral de travail sur « la traite des femmes » en 1997.

Italie

Le Fonds pour les mesures anti-traite, destiné à financer les programmes d'aide et d'intégration sociale des victimes de la traite des êtres humains, est un des instruments clés de la lutte contre le trafic des personnes. Une Commission interministérielle créée en 1999 au sein du Département pour l'égalité des chances, est chargée de diriger, suivre et programmer les ressources rassemblées dans le Fonds pour la mise en œuvre de projets.

Moldova

Le Plan national de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains a été mis en œuvre en 2005-2007 et le nouveau projet de Plan national de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains pour 2007-2009 a récemment été finalisé. Pour accroître l'efficacité des services

responsables de l'application des lois, la Loi 24-XVI « sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains » a été adoptée le 20 octobre 2005.

D'autres initiatives dans ce domaine incluent la création d'un Système national d'orientation des victimes de la traite et d'une Unité spécialisée dans la protection des victimes/témoins, au sein du Centre pour la lutte contre la traite des personnes.

Norvège

Depuis 2003, le gouvernement a élaboré plusieurs plans d'action qui servent de cadres à la lutte contre le trafic des êtres humains. Le plan en cours a été lancé en décembre 2006 et couvre la période 2007-2009.

Pologne

Depuis le 1^{er} janvier 2006, le Ministre de l'intérieur et l'administration en coopération avec la Fondation « La Strada » de lutte contre la traite des femmes mettent en œuvre un programme visant à soutenir et protéger les étrangers victimes et/ou témoins de la traite des personnes.

Espagne

L'arrêté royal 2393/2004 du 30 décembre sur les droits et libertés des étrangers et leur intégration sociale régit l'octroi de permis de résidence temporaires dans les cas exceptionnels. Au nombre de ceux-ci on compte les victimes de crimes contre les droits des travailleurs ou de crimes avec circonstances aggravantes (racisme, anti-sémitisme ou autres actes motivés par la discrimination). Il contient aussi des dispositions sur la lutte contre la violence sexuelle, y compris la violence à l'encontre des immigrantes.

Un plan global de lutte contre la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle est en cours de préparation.

Suisse

Le Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT) a été créé en 2003. Ce service constitue la plaque tournante de la Confédération et des cantons en matière d'information, de coordination et d'analyse liées à la traite d'êtres humains. Il élabore des stratégies et des mesures dans les domaines de la prévention, de la répression et de la protection des victimes en vue de lutter contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants. Les principaux offices fédéraux et cantonaux, ainsi que d'autres organisations étatiques et ONG impliquées dans la lutte contre la traite d'êtres humains y sont représentés. Son activité se base sur les recommandations figurant dans un rapport interdépartemental sur la traite d'êtres humains en Suisse, ainsi que sur l'ordre de priorité des mesures visant à lutter contre la traite d'êtres humains établi régulièrement par son organe de gestion dans le cadre d'un plan d'action.

*Lutter contre la traite et le trafic des personnes et
l'exploitation des migrants, entre autres :
par la promotion de campagnes d'information contre le
trafic d'êtres humains
(Paragraphe. 31.b de la Déclaration d'Helsinki)*

Azerbaïdjan

Le grand public a été informé des dangers et des risques liés à la traite des êtres humains et aux migrations illégales par le biais de spots télévisés, de brochures et de livrets divers. Des séminaires et des actions de formation à l'intention des cadres exécutifs locaux et des représentants des forces de police ont été organisés dans plus de 54 villes, en coopération avec des structures non-gouvernementales.

Belgique

Le ministère belge responsable de la coopération au développement réalise des campagnes d'informations sur le problème de la traite des êtres humains dans les pays d'origine. Des campagnes plus ciblées, organisées avec la coopération d'ONG qualifiées, comme la campagne intitulée « Stop à la prostitution infantile » lancée en 2004, ont pour objectif d'informer les voyageurs et de leur donner des conseils sur la manière de réagir et de faire état de cette question.

Bulgarie

Des campagnes de sensibilisation ont été lancées sur les risques cachés des offres d'emploi irrégulier.

Danemark

Dans diverses parties du pays, des ONG se chargent d'informer les prostituées de l'aide et des possibilités d'aide que leur offre le pays. Dans le cadre du plan d'action en cours, cette initiative doit être étendue à l'ensemble du pays. Des ONG participent également à des équipes dans le cadre desquelles elles partagent des informations et collaborent au niveau local avec la police et les fonctionnaires des municipalités. Une ligne directe « hot line ») fonctionne 24 heures sur 24 pour offrir des conseils et faciliter la prise de contact entre les victimes de la traite et les ONG et/ou instances officielles pertinentes. Le gouvernement danois a lancé des campagnes en 2002 et 2006 pour réduire la demande des services sexuels fournis par des victimes de la traite des êtres humains. Toutes deux ciblaient les utilisateurs potentiels de services sexuels mais elles ont aussi contribué à sensibiliser l'ensemble de la population au problème.

Finlande

Des brochures et un poster à l'intention des victimes mineures et adultes de la traite des personnes et des autorités ont été préparés sous la direction du groupe directeur national de lutte contre le trafic des êtres humains. Le plan d'action revu contient des mesures de publicité ciblées sur le grand public, visant à prévenir la traite des personnes et à décourager la demande.

Allemagne

Des lignes directes (« hot lines ») à l'intention des victimes de la traite des personnes et reliées à des services conseils spécialisés ont été installées dans tout le pays avec l'aide financière du gouvernement fédéral. Le Conseil des femmes mène une campagne « le dernier coup de sifflet – stop à la prostitution forcée » parrainée par le Ministère fédéral des affaires de la famille, des personnes âgées, des femmes et des jeunes.

Italie

Le Département pour l'égalité des chances et le Ministère des affaires étrangères animent des réunions et lancent des campagnes d'information y compris dans les pays d'origine des victimes de la traite des êtres humains. Par exemple, au cours des dernières années, le Comité interministériel du Département a lancé une campagne de sensibilisation par l'intermédiaire, au départ, de publicités télévisées sur les chaînes de la RAI et de Mediaset, de publicités à la radio, de posters et d'autocollants dans la langue des principaux pays d'origine des victimes. Elle a également contribué à faire connaître le numéro vert national de la lutte anti-traffic qui est un des instruments qui permettent aux victimes d'entrer en contact avec des personnes qualifiées pouvant les aider.

Un stage de formation et de mise à jour « Immigration, multiculturalisme et système criminel » sera organisé en 2008.

Deux publications ont été produites en Italie dans le cadre du projet européen « Osservatorio Tratta » sur la traite des êtres humains. Lors de leur présentation, les grandes caractéristiques et l'évolution de la traite en Italie et les dispositions juridiques en place pour protéger les victimes et lutter contre la criminalité ont été discutées.

Moldova

Plus d'une quinzaine de séminaires ont été organisés dans le pays pour informer la société civile des conséquences de la traite des êtres humains. De plus, une campagne de prévention de la traite a été menée dans les collèges et écoles de Chisinau. Une autre campagne anti-traffic comprend la projection à la télévision nationale d'un documentaire intitulé « MIRAJ ».

Norvège

Le gouvernement poursuit une campagne triennale de sensibilisation et d'information ciblant le grand public et les utilisateurs de services sexuels. En 2002, le gouvernement a introduit des directives éthiques interdisant aux fonctionnaires postés à l'étranger d'acheter des services sexuels. Des initiatives ont été lancées pour persuader les entreprises d'État d'adopter des lignes directrices semblables.

La Direction de la police a publié une brochure sur la lutte contre la traite des êtres humains et a constitué un groupe de travail chargé de préparer et de diffuser les connaissances et les meilleures pratiques afin de permettre à ses agents de mieux s'occuper des cas de traite. À la demande du Ministère du travail et de l'inclusion sociale et du Ministère de l'enfant et de l'égalité, l'Institut pour

l'emploi et la recherche sociale (Fafo) a préparé des modules de formation sur la traite des personnes. Les groupes cibles sont les employés de centres de réception des demandeurs d'asile et ceux des unités des services sociaux qui peuvent entrer en contact avec des enfants victimes.

Pologne

Des campagnes de sensibilisation sont organisées par le Ministère de l'intérieur et de l'administration (MSWiA) dans le cadre de la mise en œuvre du Programme national de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains. Le site web www.mswia.gov.pl/thb donne, entre autres, des informations sur les activités pertinentes du Ministère, les modifications apportées à la législation, et des renseignements sur la traite des personnes et la prise en charge des victimes.

Espagne

Pendant la seconde moitié de 2003 et le début de 2004, une campagne d'information a été lancée en Roumanie avec la collaboration du gouvernement, sur les risques que couraient les immigrants irréguliers et sur les possibilités d'entrer légalement en Espagne. Pour prévenir l'immigration irrégulière en provenance d'Afrique, le gouvernement, avec la collaboration de l'OIM, a lancé une campagne de sensibilisation sur les dangers des migrations irrégulières. L'initiative, menée au Sénégal, visait à montrer les risques des migrations irrégulières et à indiquer des alternatives que les jeunes peuvent trouver dans le pays d'origine. La campagne était financée par le programmes AENEAS de la Commission européenne.

Suisse

A l'occasion de l'EURO 2008, une campagne de prévention de la traite d'êtres humains, cofinancée par la Confédération, est réalisée à l'échelle nationale par des ONG. Par ailleurs, la Confédération soutient de nombreux projets menés dans les pays de provenance et destinés à prévenir la traite d'êtres humains ou à protéger les victimes en leur allouant une subvention à hauteur de 2 à 3 millions de francs par an.

Lutter contre la traite et le trafic des personnes et l'exploitation des migrants, entre autres [...] par la promotion de la recherche et de l'analyse des réponses par les Etats membres aux phénomènes de la migration irrégulière et du trafic d'êtres humains dans les pays d'origine, de transit et de destination

(Paragraphe 31.c de la Déclaration d'Helsinki)

Belgique

Le Collège des Procureurs généraux et du ministère de la Justice ont élaboré une circulaire sur les politiques d'enquête et de poursuites en matière de traite des êtres humains, qui a pris effet le 1^{er} février 2007. Cette circulaire vise à coordonner la politique de recherches et de poursuites en matière de lutte contre la traite des êtres humains. Un centre d'information et d'analyse sur la traite et le trafic d'êtres humains a été créé par arrêté royal en février 2007. Il a pour objectif d'assurer la collecte, la centralisation et l'échange d'informations, ainsi que d'élaborer des analyses stratégiques pour lutter contre ces phénomènes.

Danemark

Le premier Plan d'action national visait à élaborer et à expérimenter diverses méthodes destinées à prévenir la traite des femmes et à venir en aide aux victimes de la traite des êtres humains. Les résultats et les avancées de ces actions ont été analysés de manière régulière. Le Centre national de lutte contre la traite des êtres humains est, notamment, chargé d'effectuer des analyses, d'élaborer des méthodes et de rendre compte de l'état de la mise en œuvre du Plan d'action, y compris en donnant les chiffres essentiels du nombre de personnes victimes de la traite, et en indiquant, notamment, leur pays d'origine et leur nationalité.

Finlande

La version révisée du Plan d'action pour la lutte contre la traite des êtres humains comporte des mesures qui prévoient la nomination d'un rapporteur national et l'ouverture d'une enquête indépendante, ainsi que la coordination du financement consacré par les différentes branches de l'administration à l'examen de la traite des êtres humains.

Allemagne

L'Office fédéral de la police criminelle élabore chaque année un rapport complet sur la situation nationale de la traite des êtres humains et, avec l'aide de la police fédérale, un rapport national consacré à la situation du trafic illicite de migrants. L'Office fédéral de la police criminelle a également publié en 2006, en collaboration avec l'Institut Max Planck de droit pénal étranger et international, une étude intitulée « Le délit de traite des êtres humains : nombre d'affaires et éléments d'appréciation de l'engagement de poursuites pénales ».

Le Centre de criminologie a analysé, dans le cadre d'un projet d'étude achevé en 2005, la jurisprudence des tribunaux allemands en matière de trafic illicite de migrants.

Italie

Au cours de l'année 2007, le Conseil supérieur de la magistrature a organisé deux réunions d'étude consacrées aux questions du trafic illicite de migrants et de la traite des êtres humains : « Immigration et appareil répressif » (qui privilégie l'examen des modifications apportées, suite au phénomène de l'immigration, aux ordres juridiques européens et italiens du point de vue du droit pénal et de la procédure, ainsi que du point de vue de l'organisation des fonctions judiciaires) et « Les étrangers en Italie » (qui aborde la question du maintien des dispositifs prévus pour les étrangers par la législation en vigueur).

Moldova

Un certain nombre de programmes ont été mis en œuvre par des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales, qui portaient notamment sur l'orientation et la formation professionnelle, ainsi que sur les services de recherche d'emploi pour les groupes à risques.

Norvège

Les autorités norvégiennes ont financé les rapports suivants, qui ont été publiés en 2006 :

- Skilbrei, May-Len et Irina Polyakova : *My life is too short; I want to live now*. Des femmes d'Europe orientale racontent le parcours qui les a conduit jusqu'à la prostitution et leur existence de prostituées en Norvège (Université d'Oslo, 2006) ;
- Skilbrei, May-Len, Marianne Tveit et Anette Brunowskis : *African dreams on European Streets. Nigerian women prostitutes in Norway*. (Institut de recherche professionnelle et sociale (Fafo) 2006) ;
- PION (organisation de défense des prostituées en Norvège) *A changing market? A study of women working as prostitutes and their needs*. (PION, 2006).

La Norvège a également financé des recherches menées sur son territoire et dans les pays d'origine. Le dernier projet analysait les raisons pour lesquelles certaines victimes refusent l'aide que leur proposent l'administration et les organisations privées. D'autres études et évaluations des mesures mises en œuvre en vue de lutter contre la traite des êtres humains seront achevées et publiées au cours de l'année 2008.

Pologne

Le ministère de l'Intérieur et de l'Administration (MSWiA) favorise la recherche et l'analyse des diverses méthodes auxquelles l'Etat peut recourir pour faire face au phénomène de la traite des êtres humains. C'est ainsi qu'a été réalisée la publication « La traite des êtres humains en Pologne – éléments de compte rendu » (2007).

Espagne

L'Observatoire permanent de l'immigration effectue des recherches et publie des informations sur les mouvements migratoires en Espagne depuis 2001. En septembre 2002, l'observatoire a élargi son domaine d'action aux migrations irrégulières.

Lutter contre la traite et le trafic des personnes et l'exploitation des migrants, entre autres [...] par la mise en place de peines plus lourdes contre les trafiquants, le renforcement du contrôle des secteurs sensibles, les sanctions aux employeurs et en trouvant des solutions flexibles et humaines dans le respect de la dignité humaine des migrants irréguliers

(paragraphe 31.d de la Déclaration d'Helsinki)

Azerbaïdjan

La traite des êtres humains est passible de poursuites. Les fonctionnaires dont les actes ou l'inaction facilitent la traite des êtres humains sont également passibles de poursuites.

Belgique

La loi belge sanctionne les auteurs d'actes de traite et de trafic d'êtres humains par des peines de prison et des amendes avec l'objectif d'augmenter la répression de ces faits au regard des gains financiers qu'engendrent ces formes de criminalité. La loi prévoit également trois niveaux de circonstances aggravantes. Le système d'assistance aux victimes de la traite existe en Belgique depuis 1993. Le dernier texte en date qui régit la question est la loi du 15 septembre 2006, laquelle prévoit notamment la délivrance d'un permis de séjour aux victimes de la traite qui collaborent avec les autorités.

Croatie

La législation pénale a été modifiée en 2004, afin de prévoir l'infraction pénale distincte de traite des êtres humains et d'esclavage.

Danemark

Le Danemark a inséré en 2002 dans son Code pénal une disposition particulière sur la traite des êtres humains. Les actes qui facilitent la traite des êtres humains sont passibles, notamment, d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à huit ans. Le Danemark a, en outre, modifié les périodes de limitation en vigueur dans son Code pénal, de manière à ce que la période de limitation applicable à la traite des enfants débute au plus tôt à compter de la date à laquelle la victime atteint l'âge de 18 ans.

Finlande

La traite des êtres humains, ainsi que la traite des êtres humains qui s'accompagne de circonstances aggravantes, sont considérées comme de graves infractions par le Code pénal. Les employeurs coupables de telles infractions peuvent être condamnés non seulement pour traite des êtres humains, mais également pour discrimination à l'emploi. Un contrôle approfondi, qui s'étend

aux pays d'origine, est exercé dans les différents secteurs d'activités par les autorités chargées de la protection du travail, en collaboration avec les partenaires sociaux.

Allemagne

De nouvelles dispositions pénales sont en vigueur en Allemagne depuis février 2005.

Italie

La Direction centrale de la police de l'immigration et des frontières, créée en 2002, est chargée de recueillir et d'examiner les informations relatives au contrôle, à la prévention et à la répression des activités en rapport avec l'immigration clandestine par mer, ainsi que de coordonner les opérations menées par la Marine nationale, les forces de police et les autorités portuaires.

S'agissant des peines applicables au trafic et à la traite des êtres humains, les infractions à la loi de synthèse relative à l'immigration sont passibles de peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 15 ans et d'amendes d'un montant maximal de 25 000 €, selon la gravité de l'infraction commise.

Moldova

Lorsque la traite des êtres humains s'accompagne de circonstances aggravantes, le Code pénal prévoit, notamment, une peine d'emprisonnement à perpétuité.

Norvège

Une loi spécifiquement consacrée à la traite des êtres humains a été adoptée en 2003. Elle prévoit une peine maximale d'emprisonnement de 5 ans, qui peut aller jusqu'à 10 ans en cas de circonstances aggravantes.

Espagne

La loi 13/2007 a été adoptée en vue d'engager des poursuites contre les auteurs d'actes de traite illicite des êtres humains et d'immigration clandestine. En outre, le ministère de l'Intérieur a renforcé les contrôles aux frontières et amélioré l'efficacité des forces et des organes de sécurité de l'Etat, afin de juguler l'immigration clandestine. Des permis de séjour peuvent être délivrés aux personnes qui collaborent avec les autorités. Les employeurs sont passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à 60 000 € pour chaque travailleur étranger recruté sans permis de travail. Les immigrés qui vivent en Espagne depuis deux ans au moins et qui sont en mesure de démontrer qu'ils ont travaillé pendant l'une de ces deux années peuvent obtenir un permis de séjour.

Suisse

L'article du Code pénal suisse sur la traite d'êtres humains a été révisé et adapté sur la base de la définition internationale de la notion de traite d'êtres humains aux termes des protocoles de l'ONU. Outre la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, ce nouvel article en vigueur depuis le 1er décembre 2006 condamne la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation de leur travail ou en vue du prélèvement d'un organe. La punition consiste désormais en une peine privative de liberté pouvant aller jusqu'à 20 ans ou en une amende.

Lutter contre la traite et le trafic des personnes et l'exploitation des migrants, entre autres [...] en s'assurant que le retour des personnes dans les pays d'origine ne s'effectue que de façon digne et sûre et dans le respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne le droit à la vie privée et familiale

(Paragraphe 31.e de la Déclaration d'Helsinki)

Danemark

Le service danois de l'immigration est chargé de pourvoir au logement des victimes, ainsi que de leur dispenser des soins de santé et une aide financière. Il lui appartient par ailleurs, lorsque l'intéressé n'est pas titulaire d'un permis de séjour, de veiller à ce qu'il ait la possibilité de rentrer dignement dans son pays d'origine. Les autorités danoises entament, en collaboration avec l'OIM, un projet pilote de réinsertion des victimes de la traite qui retournent dans leur pays d'origine. Il prévoit la possibilité de procéder au suivi de cette réinsertion durant une période de trois mois pour les adultes et jusqu'à six mois pour les enfants.

Finlande

Le régime légal d'aide aux victimes de la traite des êtres humains impose de les rapatrier dans leur pays d'origine d'une manière sûre et propice à leur réinsertion.

Allemagne

La législation allemande privilégie le retour volontaire, dans leur pays d'origine, des ressortissants étrangers victimes de la traite des êtres humains. Il est toutefois possible de procéder exceptionnellement à leur retour forcé. Dans ce cas, toutes les mesures sont prises pour garantir le respect des droits de l'homme et s'assurer que les intéressés sont traités dignement.

Italie

Les actions menées en vue d'encourager le retour volontaire et la réinsertion des victimes de la traite des êtres humains dans leur pays d'origine sont coordonnées par le ministère de l'Intérieur, avec le concours de l'OIM. Ce programme vise tout spécialement à donner concrètement aux intéressés la possibilité d'un retour volontaire assisté, conçu comme l'une des voies de réinsertion protégée, grâce par des emplois sociaux mis en place dans les pays d'origine des bénéficiaires.

Moldova

La procédure de rapatriement des victimes dans leur pays d'origine est régie par la loi relative à la prévention et à la répression de la traite des êtres humains. L'OIM, l'OSCE, l'Unicef et le Centre de prévention de la traite des femmes, « La strada », offrent aux victimes de la traite une assistance juridique, sociale et psychologique. Elle comprend leur réadaptation et leur réinsertion

dans la société, une série de conseils, une orientation professionnelle et une formation professionnelle, un service de recherche d'emploi et une aide humanitaire.

Norvège

La Norvège a passé une série d'accords avec l'OIM pour le retour volontaire et sûr des victimes de la traite des êtres humains.

Espagne

Le ministère du Travail et des Affaires sociales a mis en œuvre depuis 2003, en coopération avec des ONG et l'OIM, un programme de retour volontaire. Le ministère de l'Intérieur a également adopté une réglementation spécifique au rapatriement des immigrés par terre et par mer. Il a par ailleurs augmenté la capacité d'accueil et amélioré les conditions de séjour des centres de rétention destinés aux ressortissants étrangers.

Suisse

Conformément à la nouvelle loi fédérale sur les étrangers, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2008, les prestations liées à l'aide au retour et à la réintégration peuvent être versées aux victimes de la traite d'êtres humains. Celles-ci ont effectivement accès à l'aide au retour proposée aux personnes relevant du domaine de l'asile. C'est pourquoi l'offre comporte une aide au retour individuelle (financière et matérielle) et une aide au retour médicale. Dans le cadre de ce projet pilote, le retour des personnes concernées dans leur pays de provenance doit être soutenu, qu'il soit volontaire ou non, tout comme leur réintégration afin d'éviter de nouveaux cas de traite d'êtres humains et de trafic de migrants.

Coopération bilatérale et multilatérale

Mettre en place une coopération bilatérale et multilatérale étroite et durable entre pays d'accueil, d'origine et de transit

(Paragraphe 32 de la Déclaration d'Helsinki)

Azerbaïdjan

Le pays œuvre sans relâche pour renforcer encore la coopération bilatérale avec un certain nombre d'Etats. Le Plan d'action convenu entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan dans le cadre de la politique européenne de voisinage le 14 novembre 2006 fait référence à tout un éventail de questions touchant aux migrations : gestion des frontières, meilleure efficacité des points de contrôle aux frontières, gestion des migrations, droit d'asile, prévention de l'immigration clandestine, accords de réadmission, réinsertion des migrants rapatriés dans leur pays d'origine, visas et autres questions. L'Azerbaïdjan s'emploie activement à coopérer avec l'OIM, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, la CEMN et le GUAM sur les questions relatives aux migrations.

Danemark

La coopération internationale du Danemark en matière d'échange d'informations, en vue de lutter contre les migrations irrégulières, les filières d'immigration clandestine et la traite des êtres humains s'inscrit pour l'essentiel dans le cadre de l'Union européenne.

Moldova

La Moldova attache une grande importance à la coopération bilatérale en matière de migrations. Comme la Russie représente le principal pays de destination des travailleurs moldaves, un projet d'accord a été établi entre le ministère de l'Economie et du Commerce de la République de Moldova et le Service fédéral d'immigration de la Fédération de Russie, en vue d'établir une coopération dans le domaine des migrations économiques. Le pays a également négocié des accords relatifs aux migrations économiques avec le Portugal, l'Espagne et la France.

Pologne

La Pologne participe à des projets et programmes d'aide aux pays d'origine et aux pays de transit des migrants. L'objet de ces initiatives est d'élaborer des normes de conduite dans les domaines liés à la gestion des migrations. C'est notamment le cas des projets mis en place dans le cadre de l'Union européenne, comme l'Approche globale sur la question des migrations, la GDISC (Conférence des directeurs généraux des services d'immigration), Euromed et d'autres programmes destinés aux pays tiers.

La Pologne prend une part active à un programme de deux ans, qui prévoit le renforcement des capacités de l'Ukraine et lui offre une assistance technique pour lutter efficacement contre les migrations irrégulières en transit. La Pologne s'implique par ailleurs résolument dans le Processus de Budapest et le Dialogue sur la migration de transit en Méditerranée (MTM), mis en place en 2002.

Espagne

L'Espagne a passé un certain nombre d'accords avec plusieurs pays (Bulgarie, Colombie, République dominicaine, Equateur, Mauritanie, Maroc, Pologne, Roumanie). Elle est actuellement en pourparlers pour la signature d'accords avec la Bolivie et l'Ukraine sur la régulation des flux migratoires et d'autres questions relatives aux migrations (qui privilégient essentiellement la communication en matière d'offres d'emploi, de droits sociaux et de droit du travail, de conditions de travail, de réadmission et de retour volontaire).

Mettre en place une coopération bilatérale et multilatérale étroite et durable entre pays d'accueil, d'origine et de transit [...] pour améliorer l'échange d'information, lutter contre la migration irrégulière, les filières clandestines et la traite des êtres humains

(Paragraphe 32.a de la Déclaration d'Helsinki)

République tchèque

Le Service de la politique en matière de droit d'asile et d'immigration du ministère de l'Intérieur est l'instance compétente du Programme de coopération tchèque pour le développement des pays étrangers (FDC) dans le domaine des migrations. Une coopération en faveur du développement est ainsi proposée en matière de migrations aux pays qui parviennent difficilement à les gérer, en fonction de certains critères de contrôle (étendue et structure des migrations de demandeurs d'asile, étendue et structure des migrations irrégulières, analyse des itinéraires des migrations irrégulières au regard de la situation des pays de transit) et qui manifestent un intérêt pour ce type de coopération. Le choix de ces pays est réexaminé tous les ans.

Le Service de la politique de sécurité du ministère de l'Intérieur met en ce moment en œuvre un projet de participation aux initiatives prises par les gouvernements des Balkans occidentaux en vue de lutter contre la criminalité organisée (en sus de la lutte contre la traite des êtres humains), sous la forme d'ateliers d'experts organisés à l'intention des hauts fonctionnaires de police.

A travers d'autres projets relatifs aux migrations, qui sont essentiellement mis en œuvre en étroite coopération avec l'OIM, le ministère ambitionne d'apporter une valeur ajoutée à la mise en commun de l'expérience acquise en matière de lutte contre les migrations irrégulières, le trafic et la traite des êtres humains ; il propose ainsi une série de formations et met en place une coopération directe entre les services d'enseignement destinés à la police des frontières, tout particulièrement en Géorgie et en Moldova.

La République tchèque coopère étroitement avec l'Allemagne, l'Autriche et la France dans le domaine de l'échange d'informations relatives aux migrations irrégulières et à la traite des êtres humains.

Allemagne

La coopération et l'échange d'informations s'effectue le plus souvent sur le fondement d'accords bilatéraux passés, en matière de répression des graves infractions pénales et de la criminalité organisée, entre le gouvernement fédéral et le gouvernement des Etats partenaires. L'Allemagne a récemment conclu des accords de ce genre, notamment avec la Fédération de Russie, la Pologne, la Turquie et le Vietnam.

Le « Centre commun d'analyse et de politique des migrations irrégulières », créé par le gouvernement fédéral en mai 2006, coopère et procède à des échanges d'informations avec des institutions similaires et au sein de l'Union européenne. Les procédures d'échange d'informations

ad hoc sur le phénomène des migrations irrégulières et/ou le trafic illicite de migrants ont également été définies à l'occasion d'une conférence spécialisée, qui a réuni en décembre 2006 les représentants des Etats membres du G6.

Italie

L'entrée irrégulière sur le territoire national n'est pas considérée comme une infraction et n'est donc pas pénalement réprimée ; elle fait l'objet d'une sanction administrative. Les ressortissants étrangers présents sur le territoire sans permis de séjour peuvent être placés dans les « centres de séjour temporaire » (récemment baptisés « centres d'identification et d'expulsion ») pendant une période pouvant aller jusqu'à soixante jours, en attendant leur expulsion.

Moldova

Une étude conjointe a été menée à l'échelon national et international, en vue de procéder à une mise en commun des informations et des pratiques relatives à l'identification des filières de la traite des êtres humains dans le cadre du Centre SECI en Roumanie, Macédoine, Bulgarie, Albanie et Hongrie.

Norvège

La Norvège a activement promu la coopération au sein d'Interpol et d'Europol, afin de favoriser l'échange de renseignements entre les différents services répressifs.

Pologne

Outre l'échange d'informations auquel ils procèdent dans le cadre du réseau Frontex d'analyse des risques, les garde-frontières participent à d'autres projets, qui visent à contrôler la situation des migrations. Parmi ceux-ci figurent le Réseau d'information et de coordination des services de gestion des migrations des Etats membres de l'Union européenne (une plateforme de coopération et d'échange d'informations entre les services d'immigration des pays de l'UE) ; le dispositif de compte rendu quotidien / compte rendu mensuel de la situation (un échange de données sur la situation aux frontières extérieures de l'UE avec l'Ukraine, auquel procèdent les services des frontières de Pologne, Slovaquie, Hongrie et Ukraine), les statistiques du Groupe de Visegrad (un échange d'informations sur les migrations irrégulières entre l'Autriche et les pays du Groupe de Visegrad : Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie) ; le dispositif de contrôle des migrations irrégulières (créé en octobre 2006 et mis en œuvre par les services polonais et lituaniens de la police des frontières, en vue de procéder à un échange d'informations sur la situation à la frontière entre la Russie et le Bélarus).

Espagne

Le ministère de l'Intérieur a confié à de nouveaux attachés une série de missions en Afrique occidentale, en vue de prendre part à la lutte contre l'immigration irrégulière dans la région. Un réseau d'agents de liaison de l'Union européenne y a également été mis en place. Europol encourage par ailleurs la coopération administrative et l'échange d'informations sur l'immigration irrégulière.

Suisse

Afin de contribuer à la réduction des flux migratoires irréguliers via une information ciblée mettant en perspective l'échec prévisible d'un tel projet et les dangers encourus, ainsi que les avantages et les modalités de la migration légale, la Suisse a chargé l'OIM de mener, en 2006 et 2007, deux campagnes d'information de masse, l'une au Nigéria et l'autre au Cameroun. Ces projets pilote ont été réalisés en collaboration avec les institutions gouvernementales concernées, les organisations non gouvernementales (ONG) et les autres partenaires de la société civile pour assister l'OIM dans la mise en oeuvre des deux projets. L'Union européenne (UE) a également participé aux deux projets pilote lancés par la Suisse. La Suisse continuera, à l'avenir, à mettre sur pied des projets en Afrique visant à informer et à prévenir dans le but de promouvoir la coopération dans le domaine migratoire.

la Suisse n'a cessé d'étendre le réseau des attachés de police de sorte qu'elle est aujourd'hui représentée dans huit pays, dont d'importants pays de provenance de victimes de la traite d'êtres humains. Connaissant l'évolution des événements aussi bien dans le pays d'accueil qu'en Suisse, les attachés de police entretiennent les contacts et garantissent l'échange d'informations sur les différents dossiers.

Mettre en place une coopération bilatérale et multilatérale étroite et durable entre pays d'accueil, d'origine et de transit [...] pour prévenir la migration irrégulière en renforçant les dispositifs juridiques (pénaux, fiscaux et civils)

(Paragraphe 32.b de la Déclaration d'Helsinki)

République tchèque

Le Code pénal comporte des infractions relatives aux migrations irrégulières et à la traite des êtres humains. Il prévoit une nouvelle infraction qui incrimine les actes facilitant le séjour en situation irrégulière sur le territoire.

Danemark

Le Danemark a transposé la Directive de l'Union européenne n° 2001/51/CE du 28 juin 2001 sur les sanctions infligées aux transporteurs, qui vise à lutter contre l'immigration irrégulière par l'harmonisation des sanctions financières infligées par les Etats membres aux transporteurs qui ne respectent pas leurs obligations. Il est par ailleurs prévu de compléter l'article 26 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, qui traite de la responsabilité des transporteurs, et de définir son application comme outil de lutte contre l'immigration irrégulière. Le Danemark a ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Enfin, le pays a adopté le 30 novembre 2007 la Décision n° 8/07 du conseil ministériel de l'OSCE relative à la « Lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail ».

Allemagne

Une unité spéciale d'intervention sur le terrain de l'administration allemande des Douanes, la brigade de contrôle financier de l'administration fédérale des Douanes, est chargée de lutter contre le travail illicite. Les activités de contrôle, d'examen et d'enquête de l'administration sont régies par la loi relative à la lutte contre le travail illicite (2004). L'obligation de posséder une carte individuelle d'assuré social a été imposée aux employés et aux travailleurs indépendants, en vue de lutter contre le travail illicite dans les secteurs particulièrement sensibles de l'économie.

Pologne

Le franchissement de la frontière polonaise ou la prise de dispositions en vue du franchissement par autrui de la frontière en violation des mesures de contrôle de l'immigration constitue une infraction pénale. Tout auteur de cette infraction est passible d'une peine d'amende ou d'emprisonnement, qu'il soit ressortissant polonais ou étranger.

Le contrôle de la légalité de l'emploi et du séjour des ressortissants étrangers est effectué par les garde-frontières et les fonctionnaires de police. Les données relatives aux ressortissants étrangers qui font l'objet d'une ordonnance d'expulsion sont consignées dans le registre des ressortissants étrangers indésirables.

Dans le cadre de l'Accord de Schengen et de la récente adhésion de la Pologne, les consulats polonais sont incités à coopérer avec les consulats des autres Etats membres, en vue de profiter de leur aide et de s'inspirer de leur expérience dans le domaine, notamment, de la vérification des pièces d'identité. Ils sont, en outre, tenus de suivre les instructions consulaires ordinaires.

Espagne

Un projet complet a été adopté par les Canaries et un Centre régional de coordination a été créé en vue de contrôler l'immigration clandestine vers les îles du territoire espagnol. Le décret royal 732/2007 régit l'assistance dispensée par les autorités espagnoles dans le cadre de la coopération policière internationale.

Suisse

Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale sur les étrangers, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2008, une multitude de dispositions visant à lutter contre la migration irrégulière ont été renforcées, voire créées. La forme qualifiée d'encouragement par métier à l'entrée et au séjour irréguliers est désormais sanctionnée par une peine privative de liberté de cinq ans au plus. Cette infraction est ainsi considérée comme un crime. Sont désormais également punissables le départ et le transit illicites, de même que le fait de tromper les autorités. Le fait d'induire en erreur les autorités par métier constitue une infraction qui est également punie d'une peine privative de liberté maximale de cinq ans. Les formes qualifiées de trafic de migrants ont été reprises dans la liste des délits de la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT) et de la loi fédérale sur l'investigation secrète (LFIS). Ainsi, les bases de poursuite pénale du trafic qualifié de migrants sont instaurées.

Mettre en place une coopération bilatérale et multilatérale étroite et durable entre pays d'accueil, d'origine et de transit [...] pour lutter efficacement contre les trafiquants et les filières criminelles à travers la coopération avec les pays d'origine et de transit

(Paragraphe 32.c de la Déclaration d'Helsinki)

Danemark

La police nationale danoise coopère à l'élaboration d'une base de données internationale, qui comporte des informations et des analyses ayant trait aux trafiquants. Elle prend également part, dans le cadre d'Europol, à un groupe de travail pour l'échange d'informations sur les auteurs de trafic illicite de migrants de l'Irak vers l'Europe.

Finlande

Outre la prévention de l'entrée illégale sur le territoire, l'une des principales missions des garde-frontières finlandais consiste à lutter contre la traite des êtres humains. Les services de contrôle aux frontières jouent un rôle important dans la lutte contre la traite des êtres humains, l'identification des victimes et la réalisation d'enquêtes préliminaires au sujet des infractions constatées à la frontière. La Finlande dispose à l'étranger d'agents de liaison des garde-frontières, de la police et des douanes, qui ont la tâche importante de coopérer avec les administrations des pays dans lesquels ils sont en poste pour lutter contre l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic de migrants. Plusieurs agents de liaison sont ainsi en fonction en Europe et en Asie ; la Finlande examine actuellement la possibilité d'étendre ce réseau à l'Afrique.

Allemagne

L'Allemagne coopère de manière bilatérale avec les Etats membres de l'Union européenne, ainsi qu'avec divers pays d'origine des victimes de la traite des êtres humains ; elle apporte son soutien aux missions menées par Interpol et Europol et met en œuvre les résolutions internationales et les textes de loi de l'UE pertinents. L'Office fédéral de la police criminelle coopère avec les services de police criminelle des pays d'origine et de transit, en vue de lutter contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants.

Italie

L'Italie a pris part ces dernières années à plusieurs activités de coopération dans le domaine des migrations avec les pays méditerranéens et africains, ainsi qu'avec les Etats d'Europe orientale. Une conférence internationale de lutte contre la traite des êtres humains a été organisée en décembre 2007 à Rome par « Save the Children », avec le soutien de l'Union européenne. La coopération bilatérale en la matière est illustrée par l'accord de coopération judiciaire signé par la Direction nationale de la lutte contre la mafia et les autorités judiciaires de «l'ex-République yougoslave de Macédoine».

Moldova

Une attention particulière est portée, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action Moldova-Union européenne, à l'échange d'informations avec les services répressifs des Etats membres de l'Union européenne, et tout particulièrement avec les pays de destination des auteurs de la traite des êtres humains. La Moldova a également passé un certain nombre d'accords bilatéraux de coopération, en vue de lutter contre la traite des êtres humains avec des pays comme la Turquie, la Slovaquie, la Croatie et la Hongrie. Des négociations ont été engagées pour la signature d'accords de collaboration entre le gouvernement moldave et les gouvernements des Emirats arabes unis et d'Israël. Trente et un accords bilatéraux ont été passés dans le domaine de la répression de la traite des êtres humains et de la réadmission des victimes.

Norvège

Plusieurs enquêtes menées par la police norvégienne sur la traite des êtres humains ont donné lieu à une étroite coopération avec les services de police et du parquet d'autres pays, notamment de Bulgarie et d'Albanie. Un grand nombre de femmes originaires de Bulgarie se prostituent actuellement en Norvège ; un vaste accord de coopération avec la Bulgarie est en cours d'élaboration, en vue de mieux protéger les victimes et d'assurer leur rapatriement et leur réinsertion, ainsi que pour donner de meilleures suites aux enquêtes.

Pologne

Les garde-frontières et les services de police continuent à améliorer la coopération bilatérale et multilatérale établie avec les services compétents des autres pays, grâce à un réseau étendu d'agents de liaison accrédités auprès des ambassades de la République de Pologne, ainsi que par la mise en œuvre de programmes de jumelage. Ainsi, le projet polono-britannique qui vient d'être lancé traitera un large éventail de questions relatives à la lutte contre la criminalité. La Pologne a également signé des accords de réadmission avec plusieurs pays.

Espagne

L'Espagne a signé avec plusieurs pays des accords de sécurité et de lutte contre la criminalité. Elle a mis en place un certain nombre de programmes et d'activités d'enseignement dans les pays d'origine et de transit. La coopération avec les pays d'origine a été renforcée, en vue de lutter plus rapidement et plus efficacement contre la criminalité organisée et les auteurs de la traite des êtres humains.

Mettre en place une coopération bilatérale et multilatérale étroite et durable entre pays d'accueil, d'origine et de transit [...] pour traiter le problème de la migration irrégulière en coopération avec les autres pays (pays de transit ; pays d'origine) en vue de trouver des solutions appropriées et respectueuses des droits de l'homme

(Paragraphe 32.d de la Déclaration d'Helsinki)

Danemark

Le Danemark est favorable au renforcement de la coopération et du dialogue sur les questions relatives aux migrations irrégulières entre les pays d'accueil, de transit et d'origine. Il a pris une part active au Dialogue à haut niveau des Nations Unies sur les migrations et le développement (High Level Dialogue on Migration and Development), aux conférences ministérielles sur les migrations et le développement, qui se sont tenus à Rabat et Tripoli en 2006, ainsi qu'à la première réunion du Forum mondial sur les migrations et le développement de 2007. Le Danemark soutient la mise en œuvre de l'Approche globale sur la question des migrations de l'Union européenne (2005).

Le Gouvernement danois a, en 2002-2003, élaboré une Initiative en faveur des régions d'origine, en vue de s'attaquer aux causes profondes de l'immigration irrégulière, comme la pauvreté, les conflits et la dégradation de l'environnement dans les pays d'origine. Le Danemark a consacré un milliard DKK (soit environ 140 millions d'euros) à cette initiative au cours de la période 2002-2009.

Finlande

La Finlande est extrêmement favorable à la mise en place de différents types de coopération avec les pays tiers, en vue de lutter contre les migrations irrégulières. Cette politique transparaît concrètement dans les notions de plateforme de coopération et de partenariat pour la mobilité.

Allemagne

Il existe une étroite coopération entre les pays d'accueil, de transit et d'origine à l'échelon de l'Union européenne, dans le cadre de l'Approche globale sur la question des migrations de l'UE. Cette coopération vise à traiter de manière collective les questions liées aux migrations irrégulières en Europe. Les déclarations finales des conférences sur les migrations et le développement, qui se sont tenues à Rabat et Tripoli en 2006, ainsi que de la première Conférence Euromed des ministres responsables des migrations en novembre 2007, ont favorisé la coopération sur le sujet des migrations irrégulières. La deuxième Conférence ministérielle sur les migrations et le développement doit se tenir à Paris en octobre 2008.

La police fédérale a passé des accords de coopération bilatéraux avec l'ensemble des pays voisins, pour lutter contre les entrées irrégulières sur le territoire et le trafic illicite de migrants.

Italie

L'Italie a signé au cours de ces dernières années des accords de réadmission avec plusieurs pays, souvent en échange d'une aide au développement, d'une aide financière et matérielle au contrôle (conjoint) aux frontières et de l'octroi d'un nombre limité de permis de travail aux migrants. En outre, l'Italie coopère avec Frontex, le nouvel organisme de contrôle des frontières extérieures de l'UE, à l'opération dite HERA III ; elle y est chargée de patrouiller par avion, hélicoptère et vedette le long des itinéraires situés entre le Sénégal et la Mauritanie. Frontex coordonne également les patrouilles auxquelles participent l'Italie, la Grèce et Malte, afin de contrôler la zone située entre Malte, l'île italienne de Lampedusa et le littoral tunisien et libyen.

Moldova

Deux opérations internationales ont été menées en octobre 2007. L'opération FOCUS, tout d'abord, effectuée par la Mission EUBAM (Mission d'assistance aux frontières de l'Union européenne) en compagnie de représentants ukrainiens, en vue de déceler les filières illicites de traite des êtres humains et de migrations irrégulières. La deuxième opération, baptisée « PEREHVAT », s'est faite avec la participation des pays du GUAM.

En 2004 a été créé au sein du ministère de l'Intérieur le Centre national de coordination de l'Initiative de coopération de l'Europe du Sud-Est (SECI), qui est devenu en janvier 2006 le Centre national de coopération de la SECI et du GUAM. Des contacts ont également été établis avec les observateurs du Centre de la SECI des Etats-Unis, de France, d'Italie, du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Espagne, d'Ukraine et d'autres pays encore. Afin de lutter plus efficacement contre les migrations irrégulières, les services répressifs ont mis en place une coopération avec les services correspondants de la plupart des pays européens.

Norvège

Plusieurs enquêtes menées par la police norvégienne sur la traite des êtres humains ont donné lieu à une étroite coopération avec les services de police et du parquet d'autres pays, notamment de Bulgarie et d'Albanie. Un grand nombre de femmes originaires de Bulgarie se prostituent actuellement en Norvège ; un vaste accord de coopération avec la Bulgarie est en cours d'élaboration, en vue de mieux protéger les victimes et d'assurer leur rapatriement et leur réintégration, ainsi que pour donner de meilleures suites aux enquêtes.

Pologne

Un projet a été mis en œuvre (2006-2008) pour renforcer en Ukraine la capacité de détection des faux papiers et des pièces d'identité falsifiées, ainsi que la coopération en la matière avec ce pays. Le projet est coordonné par l'ICMPD, avec la participation de la République tchèque, de la Finlande, de la Hongrie, des Pays-Bas et de la Slovaquie.

Le 12 juillet 2005, le ministère de l'Intérieur et de l'Administration a passé avec l'Organisation internationale pour les migrations un accord de coopération relatif au retour volontaire des ressortissants étrangers séjournant en Pologne. Les ressortissants russes sont les principaux bénéficiaires de ce programme.

Espagne

Plusieurs initiatives et actions ont été menées par Frontex dans le domaine de la lutte contre les migrations irrégulières.

Suisse

Ces deux dernières années, la Suisse a renforcé le dialogue migratoire et la coopération dans le domaine migratoire, particulièrement sur le continent africain. Elle a, entre autres, mis l'accent sur la prévention de la migration irrégulière aux sources de celle-ci en Afrique de l'Ouest. Pour atteindre ses objectifs, elle a pu s'appuyer sur l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

IV

TRAITES DU CONSEIL DE L'EUROPE DANS LE DOMAINE DES MIGRATIONS

Dans la déclaration finale de la 7^e Conférence des ministres responsables des questions de migration, les ministres encourageaient les États membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager la possibilité de signer et/ou ratifier les traités du Conseil de l'Europe pertinentes en matière de migration. Cette section fournit des informations sur l'état des signatures et ratifications des traités mentionnés par les ministres à Helsinki.

Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant (STE n°93)

Ratifications :

Albanie (3 avril 2007)

Moldova (20 juin 2006)

Ukraine (2 juillet 2007)

En conséquence, cette convention a été ratifiée par 11 États membres.

Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne (STE n°165)

Signatures :

Belgique (7 mars 2005)

Irlande (8 mars 2004)

Ratifications :

Arménie (7 janvier 2005)

Bosnie-Herzégovine (9 janvier 2004)

Croatie (17 octobre 2002)

Danemark (20 mars 2003)

Finlande (21 janvier 2004)

Allemagne (23 août 2007)

Malte (16 novembre 2005)

Monténégro (3 mars 2004)

Pays-Bas (19 mars 2008)

Pologne (17 mars 2004)

Serbie (3 mars 2004)

« Ex-République yougoslave de Macédoine » (29 novembre 2002)

Turquie (8 janvier 2007)

Royaume-Uni (23 mai 2003)

Adhésions :

Andorre (22 avril 2008).

De plus, les États non membres suivants ont ratifié cette convention ou y ont adhéré : Australie (22 novembre 2002), Israël (12 juillet 2007), République kirghize (9 mars 2004) et Nouvelle-Zélande (4 décembre 2007).

En conséquence, cette convention a été ratifiée par 41 États membres.

Convention européenne d'assistance sociale et médicale et protocole additionnel à cette dernière (STE n°14)

Ratifications :

Estonie (20 juillet 2004)

En conséquence, cette convention a été ratifiée par 18 États membres.

Charte sociale européenne et protocole additionnel (STE n°35 et 128)

Ratifications (Charte) :

Croatie (26 février 2003)

« Ex-République Yougoslave de Macédoine » (31 mars 2005)

Ratifications (Protocole) :

Belgique (23 juin 2003)

Croatie (26 février 2003)

Hongrie (1^{er} juin 2005)

En conséquence, cette chartre a été ratifiée par 27 États membres et le protocole par 13 États membres.

Charte sociale européenne révisée (STE n°163)

Signatures :

Bosnie-Herzégovine (11 mai 2005)

Allemagne (29 juin 2007)

Hongrie (7 octobre 2004)

Lettonie (29 mai 2007)

Monaco (5 octobre 2004)

Monténégro (22 mars 2005)

Pologne (25 octobre 2005)

Serbie (22 mars 2005)

Ratifications :

Albanie (14 novembre 2002)

Andorre (12 novembre 2004)

Arménie (21 janvier 2004)

Azerbaïdjan (2 septembre 2004)

Belgique (2 mars 2004)

Georgia (22 août 2005)

Malta (27 juillet 2005)

Pays-Bas (3 mai 2006)

Portugal (30 mai 2002)

Turquie (27 juin 2007)

Ukraine (21 décembre 2006)

En conséquence, la charte révisée a été ratifiée par 24 États membres.

Convention sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local (STE n° 144)

Signatures :

Lituanie (12 février 2008)
Slovénie (23 novembre 2006)

Ratifications :

Albanie (19 juillet 2005)
Islande (11 février 2004)

En conséquence, cette convention a été ratifiée par 8 États membres.

Convention européenne sur la nationalité (STE n°166)

Signatures :

Bosnie-Herzégovine (31 mars 2006)
Croatie (19 janvier 2005)
Luxembourg (26 mai 2008)
Malte (29 octobre 2003)

Ratifications :

Albanie (11 février 2004)
Bulgarie (2 février 2006)
République tchèque (19 mars 2004)
Allemagne (11 mai 2005)
Islande (26 mars 2003)
Roumanie (20 janvier 2005)
« Ex-République Yougoslave de Macédoine » (3 juin 2003)
Ukraine (21 décembre 2006)

En conséquence, cette convention a été ratifiée par 17 États membres.

Protocole n°12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales

Signatures :

Azerbaïdjan (12 novembre 2003)

Ratifications :

Albanie (26 novembre 2004)
Andorre (6 mai 2008)
Arménie (17 décembre 2004)
Bosnie-Herzégovine (29 juillet 2003)
Croatie (3 février 2003)
Finlande (17 décembre 2004)
Luxembourg (21 mars 2006)
Monténégro (3 mars 2004)
Pays-Bas (28 juillet 2004)
Norvège (15 janvier 2003)
Roumanie (17 juillet 2006)

Saint-Marin (25 avril 2003)
Serbie (3 mars 2004)
Espagne (13 février 2008)
« Ex-République Yougoslave de Macédoine » (13 juillet 2004)
Ukraine (27 mars 2006)

En conséquence, ce protocole a été ratifié par 17 États membres.

Aucun changement n'est intervenu dans l'état des signatures et ratifications des traités suivants mentionnés par les ministres à la Conférence d'Helsinki : Convention européenne d'établissement (STE n°19), Accord européen sur le placement au pair (STE n°68), Accord intérimaire européen concernant les régimes de sécurité sociale relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants et protocole additionnel à cet accord (STE n°12), Accord intérimaire européen concernant la sécurité sociale à l'exclusion des régimes relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants et protocole additionnel à cet accord (STE n°13), Convention européenne de sécurité sociale (STE n°78) et accord complémentaire relatif à cette dernière.

V

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Dans la Déclaration finale de la 7^e Conférence des ministres européens responsables des Migrations, les ministres ont invité les Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait à réfléchir à leur adhésion à la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB). Ils ont également encouragé les Etats membres à faire pleinement usage des possibilités offertes par les prêts de la Banque et à présenter des projets d'investissement, qui visent à l'insertion sociale des réfugiés ou des migrants dans leur pays d'accueil ou à leur retour volontaire dans leur pays d'origine. La présente partie fournit un certain nombre d'informations sur les nouveaux membres de l'accord partiel et les projets entrepris par la Banque dans le domaine des migrations depuis la Conférence d'Helsinki.

Nouveaux membres

Bosnie-Herzégovine (18 décembre 2003)

Serbie (23 avril 2004)

Irlande (30 novembre 2004)

Géorgie (10 janvier 2007)

Monténégro (19 novembre 2007)

Projets dans le domaine des migrations¹

L'aide aux réfugiés, migrants et personnes déplacées est une des priorités statutaires de la CEB. Les projets financés dans ce secteur portent essentiellement sur :

- la reconstruction et la réparation de structures d'accueil (tels les centres d'accueil, les logements sociaux provisoires et permanents) ;
- les programmes de médecine préventive et curative, d'éducation et de formation professionnelle ;
- les infrastructures techniques et d'équipements de base nécessaires aux besoins immédiats des populations victimes de situations exceptionnelles.

Au cours des cinq dernières années, la CEB a répondu aux demandes émises par plusieurs de ses États membres pour la mise en œuvre de projets destinés aux réfugiés et personnes déplacées. La CEB a en effet approuvé un montant total de près de 540 millions EUR depuis 2003 pour la mise en œuvre de nouvelles opérations dans ce secteur. En outre, les décaissements réalisés en 2007 se sont élevés à 82 millions EUR, soit 5 % du total des décaissements effectués.

La CEB a signé, le 3 septembre 2007, un Protocole d'accord avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ce protocole entérine une coopération de longue date entre la CEB et le PNUD, dans le cadre de laquelle la Banque contribue, par des dons, au

¹ Les informations suivantes sont tirées du rapport 2007 du Gouverneur de la Banque de développement du Conseil de l'Europe (pages 21-22).

financement de projets initiés par cette agence des Nations Unies. De surcroît, cet accord devrait favoriser un renforcement de la coopération entre les deux institutions en faveur des réfugiés et des migrants, permettant ainsi à la CEB d'accroître encore sa valeur ajoutée sociale.

ANNEXE

ENGAGEMENTS DE LA DÉCLARATION FINALE D'HELSINKI²

Nous, ministres des États membres du Conseil de l'Europe, responsables des questions de migration,

NOUS ENGAGEONS :

Principes généraux

19. à développer et mettre en œuvre des politiques de migration et d'intégration fondées sur les principes du respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit pour ainsi assurer une migration ordonnée, la cohésion sociale et le respect de la personne.

20. à considérer l'intégration comme une démarche interactive fondée sur une volonté mutuelle consentie par les migrants et la société d'accueil.

21. à promouvoir les principes de tolérance et de non-discrimination et à éliminer toutes politiques et pratiques discriminatoires incompatibles avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

22. à assurer, pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, le respect de toutes les dispositions de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967 et des instruments pertinents du Conseil de l'Europe, et à adopter, le cas échéant, pour les personnes en ayant besoin, d'autres formes de protection telles que la protection temporaire et/ou subsidiaire.

23. à promouvoir la paix, la protection des droits de l'homme et le développement économique et social dans le monde pour créer de meilleures conditions pour l'avenir et réduire le besoin pour les peuples de fuir les situations de conflits, de pauvreté et d'abus des droits de l'homme.

Les défis pour la politique d'intégration - gérer la diversité dans une société démocratique :

24. en s'inspirant des rapports « Diversité et cohésion : de nouveaux défis pour l'intégration des immigrés et des minorités » et « Cadre des politiques d'intégration », à promouvoir des sociétés fondées sur l'égalité des droits, des obligations et des chances, le respect des valeurs communes inhérentes à une société démocratique et la diversité culturelle.

25. à promouvoir une société accueillante et ouverte et à encourager la participation des migrants, résidant légalement, dans la vie économique, sociale, culturelle et politique, entre autres :

² Extrait de la Déclaration finale de la 7^e Conférence européenne des ministres responsables des questions de migration (Helsinki, 16-17 septembre 2002).

- a. en reconnaissant la contribution positive que les migrants apportent à la société ;
 - b. en associant la communauté d'accueil et les migrants à des activités visant à promouvoir la compréhension mutuelle ;
 - c. en encourageant les migrants et la société d'accueil à travailler en commun, au niveau local, pour le développement de la société ;
 - d. en mettant en œuvre des programmes d'introduction pour les primo-arrivants, en vue d'encourager activement les immigrés à apprendre la langue du pays d'accueil ainsi qu'à comprendre et à respecter les institutions et les valeurs fondamentales de la société d'accueil ;
 - e. en formant les agents des services publics pour qu'ils comprennent et mettent en valeur la diversité ethnique et culturelle et qu'ils soient informés des politiques d'égalité des sexes ;
 - f. en adoptant les mesures appropriées pour tenir compte des besoins des personnes vulnérables tels que les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes traumatisées ou atteintes physiquement par la torture et la guerre ;
 - g. en assurant la réunification familiale et l'acquisition de la citoyenneté/nationalité du pays d'accueil par les immigrés de longue durée et les réfugiés reconnus, conformément à la législation nationale et la Recommandation R (2002) 4 du Comité des Ministres sur le statut juridique des personnes admises au regroupement familial.
26. à promouvoir l'égalité dans l'accès à l'emploi des migrants résidant légalement, entre autres :
- a. en facilitant l'appréciation des compétences et des qualifications et l'accès à la formation professionnelle, entre autres, en soulignant l'importance de la reconnaissance des qualifications et aptitudes professionnelles ;
 - b. en reconnaissant les diplômes au niveau européen ;
 - c. en assurant l'égalité de traitement concernant le recrutement, la carrière, les conditions de travail et le salaire ;
 - d. en adoptant la gestion de la diversité dans la politique des ressources humaines des entreprises et des organisations gouvernementales et non-gouvernementales ;
 - e. en encourageant la participation des migrants aux syndicats et comités d'entreprise, en contribuant ainsi à leur intégration sur le lieu du travail.
27. à renforcer les règlements et le suivi des conditions de travail décentes en accord avec les normes européennes et internationales pour prévenir l'exploitation, le travail irrégulier et pour réduire la compétition inégale avec les travailleurs nationaux.
28. à renforcer la législation et les mesures pratiques pour lutter contre les violences et les discriminations y inclus le harcèlement des travailleurs migrants sur le lieu de travail, en tenant compte des instruments pertinents du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne et d'autres instances internationales.

Les défis pour les politiques de gestion des migrations

29. en s'inspirant du rapport « Vers une stratégie de gestion des migrations », à promouvoir une stratégie de gestion des migrations et à intensifier le dialogue pour gérer efficacement les questions de migration.

30. à développer les voies de migration régulière, entre autres :

- a. en poursuivant des politiques ouvertes et transparentes concernant la migration de main d'œuvre et en établissant, si nécessaire, des dispositions concernant le statut juridique des travailleurs temporaires ;
- b. en établissant des règles claires sur le recrutement et le statut juridique de la main d'œuvre étrangère, permanente ou temporaire, en tenant compte également des aspirations des migrants (amélioration des qualifications et formation continue ; préparer et aider le retour et renouveler les contrats à des intervalles bien définis) ;
- c. en mettant à la disposition des migrants potentiels une information claire et complète, si possible dans une langue appropriée, concernant les conditions d'entrée, de séjour et de travail ; les conditions de vie et de la culture du pays de destination ; le système politique et juridique (réglementation en matière de migration) ; la situation sur le marché du travail.

31. à lutter contre la traite et le trafic des personnes et l'exploitation des migrants, entre autres :

- a. en développant des politiques nationales et des plans d'action pour assurer la protection et l'assistance effectives aux victimes du trafic et de la traite, notamment aux femmes et aux enfants ainsi qu'aux mineurs non-accompagnés ;
- b. par la promotion de campagnes d'information contre le trafic d'êtres humains ;
- c. par la promotion de la recherche et de l'analyse des réponses par les États membres aux phénomènes de la migration irrégulière et du trafic d'êtres humains dans les pays d'origine, de transit et de destination ;
- d. par la mise en place de peines plus lourdes contre les trafiquants, le renforcement du contrôle des secteurs sensibles, les sanctions aux employeurs et en trouvant des solutions flexibles et humaines dans le respect de la dignité humaine des migrants irréguliers ;
- e. en s'assurant que le retour des personnes dans les pays d'origine ne s'effectue que de façon digne et sûre et dans le respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne le droit à la vie privée et familiale.

32. à mettre en place une coopération bilatérale et multilatérale étroite et durable entre pays d'accueil, d'origine et de transit :

- a. pour améliorer l'échange d'information, lutter contre la migration irrégulière, les filières clandestines et la traite des êtres humains ;
- b. pour prévenir la migration irrégulière en renforçant les dispositifs juridiques (pénaux, fiscaux et civils) ;

- c. pour lutter efficacement contre les trafiquants et les filières criminelles à travers la coopération avec les pays d'origine et de transit ;
- d. pour traiter le problème de la migration irrégulière en coopération avec les autres pays (pays de transit ; pays d'origine) en vue de trouver des solutions appropriées et respectueuses des droits de l'homme.